

BREXIT — QUI PAIERA LA FACTURE ? **ÉCONOMIE** — LE REVENU UNIVERSEL
RETROUVE DU CRÉDIT **ENQUÊTE** — ART : ENCHÈRES EN HAUTE MER



**Courrier
international**

N° 1369 du 26 janvier au 1^{er} février 2017
courrierinternational.com
France : 3,90 €

Afrique CFA 3.200 FCFA Algérie 480 DA
Allemagne 4,50 € Andorre 4,50 €
Autriche 4,50 € Canada 6,95 \$ CAN
DOM 4,50 € Espagne 4,50 €
E-U 7,50 \$ US G-B 3,80 £ Grèce 4,50 €
Irlande 4,50 € Italie 4,50 € Japon 800 ¥
Maroc 38 DH Pays-Bas 4,50 €
Portugal cont. 4,50 € Suisse 6,20 CHF
TOM 790 CFP Tunisie 6,50 DTU

Quand les mensonges
de Trump nourrissent
l'industrie des "fake news"

La fabrique de la désinformation

M 03183 - 1369 - F: 3,90 €





MINI CLUBMAN. ÉDITION SPÉCIALE HYDE PARK.

À PARTIR DE 340€/MOIS. 36 MOIS. SANS APPORT. ENTRETIEN INCLUS.*

Inclus dans l'édition :
GPS avec écran 6,5", affichage tête haute, toit ouvrant, sellerie tissu-cuir,
jantes 17", climatisation automatique, projecteurs antibrouillard
et rétroviseurs rabattables électriquement.



*Exemple pour un MINI ONE D CLUBMAN ÉDITION HYDE PARK. Location Longue Durée sur 36 mois et pour 30 000 km intégrant l'entretien** et l'extension de garantie. 36 loyers linéaires : 337,00 €/mois. Offre réservée aux particuliers, valable pour toute commande d'un MINI ONE D CLUBMAN ÉDITION HYDE PARK jusqu'au 31/03/2017 dans les MINI STORES participants. Sous réserve d'acceptation par MINI Financial Services - Département de BMW Finance - SNC au capital de 87 000 000 € RCS Versailles B 343 606 448 TVA FR 65 343 606 448. Courtier en Assurances immatriculé à l'ORIAS n°07 008 883 (www.orias.fr). Consommation en cycle mixte : 3,9 l/100 km. CO₂ : 102 g/km selon la norme européenne NEDC. L'extérieur de ce véhicule comporte des équipements de série ou en option en fonction de la finition. Modèle présenté : MINI Clubman Cooper D Édition Hyde Park au prix de 435,05 €/mois. Consommations en cycles mixtes selon la norme européenne NEDC : 4,4 l/100 km. CO₂ : 115 g/km. ** Hors pièces d'usures.



EDITORIAL
ERIC CHOL

J. C. FRANCIS

La grande confusion médiatique

La polémique sur les chiffres de l'investiture de Donald Trump serait risible si elle n'avait pas donné lieu à une nouvelle attaque contre les journalistes, "les êtres humains les plus malhonnêtes de la Terre", selon le président américain. On s'en doutait : la confiance entre la nouvelle administration et les représentants du quatrième pouvoir est nulle. Pis, Donald Trump souffle en permanence sur les braies des fausses informations, rebaptisées au passage par son porte-parole "faits alternatifs". La désinformation est une méthode vieille comme le monde : les flux numériques n'ont fait qu'accélérer la propagation des fausses nouvelles, "ces singulières efflorescences de l'imagination collective", comme les qualifiait Marc Bloch, auteur d'un essai en 1921 sur le sujet. L'historien français y voyait "l'expression inconsciente de nos préjugés, de nos haines, de nos craintes et de nos émotions fortes". Une raison supplémentaire pour y résister ? En cette époque de *post-truth* et autres *fake news*, il est urgent pour les médias de retrouver leur crédibilité, déjà très entamée. Une récente enquête mondiale (Edelman Trust Barometer 2017) révèle que la confiance dans les médias est au plus bas. "Il y avait la vérité, il y avait le mensonge, et si l'on s'accrochait à la vérité, même contre le monde entier, on n'était pas fou", écrivait George Orwell dans son roman 1984. Un slogan d'actualité, pour répondre aux menteurs officiels et sortir de cette grande confusion médiatique.

* Thiers Eric. Marc Bloch, réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre, in *Mil neuf cent*, n° 18, 2000.

En couverture : Illustration de Taylor Callery, États-Unis (Ikon-Images)

Retrouvez **Courrier international**

Dans l'émission

500 MILLIONS
D'EUROPEENS

Chaque samedi à 10h et 16h
et le dimanche à 13h et 20h sur

BFM BUSINESS



Sommaire



Les sources Chaque semaine les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés cette semaine :

Bloomberg Businessweek New York, hebdomadaire. **Business Insider** (businessinsider.com) New York, en ligne. **Chungkuo Shihpao - China Times** Taipei, quotidien. **Corriere della Sera** Milan, quotidien. **Globus** Zagreb, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **Al-Hayat** Londres, quotidien. **Journaldumali.com** (journaldumali.com) Bamako, en ligne. **Los Angeles Times** Los Angeles, quotidien. **An-Nahar** Beyrouth, quotidien. **The New York Times** New York, quotidien. **Ogoniok** Moscou, hebdomadaire. **Le Pays** Ouagadougou, quotidien. **Reaction** (reaction.life) Londres, en ligne. **Shargh** Téhéran, quotidien. **Spiked** (spiked-online.com) Londres, en ligne. **La Stampa** Turin, quotidien. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **Sud Quotidien** Dakar, quotidien. **Der Tagesspiegel** Berlin, quotidien. **Die Tageszeitung** Berlin, quotidien. **Tuôi Tre** Ho Chi Minh-Ville, quotidien. **Verszlo Zinios** Vilnius, quotidien. **Vzgliad** (vzglyad.ru) Moscou, en ligne. **The Wall Street Journal** New York, quotidien. **The Washington Post** Washington, quotidien.

p.24 **à la une**



VLACHOVIC, SERBIE

LA FABRIQUE DE LA DÉSINFORMATION

Les "fake news" (fausses informations) ont-elles favorisé le vote en faveur du Brexit et l'élection de Donald Trump ? Difficile de faire la part du vrai et du faux sur les réseaux sociaux. Reportages, analyses, décryptages du *New York Times*, *Spiked*, *Vzgliad*...

p.10

7 jours dans le monde

Primaires du PS : Hamon, homme politique d'un nouveau genre

Après la victoire de François Fillon à droite, la course à la présidentielle ne manque décidément pas de rebondissements, selon *La Stampa*.

TRANSVERSALES p.32

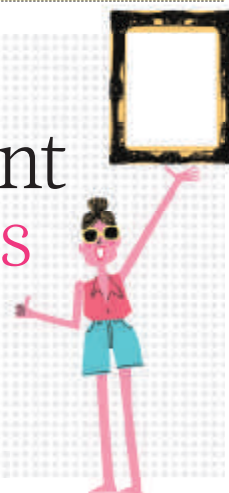
Revenu universel : une vieille idée qui fait son chemin

Le débat est lancé dans le monde entier. Pour : *Business Insider*. Contre : *Süddeutsche Zeitung*.

360° p.38

Que voguent les enchères

Des ventes d'art à bord de paquebots en Méditerranée. Cela sent l'arnaque, selon l'enquête d'une spécialiste de *Bloomberg Businessweek*.



MIKEL CASAL, ESPAGNE

La semaine prochaine : un numéro en réalité augmentée

Jeudi 2 février *Courrier international* donne vie à ses images



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. La photo de la semaine
8. Gambie. Un dictateur enfin déboulonné
10. France. Primaire du PS : Hamon, homme politique d'un nouveau genre

D'un continent à l'autre

12. États-Unis. Tous contre Trump
14. Chine. Chantre du libre-échange
16. Mali. Extension du domaine de la guerre
18. Syrie. Les errements de l'opposition
20. Royaume-Uni. Brexit : c'est aux Européens de coopérer
22. Culture. Voir le Louvre et vivre

À la une

24. La fabrique de la désinformation

Transversales

32. Revenu universel : une vieille idée qui fait son chemin
36. Sciences. Le multilinguisme, c'est la santé !
37. Signaux. Plantes à tout faire

360°

38. Enquête. Que voguent les enchères
42. Plein écran. Princesse Sophie, la perfection faite russe
44. Tendances. Pyongyang nouvelle dimension
46. Culture. Zilvinas Kempinas, artiste par la bande

RECTIFICATIF du numéro 1366, page 14 : le retour sur Terre du spationaute Thomas Pesquet est prévu pour le mois de mai 2017 et non pour le mois de septembre.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

L'horoscope de Rob Brezсны

Le signe de la semaine

Verseau (20 janvier – 18 février). Le Legatum Institute, groupe de réflexion londonien, établit un classement annuel des pays les plus libres du monde, à partir d'indicateurs tels que les libertés civiles, la tolérance sociale et la capacité à choisir sa propre destinée. Actuellement, le champion toutes catégories est le Luxembourg, suivi du Canada. La France n'arrive qu'au 22^e rang, les États-Unis en 26^e position et l'Italie 27^e. Si j'en crois tes astres, Verseau, tu es sur le point d'élargir considérablement ta marge de liberté. Le moment serait idéal pour aller t'installer au Luxembourg. À défaut, lance dès à présent ton grand projet de libération totale!

Retrouvez également sur notre site

France. La course à la présidentielle vue par la presse étrangère.

En vidéo. L'œil de *Courrier* : tour du monde des vidéos les plus marquantes de la semaine.

Sur notre site *Courrier Expat*. Un reportage sur les enfants d'expatriés français à Montréal et un article sur les femmes qui se lancent dans l'entrepreneuriat en Belgique.

Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest



DESSIN DE MIKEL CASAL POUR COURRIER INTERNATIONAL, ESPAGNE.



5,90€

Quand les crayons témoignent

50 dessinateurs pour la liberté d'expression : le livre événement

En vente en librairie et sur boutique.courrierinternational.com

Une publication Courrier international

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

- 1 an (52 numéros) au prix de 109 € au lieu de 191,20€*
- 1 an (52 numéros) + 4 hors-séries au prix de 131,80 € au lieu de 225,20€*
- 1 an d'accès au numérique au prix de 76,90 € (e-mail obligatoire)

Monsieur Madame

RCOI700PBI001

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CP VILLE

TÉLÉPHONE e-mail

Indiquez votre adresse mail pour créer votre compte et bénéficier de tous vos avantages

Je souhaite recevoir des offres de *Courrier international* : oui non

Je souhaite recevoir des offres des partenaires de *Courrier international* : oui non

Je choisis de régler par :

chèque à l'ordre de *Courrier international*

carte bancaire n° _____

Expire fin _____ Cryptogramme _____

date et signature obligatoires

* Prix de vente au numéro. En application de la loi du 6-1-1978, le droit d'accès et de rectification concernant les abonnés peut s'exercer auprès du service Abonnements. Pour l'étranger, nous consulter. Ces informations pourront être cédées à des organismes extérieurs, sauf si vous cochez la case ci-contre.

Avantage abonnés

Rendez-vous sur courrierinternational.com

■ La version numérique du magazine dès le mercredi soir

■ L'édition abonnés du site Internet

■ 20 ans d'archives, soit près de 100 000 articles

■ L'accès illimité sur tous vos supports numériques.

Plus simple et plus rapide

abonnez-vous sur boutique.courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 (non surtaxé)

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :
(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :
(1) 800 363 1310 - expsmag@expressmag.com

Suisse :
(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106.400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication : Arnaud Aubron
Directeur de la rédaction, membre du directoire : Éric Chol
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal janvier 2017. Commission paritaire n° 0717c82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 6-8, rue Jean-Antoine-de-Baïff, 75212 Paris Cedex 13 Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com Directeur de la rédaction Éric Chol Directrice adjointe de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédacteur en chef Jean-Hébert Armengaud (16 57) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Hamdam Mostafavi (17 33) Rédactrice en chef technique Nathalie Pingaud (16 25) Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31) Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Virginie Lepetit (chef d'édition, 16 12), Fatima Rizki (17 30)

7 JOURS DANS LE MONDE Paul Grisot (chef de rubrique, 17 48), EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Danièle Renon (chef de service adjointe, Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 22), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Judith Sinnige (Royaume-Uni, Irlande, Pays-Bas, 19 74), Carole Lyon (Italie, Belgique 17 36), Ana Teruel (Espagne, 16 68), Marie-Line Darcy (Portugal), Iwona Ostapkowicz (chef de rubrique, Pologne, 16 74), Corentin Pennarguear (chef de rubrique, France, 16 93), Emmanuelle Morau (19 72), Alexandre Lévy (Bulgarie), Iulia Badea-Guérîtée (Roumanie, Moldavie), Solveig Gram Jensen (Danemark, Norvège, Suède), Alexia Kefalas (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Pavel Bartusek (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) AMÉRIQUES Bérange Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Gabriel Hassan (États-Unis, 16 32), Sabine Grandadam (chef de service, Amérique latine, 16 97), Paul Jurgens (Brésil), Martin Gauthier (Canada) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Ysana Takino (Japon, 16 38), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Guillaume Delacroix (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) MOYEN-ORIENT Marc Saghié (chef de service, 16 69), Ghazal Golshiri (Iran), Pascal Fenaux (Israël), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe), Pierre Vanrie (Turquie) AFRIQUE Ousmane Ndiaye (chef de rubrique, 16 29), Hoda Saliby (chef de rubrique, Maghreb, 16 35), Sébastien Hervieu (Afrique australe) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Catherine Guichard (Économie, 16 04), Carole Lembezat (chef de rubrique, Courrier Sciences, 16 40), Virginie Lepetit (Signaux) MAGAZINE 360° Marie Bélœil (chef des informations, 17 32), Claire Pomarès (16 74), Delphine Veaudor (16 76), Mélanie Lifschitz (Histoire, 16 96)

SITE INTERNET Hamdam Mostafavi (responsable, 17 33), Carolin Lohrenz (chef de service adjointe, 19 77), Clara Tellier Savary (chef d'édition), Carole Lyon (rédactrice multimédia, 17 36), Hoda Saliby (rédactrice multimédia, 16 35), Laura Geisswiller (vidéo, 16 65)

COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

DÉVELOPPEMENT WEB Jonathan Parienté (responsable), Paul-Boris Bouzin

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Caroline Lee (chef de service adjointe, anglais, allemand, coréen), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Isabelle Boudon (anglais, allemand), Françoise Escande-Boggino (japonais, anglais), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Mélanie Lifschitz (anglais, espagnol), Olivier Ragasol (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Marianne Bonneau, Philippe Czerepak, Fabienne Gérard, Françoise Picon, Emmanuel Tronquart PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), Jonathan Renaud-Badet, Alexandre Errichello, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briad (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Bernadette Dremière (chef de service, 16 07), Alice Andersen, Catherine Doutey, Gilles de Obaldia, Denis Scudeller CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66) INFORMATIQUE Denis Scudeller (16 84), Rollo Gleeson (développeur)

DIRECTEUR INDUSTRIEL Éric Carle DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) Impression, brochage, routage : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Edwige Benoit, Gilles Berton, Jean-Baptiste Bor, Isabelle Bryskier, Ekaterina Dvina, Benjamin Fernandez, Alix Fieux, Claire Gounon, Marion Gronier, Alexandros Kottis, Xavier Lacombe, Julie Martin, Julia Mourri, Charlotte Onfroy-Barrier, Polina Petrouchina, Emmanuel Saal, Leslie Talaga, Isabelle Taudière, Djaid Yamak, Sarah Zhiri, Maja Zoltowska.

PUBLICITÉ M Publicité, 80, boulevard Blanqui, 75013 Paris, tél. : 01 57 28 20 20 Directrice générale Laurence Bonicalzi Bridier Directeur délégué David Eskenazy (david.eskenazy@publicite.fr, 38 63) Directrices de clientèle Laëticia de Clerck (laetitia.declerck@publicite.fr, 37 28), Marjorie Couderc (marjorie.couderc@publicite.fr, 37 97) Assistante commerciale Carole Frascini (carole.frascini@publicite.fr, 38 68) Partenariat et publicité culturelle Guillaume Drouillet (guillaume.drouillet@publicite.fr, 10 29) Régions Éric Langevin (eric.langevin@publicite.fr, 38 04) Annonces classées Cyril Gardère (cyril.gardere@publicite.fr, 38 88) Site Internet Alexandre de Montmarin (alexandre.demontmarin@publicite.fr, 38 07) Agence Courrier Patricia Fernández Pérez (responsable, 17 37), Emmanuelle Cardea (16 08)

GESTION ADMINISTRATION Bénédicte Menault-Lenne (responsable, 16 13), Étienne Waniart Droits Eleonora Pizzi (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 DIRECTEUR DE LA DIFFUSION ET DE LA PRODUCTION Hervé Bonnaud Responsable des ventes France Christophe Chantrel Chef de produit Carole Merceron (0805 05 01 47, 01 57 28 33 78) Diffusion internationale Saveria Colosimo (01 57 28 32 20) Communication et promotion Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49)

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex 9. Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) Courriel.abo@courrierinternational.com



Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 49 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.

Imprimé sur des papiers produits en Allemagne, France, Suède, issus de forêts gérées durablement (IFG) : 0 % de fibres recyclées.



Fashion
L'HOMME
MODERNE

FABRIQUÉ
EN ITALIE

2 Pulls
Mérinos **29,75** €
au lieu de 119 €
FRAIS DE PORT OFFERTS

-75%
sur ces 2 pulls



Fashion L'Homme Moderne, depuis plus de 30 ans, vous habille avec élégance et confort. Découvrez toute la qualité de ces 2 grands classiques masculins.

- Finitions haut de gamme avec encolure et emmanchures diminuées
- Bord-côtes double au col, simple aux poignets et à la base
- 50% Laine Mérinos, 50% Acrylique
- Coloris : bordeaux et marine
- 4 tailles disponibles
- Lavable machine

VOS GARANTIES :

- Satisfait ou remboursé
- 30 jours pour changer d'avis
- Offre valable jusqu'au 17/02/17

VOS FRAIS DE PORT OFFERTS AVEC LE CODE AVANTAGE V1664

TÉLÉPHONE : 7j/7 de 8h à 20h

0 892 680 165 Service 0,40 € / min + prix appel

INTERNET

www.lhommemodernefashion.fr/offremérinos
Indiquez le code **V1664** dans votre panier

RCS Paris B 410 714 885

À retourner sans affranchir à : Fashion - L'Homme Moderne - Libre Réponse 96576 - 27039 Évreux Cedex

V1664 - P2216

OUI, je profite de votre offre avant le 17/02/17 et je reçois mon lot de 2 pulls (1 lot par foyer) pour 29,75 € au lieu de 119 € soit 75 % d'économie. **Les frais de port de 7,95 € me sont offerts.**

Je choisis M - Réf : 0388688 XL - Réf : 0388610
ma taille : L - Réf : 0388689 2XL - Réf : 0388611

Ci-joint mon règlement total de 29,75 € seulement par :

- Chèque à l'ordre de **FASHION - L'HOMME MODERNE**
 Carte bancaire (Carte Bleue, Visa, Eurocard-Mastercard).

N° : _____

Date de validité : _____ Cryptogramme au dos de ma carte : _____ (indispensable)

Cette offre ne m'engage à rien d'autre. Valable pour la France métropolitaine et Monaco, dans la limite des stocks disponibles. Expédition sous 3 semaines.

Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, modifiée par la loi n°2004-801 du 6 août 2004, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant. Par notre intermédiaire, vous pouvez être amené à recevoir des propositions d'autres entreprises. Si vous ne le souhaitez pas, il vous suffit de nous écrire à Fashion L'Homme Moderne - Service clientèle - 94971 Créteil Cedex 9, en nous indiquant vos nom, prénom, adresse et numéro de client. Vos données peuvent être communiquées à un tiers concerné dans le cadre d'un changement de contrôle, de fusion, de cession de fonds de commerce ou d'apport partiel actif de Reder SAS. Les 2 pulls sont de même taille et ne peuvent être vendus séparément.

Mme/M : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Téléphone : _____

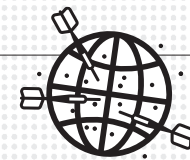
E-mail : _____

Date : [J J] [M M] [A A]

Signature obligatoire ▼

FASHION
L'HOMME MODERNE





7 jours dans le monde



Messages au président Trump

Ils étaient des millions à défiler dans les rues de Washington, New York, Los Angeles, Chicago, Denver, San Francisco, Boston et dans des dizaines de villes américaines. La Marche des femmes organisée ce 21 janvier, deux jours après que Donald Trump est devenu le 45^e président des États-Unis, a mobilisé bien plus de monde que l'investiture du nouveau locataire de la Maison-Blanche. Cette manifestation, organisée au départ pour répondre aux propos inacceptables de Donald Trump sur les femmes, a finalement rassemblé tous les défenseurs des droits civiques et ceux qui voulaient dire non à un homme jugé misogyne, haineux et raciste.

Le photographe américain Nate Gowdy, qui a attentivement suivi la campagne présidentielle américaine, était parmi les manifestants, à Washington, ce samedi 21 janvier. Il a réalisé ce reportage pour *Courrier international*. Vous pourrez le retrouver en intégralité sur notre site web : courrierinternational.com

Photo Nate Gowdy pour Courrier international



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Retrouvez tous les vendredis notre diaporama "La semaine en images". Et dans notre édition imprimée, chaque jeudi, la photo d'actualité la plus forte.



Gambie. Un dictateur enfin déboulonné

Le départ de Yahya Jammeh, contraint à l'exil par les pays voisins, marque la fin de vingt ans d'autoritarisme.



—Sud Quotidien Dakar

La Gambie vit aujourd'hui sans son ancien président Yahya Jammeh, délogé de son palais, signant ainsi l'épilogue d'une longue, éprouvante et épuisante attente faite de tergiversations et de rebondissements multiples. Toutefois, faut-il le souligner, si les négociations de dernière minute menées par les présidents de Guinée Alpha Condé et de Mauritanie Mohamed Ould Abdel Aziz se sont concrétisées par l'acceptation par Jammeh de s'exiler hors de son pays [en Guinée équatoriale], c'est parce que ce dernier se trouvait pris en tenailles entre l'option diplomatique, privilégiée par la Cédéao [Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest], et la fermeté avec une intervention armée qui ne faisait plus guère de doute en cas d'échec, au regard des détachements militaires massés le long des frontières, et prêts à faire le boulot.

“Téméraire mais pas fou”, comme dit l'adage, le dictateur de Banjul, pour sauver sa peau et celles des siens, a été contraint, avec le refus de toute amnistie qui lui a été opposé, de négocier et de saisir ce qui s'avérait être la dernière balle offerte avant l'assaut final. À ce titre, le processus ayant abouti à ce résultat apparaît par conséquent comme plein de promesses dans la mesure où il a été conduit de main de maître par les

organisations continentale et sous-régionale, l'Union africaine (UA) et la Cédéao. La posture de l'UA, de la Cédéao et en arrière-plan celle du Sénégal ont eu pour conséquence d'isoler Jammeh et de rendre possibles la défection de plusieurs membres de son gouvernement ainsi que le ralliement de franges importantes de l'armée gambienne. De par sa promptitude, sa souplesse diplomatique et son intransigeance, la Cédéao a ainsi adressé un signal fort à tous les dictateurs en puissance de l'espace sous-régional – voire continental – puisqu'il leur est signifié que désormais seul importe le respect de l'expression de la souveraineté populaire et que nulle forfaiture ne sera tolérée.

En affichant avec constance une position commune, la Cédéao a par ailleurs mis à nu l'incongruité qu'il y avait à charger la carte d'États lilliputiens qui finissent par approfondir et consolider la balkanisation du continent, quitte à continuer de la fragiliser. Aussi est-il souhaitable que la Gambie et le Sénégal puissent prendre la mesure de toutes leurs responsabilités individuelles et collectives en engageant immédiatement et sans tarder des initiatives allant dans le sens d'un partenariat [les deux pays ont été confédérés de 1982 à 1989]. La Gambie et le Sénégal constituent un même peuple, comme cela a été démontré par l'accueil réservé aux réfugiés fuyant la catastrophe annoncée en Gambie. Ce nouveau partenariat passe par

✓ “Maintenant, vous pouvez régner ici pendant un milliard d'années.” Dessin de Gado paru dans Daily Nation, Nairobi.

une libre circulation entre les deux pays.

Il s'y ajoute que la situation en Casamance [région du Sénégal frontalière de la Gambie et en conflit avec Dakar], au-delà de l'accalmie observée, se présente sous de meilleurs auspices. La nouvelle donne rend désormais possibles des négociations sincères pouvant déboucher sur une paix définitive, sans qu'il y ait en arrière-plan une instrumentalisation de certaines forces rebelles comme s'y employait avec perversité et délectation l'ancien président gambien.

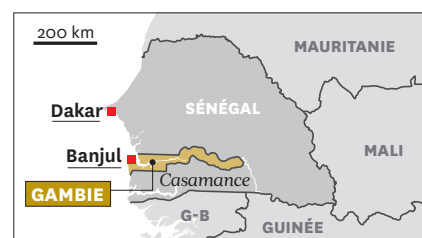
Aussi Adama Barrow [le président élu] doit-il rapidement être mis en situation de rentrer dans un pays sécurisé par les forces militaires de la Cédéao, de former un gouvernement immédiatement opérationnel, d'éviter de s'engager dans une chasse aux sorcières. Il est urgent de remettre le pays au travail, de libérer les énergies en insufflant de nouvelles espérances. Le temps presse.

—Vieux Savané

Publié le 23 janvier 2017

Contexte

●●● Le 2 décembre dernier, Yahya Jammeh appelle son adversaire Adama Barrow pour le féliciter de sa victoire à l'élection, à la surprise générale. Personne ne s'attendait à ce que le dictateur accepte le verdict des urnes. “Chute inattendue de Yahya Jammeh”, titrait alors **Le Soleil**. Le 9 décembre, seconde surprise : Jammeh fait volte-face, conteste sa défaite et instaure l'état d'urgence. Un mois plus tard, le 15 janvier, Barrow est exfiltré du pays pour le Sénégal voisin. Le 17, à l'expiration du mandat de Jammeh, Barrow prête serment à l'ambassade de Gambie à Dakar. Le soir même, à minuit, les troupes sénégalaises de la Cédéao déclenchent l'opération Restaurer les démocraties et se positionnent à la frontière gambienne. Les présidents Alpha Condé (Guinée) et Abdel Aziz (Mauritanie) demandent la suspension de l'opération militaire pour une ultime médiation et obtiennent finalement de Jammeh qu'il quitte le pays, le 21 janvier. Le président déchu s'envole pour Conakry, en Guinée, avant de se rendre en Guinée équatoriale, chez le président Teodoro Obiang.



Députés incontournables

ROYAUME-UNI — Trois mois après la Haute Cour, la Cour suprême britannique a confirmé officiellement le 24 janvier que le Parlement devra donner son aval avant que le gouvernement n'enclenche l'article 50 pour sortir de l'UE, rapporte **The Guardian**. Une loi devra donc être soumise aux députés avant le début des négociations sur le Brexit, prévues en mars (voir pp. 20-21), ajoute le quotidien, qui note que le gouvernement de Theresa May s'est dit “déçu” par ce verdict des juges.

Le palais se noie

TURQUIE — “Topkapi s'enfonce peu à peu dans l'eau”, s'alarme **Hürriyet**, qui s'est procuré les résultats des expertises commandées par le ministère turc de la Culture. Le palais des sultans, juché sur un promontoire au confluent du Bosphore et de la mer de Marmara, connaît un tassement de ses fondations qui fragilise ce joyau de l'histoire turco-ottomane – un pavillon a dû être fermé au public le 13 juillet dernier. “Cette fois, au lieu de parer au plus pressé avec des réparations de fortune, il a été décidé d'enquêter sur les causes des fissures apparues sur les bâtiments”, poursuit le journal.

Non à la censure



ESPAGNE —

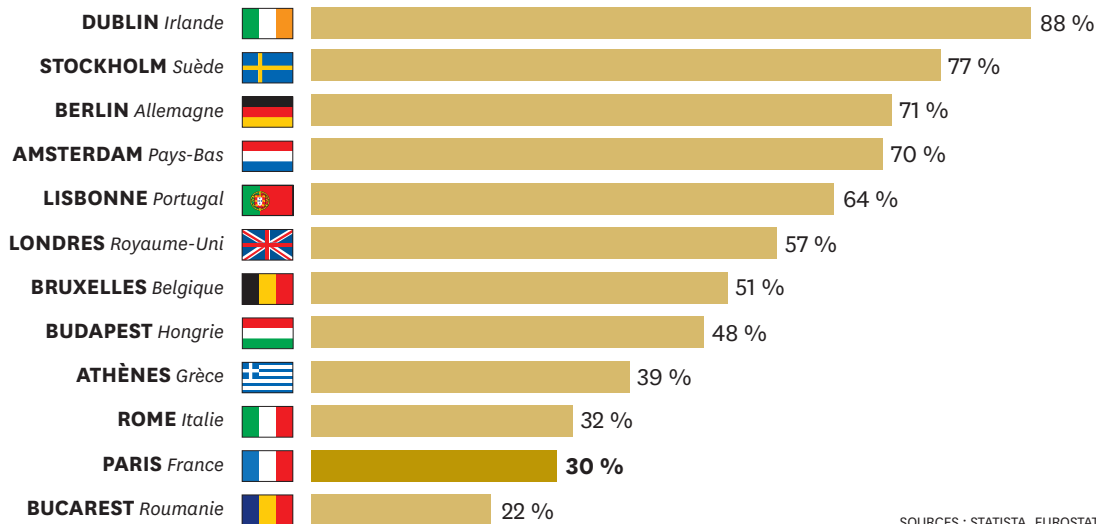
Comme d'autres journaux espagnols, **ABC** s'élève le 24 janvier contre le retrait de la version hispanique du site officiel de la Maison-Blanche dans les premières heures de la présidence de Trump. À sa une, le quotidien conservateur montre la caractéristique lettre ñ et s'insurge : “Annuler la section en espagnol de la page officielle de la Maison-Blanche, c'est lancer un message inquiétant qui peut provoquer des incidents indésirables avec une langue que parlent presque 57 millions d'Américains.” L'administration américaine a assuré que le site n'était pas supprimé mais “en construction”.

**L'INFOGRAPHIE
DE LA SEMAINE**



Les Européens face à la pollution de l'air

Taux de satisfaction quant à la qualité de l'air (dans une sélection de capitales de l'UE, en 2015)



SOURCES : STATISTA, EUROSTAT

Alors qu'un nouvel épisode de pollution touche l'Europe depuis le 23 janvier, ce graphique publié par **Statista** rappelle les résultats d'un sondage mené en 2015 par Eurostat sur la satisfaction des habitants vis-à-vis de la qualité de l'air. Si une majorité de résidents de Dublin, de Stockholm ou de Berlin ne semblent pas très préoccupés par la question, seuls 30 % des Parisiens estiment vivre dans un air de qualité. Un chiffre qui ne risque pas de remonter : la ville "a connu dix jours de smog depuis le début 2017, soit le pire épisode de pollution depuis une décennie", note **The Guardian**. La pollution touche également Londres, où l'indice de satisfaction des habitants est pourtant plus élevé. En seulement cinq jours, du 1^{er} au 5 janvier, la capitale britannique "a dépassé la limite légale de concentration d'air toxique pour l'année entière", rappelle le quotidien.

Un président dans la rue

ROUMANIE — 50 000 personnes ont défilé dans le pays le 22 janvier pour protester contre une réforme du Code pénal menée par le gouvernement social-démocrate, qui souhaite alléger les peines prévues pour corruption. "La foule a été rejointe par le président, Klaus Iohannis, venu manifester son désaccord envers un groupe de politiciens en délicatesse avec la justice qui veulent affaiblir l'État de droit", écrit le quotidien bucarestois **Romania Libera**. Le 18 janvier, le président Iohannis est intervenu en Conseil des ministres pour empêcher l'adoption de la mesure.



DANIEL MIHAILESCU/AFP

"Artillerie lourde"

ALLEMAGNE — Réunie sous la bannière de son groupe parlementaire Europe des nations et des libertés, l'extrême droite européenne a tenu congrès à Coblenz le 21 janvier, avec notamment Marine Le Pen, Frauke Petry, dirigeante du parti d'extrême

droite allemand AfD, ainsi que le Néerlandais Geert Wilders. "L'euphorie, au lendemain de l'investiture de Donald Trump, était palpable dans les rangs du public", rapporte **Die Tageszeitung**, pour qui ce rassemblement montre que l'extrême droite "prend très au sérieux l'année électorale qui s'ouvre en Europe" et sort "l'artillerie lourde".



ARUN SANKAR/AFP

0,94

DEGRÉ de plus que la normale sur l'année 2016. La Nasa et l'Agence américaine océanique et atmosphérique ont annoncé le 18 janvier que l'année écoulée a enregistré un nouveau record depuis le début des mesures, en 1880. "La température moyenne à la surface du globe en 2016 était plus élevée de 0,94 °C que la température moyenne du XX^e siècle", rapporte **The Washington Post. Par ailleurs, la période 2001-2016 a rassemblé "seize des seize années record de chaleur". Trump, qui jusqu'ici nie l'existence d'un réchauffement climatique, a nommé à la tête de l'agence pour l'environnement Scott Pruitt, climatocéptique reconnu.**

Mort suspecte

BRÉSIL — L'accident d'avion dans lequel un juge de la Cour suprême a perdu la vie le 19 janvier alimente "des théories du complot", rapporte **O Globo**. Teori Zavascki était un personnage clé de l'enquête Lava Jato sur le scandale Petrobras, car il devait se prononcer sur les décisions du juge fédéral Sergio Moro. Âgé de 68 ans, réputé incorruptible, Zavascki était sur le point d'arrêter la décision de la Cour suprême sur un accord entre les enquêteurs et 77 prévenus, anciens cadres du groupe de BTP Odebrecht, qui devaient révéler les noms de nombreux politiciens impliqués dans l'affaire.



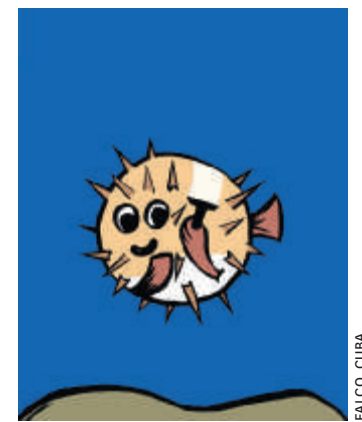
KAZANEVSKY, UKRAINE

Les virus parlent

SCIENCES — Des chercheurs de l'Institut Weizmann, en Israël, ont identifié un système de "communication" entre un virus et ses congénères. "Les virus détectent les signaux chimiques laissés par leurs prédécesseurs afin de pouvoir décider de tuer ou simplement d'infecter leurs hôtes", explique **Nature** le 18 janvier, qui publie les résultats des travaux menés sur des bactéries qui se trouvent dans le sol. Les chercheurs se demandent maintenant si les virus (VIH, virus de l'herpès...) qui infectent des organismes plus complexes comme les êtres humains peuvent également communiquer entre eux.

Tauromachie indienne

INDE — À la suite du tollé provoqué par l'interdiction de cette pratique au début du mois, la justice a finalement réhabilité le 24 janvier le jallikattu, un sport traditionnel dans lequel les jeunes hommes luttent à mains nues contre un taureau. À l'occasion du nouvel an tamoul, des partisans du jallikattu ont mené une véritable "guerre" contre son interdiction à Madras, où 500 000 personnes ont défilé le 22 janvier, rapporte **DailyO**. "Au-delà de l'exercice de bravoure, le jallikattu est une tradition profondément ancrée dans la région, liée à la préservation de races de bétail locales", écrit le site.



FALCO, CUBA



✓ Dessin de Sondron
paru dans *l'Avenir*, Namur.

Primaire du PS. Hamon, homme politique d'un nouveau genre

L'ex-ministre de l'Éducation nationale a créé la surprise en arrivant en tête du premier tour de la primaire de la gauche (36 % des voix), grâce à un programme surprenant et original.



—La Stampa (extraits) Turin

Comme un pied de nez au froid mordant de l'hiver parisien, c'est sur l'eau, sur une péniche amarrée sur la Seine, que Benoît Hamon a célébré sa première victoire. L'éternel outsider du Parti socialiste (PS) y avait donné rendez-vous à ses soutiens : [le 22 janvier] il est parvenu à se hisser au second tour de la primaire de la gauche qui l'opposera à Manuel Valls. Cette course à la présidentielle ne manque décidément pas de rebondissements, entre un François Fillon qui crée la surprise en remportant la primaire de la droite, un Emmanuel Macron qui se porte candidat et grimpe dans les sondages, et

aujourd'hui un Benoît Hamon qui pourrait emporter le morceau face à Valls.

Enfant du peuple et homme d'appareil, passionné de rugby, mâchoire carrée et physique athlétique, Benoît Hamon – 49 ans (même s'il ne les fait pas et s'appuie sur un vivier de soutiens plutôt jeunes) – est le fils d'un technicien de l'arsenal de Brest et d'une secrétaire. Un pur produit de la classe moyenne. De 1976 à 1980, suivant son père muté pour son travail au Sénégal, il vit à Dakar, où il est scolarisé chez les maristes. Une expérience dans un milieu catholique progressiste, en Afrique, qui le marque profondément. À son retour en Bretagne, il prend sa carte du PS à 19 ans et passe une maîtrise d'histoire, à la différence de tant de futurs ténors de sa

formation, issus des grandes écoles. Depuis, il n'a jamais quitté le giron du parti : un homme politique d'un nouveau genre, dans une certaine mesure.

Son programme se démarque et surprend. Tout d'abord, il y a le revenu universel, qui sera introduit progressivement pour atteindre les 750 euros par mois, versé à tous les citoyens. Il propose ensuite divers mécanismes de démocratie participative. Au niveau européen, il entend faire pression sur Bruxelles afin que certains investissements publics ne soient pas comptabilisés dans le calcul des 3 % de déficit public, et veut annuler les dettes accumulées par les pays européens depuis 2008. Il a d'ores et déjà déclaré que, s'il était élu, il abrogerait la loi travail, approuvée sous François Hollande l'année dernière dans un climat plus que houleux. Il a également évoqué une taxe sur le travail de tout nouveau robot pour compenser les pertes d'emploi occasionnées. De tous les socialistes, c'est le plus ouvert à l'immigration, et il est favorable à la légalisation des drogues douces et de l'euthanasie.

Dynamique positive. Pour le second tour de la primaire, Montebourg, l'ami de toujours, a déjà appelé à voter Hamon. Certes, s'il l'emporte, il n'aura pas la partie facile : dans les sondages du moment, au premier tour de la présidentielle, le candidat de la gauche est donné seulement cinquième derrière Fillon, Marine Le Pen, Macron et même Jean-Luc Mélenchon, le chef de file de l'extrême gauche. Il pourrait toutefois bénéficier d'une dynamique positive et se rapprocher de Mélenchon, voire de Macron selon certains (même si pour d'autres, c'est de la politique-fiction). S'il doit mener campagne, se montrera-t-il enfin en public avec sa compagne, Gabrielle Guallar, et leurs deux filles ? Pour l'heure, il est d'une discrétion absolue à leur sujet. Gabrielle Guallar est manager chez LVMH, le groupe du magnat Bernard Arnault. Un peu gênant pour un homme de gauche comme lui, peut-être ?

—Leonardo Martinelli
Publié le 23 janvier

Une bonne déprime de gauche

—Die Tageszeitung Berlin

Avec Benoît Hamon, c'est un outsider qui part favori pour le second tour du scrutin visant à désigner le candidat socialiste à la présidence. Il aura pour adversaire Manuel Valls, dont la deuxième position est une surprise. Il était dans ce scrutin le candidat de la continuité : ce qu'il tenait pour une force s'est révélé un handicap.

Valls paie manifestement pour la politique qu'il a menée quand il était au gouvernement

et, plus encore, pour le bilan global du mandat du président François Hollande. Celui-ci a manifestement perdu la confiance et la sympathie de la base de l'électorat socialiste. Ce scrutin constitue un vote de défiance interne à son égard et le vainqueur est l'aile gauche du parti. Valls dramatise sa position fâcheuse et a mis en garde : il incarne "la victoire possible" et Hamon "la défaite assurée".

Mais les socialistes peuvent-ils encore croire à la victoire ? Tous les sondages affirment le contraire et prédisent une lourde défaite. Ni Hamon ni Valls n'ont de véritable chance d'arriver au second tour de la présidentielle, que ce soit contre le conservateur François Fillon ou

la frontiste Marine Le Pen. La perspective d'un second tour entre une extrémiste de droite et un conservateur au programme néolibéral renforce encore la résignation

du camp socialiste. De nombreux électeurs ont déjà rallié Emmanuel Macron, l'ancien ministre, ou Jean-Luc Mélenchon, le tribun populaire autoproclamé, qui entendent mettre un terme à la longue domination du Parti socialiste au sein de la gauche française. Ceci n'empêche ni Hamon ni Valls de continuer à assurer que le parti a un avenir avec eux. Si ce n'est pas en 2017, ce sera peut-être la fois d'après.

—Rudolf Balmer
Publié le 23 janvier

ILS PARLENT DE NOUS

ADAM SAGE, correspondant du quotidien britannique *The Times*.

“Un rêve de gauche à la Corbyn”

Avez-vous été surpris par la percée de Benoît Hamon au premier tour de la primaire de la gauche ?



Il y a quelques mois, je ne le voyais que comme un ancien ministre éphémère de l'Éducation, qui n'avait pas imprimé sa politique sur la scène nationale et internationale. Mais on constate que, ces derniers temps, ce sont les propositions les plus radicales qui l'emportent, c'est le cas notamment de Trump et du Brexit. Donc quand je l'ai vu sur le devant de la scène pour cette primaire, je me suis dit que tout était possible.

Dans la presse britannique, on le compare souvent à Jeremy Corbyn, le leader du Parti travailliste. Pourquoi ?

Le Parti socialiste et le Labour sont deux partis qui ont été au pouvoir et ont dû faire face à la réalité. Au Royaume-Uni, avec Tony Blair et Gordon Brown, le Labour a mené une politique éloignée des fondations de la gauche du parti. Le PS a fait le même choix au pouvoir mais de manière moins assumée : ses dirigeants se sont éloignés de la base et des militants. Avec la perte du pouvoir – actée pour le Labour, presque inéluctable pour le PS –, la base s'est réapproprié ces partis avec des candidats qui incarnent un rêve de gauche.

Qu'est-ce qui différencie ces deux hommes politiques ?

On ne trouve pas chez Corbyn de revenu universel mais on voit une politique qui résonne avec la base. Par exemple, ses propositions sur le désarmement nucléaire ou les hausses d'impôt pour les plus riches sont un virage très à gauche dans le contexte britannique. La similitude entre les deux hommes n'est pas totale. Hamon est beaucoup plus jeune et il a déjà été au gouvernement, il a exercé le pouvoir, ce qui n'est pas le cas de Corbyn. On peut imaginer qu'Hamon y reviendra dans dix ou quinze ans, alors que Corbyn ne sera jamais Premier ministre.

—Propos recueillis
par *Courrier international*



ÉDITO



CONTROVERSE

Fallait-il commuer la peine de Chelsea Manning ?

Avant de partir, Obama a annoncé que la peine du lanceur d'alerte devenu icône transgenre serait réduite. Manning, condamnée à une peine de trente-cinq ans de réclusion en 2013, pourrait sortir de prison en mai. La décision fait débat.

OUI

Obama a fait le bon choix

—The Guardian Londres

Nul n'a autant souffert que Chelsea Manning de la répression exercée par le gouvernement américain sur les lanceurs d'alerte, mais le président Obama a commué sa peine injuste de trente-cinq ans mardi [17 janvier]. Manning, qui avait fourni à la presse toute une série de documents et au grand public un aperçu sans précédent de la diplomatie mondiale, ne passera donc pas le reste de sa vie derrière les barreaux : elle sera libérée le 17 mai 2017 et non plus en 2045. C'est l'occasion de se réjouir mais aussi de réfléchir, et pas seulement à ce qu'elle a subi mais à ce que représente cette affaire.

Nombre de publications ont tenté de dresser la liste des articles auxquels les révélations de Chelsea Manning ont contribué au fil des ans, mais elles ont presque toutes échoué. Les documents qu'elle a transmis à WikiLeaks, publiés depuis par *The Guardian*, *The New York Times* et bien d'autres, sont encore régulièrement cités dans les plus grands journaux du pays. Ils ont donné aux historiens et à la population une connaissance des agissements du gouvernement américain qu'on n'avait jamais eue auparavant. Ils ont même contribué à mettre fin à la guerre en Irak.

En réaction, les autorités se sont littéralement acharnées à détruire Chelsea Manning. Tout en admettant que ses révélations n'avaient nui à personne, elles l'ont fait souffrir au-delà de ce qui est imaginable pour la plupart des gens. Chelsea Manning a été placée au secret pendant sa détention avant son procès devant la justice militaire, si bien que le peuple américain n'a pas pu entendre sa voix ni ses explications. Selon le rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, elle a été à cette époque traitée

“de façon cruelle, inhumaine et dégradante”. Ensuite, elle a été condamnée à une peine de trente-cinq ans de réclusion, soit davantage que la plupart des véritables espions, et d'ailleurs que la plupart des violeurs et des assassins. Elle n'avait pour perspective que de passer le reste de sa vie derrière les barreaux, où elle était régulièrement punie sévèrement pour des brouilles. Elle avait récemment été mise à l'isolement pour avoir tenté de se suicider. Quelle que soit la gravité des fuites dans un régime démocratique, nul ne peut disconvenir que Chelsea Manning a subi au cours des dernières années un traitement honteux. Le président Obama, d'un trait de plume, a fait non seulement ce qu'il fallait, mais lui a sans doute sauvé la vie.

Cela dit, on ne saurait détacher sa décision d'un certain contexte. Obama a certes fait preuve d'une mansuétude louable, mais il a aussi supervisé un ministère de la Justice qui a poursuivi plus de lanceurs d'alerte que tous les gouvernements précédents réunis et jeté un froid considérable sur le journalisme d'enquête et la liberté de la presse. Beaucoup se demanderont dans les jours à venir pourquoi le président Obama a choisi de commuer la peine de Chelsea Manning. A-t-il imaginé les livres d'histoire, dans lesquels il risquait d'être considéré comme le persécuteur des lanceurs d'alerte ? A-t-il été secrètement horrifié par le traitement infligé à Manning pendant sa détention préventive et depuis sa condamnation ? Après tout, il a dénoncé la détention à l'isolement dans *The Washington Post* l'année dernière. Craignait-il que le châtement infligé à Manning ne s'aggrave avec l'arrivée du gouvernement Trump, ou a-t-il seulement pris conscience que la peine de Manning était fondamentalement injuste et bien plus lourde que celles infligées par le passé à d'autres lanceurs d'alerte ?

Lui seul le sait, mais il y a une chose que nous savons : il a pris la bonne décision et il n'était pas obligé de le faire. Elle n'effacera pas le bilan tragique qu'il laisse en matière de répression des lanceurs d'alerte et des sources des journalistes, mais elle mérite des félicitations. Donc : merci, Obama. Vraiment.

—Trevor Timm
Publié le 18 janvier

NON

On encourage la trahison

—The Wall Street Journal New York

La gauche ne manquera pas de saluer la décision d'Obama, le 17 janvier, de commuer la peine de trente-cinq ans de prison du soldat Chelsea, née Bradley, Manning. Elle y verra un juste retour des choses en faveur de ce lanceur d'alerte qui n'avait que de bonnes intentions et dont l'incarcération, en tant que transgenre, n'a été qu'une parodie de justice. Or si parodie il y a, c'est plutôt dans cette démonstration de clémence envers une personnalité controversée dont les agissements ont mis en danger des centaines de vies.

Manning était en Irak. Analyste du renseignement, il avait accès à de grandes quantités d'informations classifiées. À partir de 2010, il a commencé à transmettre près de 750 000 documents à WikiLeaks, le réseau de Julian Assange. Dans cette masse de données se trouvaient des informations secrètes du département d'État et des rapports militaires sur les conflits en Irak et en Afghanistan. Assange a alors œuvré avec des journalistes de divers médias afin de publier ces documents, tandis que la presse se félicitait de tant de transparence.

Les diplomates et les officiers américains n'étaient pas du même avis. Si beaucoup des informations du département d'État ne contiennent guère plus que des ragots de cocktails diplomatiques, d'autres portaient sur des conversations confidentielles entre diplomates de Washington et responsables de l'opposition dans des régimes dictatoriaux. Dans le sillage de ces révélations, le Zimbabwéen Morgan Tsvangirai a fait l'objet d'une enquête ordonnée par le régime de Robert Mugabe pour “trahison et collusion entre Zimbabwéens et le monde international agressif”, pour reprendre les termes

du ministère de l'Intérieur local. D'autres fuites se sont révélées encore plus dangereuses, comme celles concernant des secrets opérationnels, dont les noms d'informateurs afghans qui travaillaient avec les forces de la coalition alliée contre les talibans. Un membre des Navy Seal qui a pris part au raid dans le refuge d'Oussama Ben Laden au Pakistan en 2011 a affirmé dans un témoignage que des informations diffusées par Manning avaient été retrouvées sur l'ordinateur du terroriste.

Il n'est donc pas étonnant qu'Obama, à l'époque, ait critiqué “les déplorables agissements de WikiLeaks”. Hillary Clinton, alors secrétaire d'État, a prévenu que ce débalage “mettait des gens en danger” et constituait “une attaque contre la politique étrangère américaine”, ses partenariats et ses alliances.

Vingt-quatre heures après sa condamnation, Manning a déclaré qu'il souhaitait démarrer une thérapie hormonale et être désormais connu sous le nom de Chelsea. L'an dernier, l'armée de terre a accepté de financer son traitement médical pour dysphorie de genre. En décembre, de nombreux groupes de défense des droits LGBT ont écrit au président Obama pour l'appeler à gracier Chelsea Manning, invoquant entre autres le fait qu'elle était détenue en isolement après avoir attenté à ses jours. La réduction de peine adresse un message sinistre à quiconque, dans l'armée, aurait des griefs ou connaîtrait des difficultés sans pour autant avoir dérobé des secrets d'État. La leçon, c'est que si vous pouvez prétendre souffrir de dysphorie de genre ou d'une autre maladie à la mode, alors, vous pouvez trahir votre pays et vous en tirer sans trop de dommages.—

Publié le 17 janvier

Partenariat

Pour la Nuit des idées, le 26 janvier à 19 heures, la Gaîté lyrique organise une Nuit des lanceurs d'alerte, avec un parcours d'installations, suivi d'une table ronde. Retrouvez le programme p. 31 et regardez notre vidéo “Parler au téléphone à un agent secret” sur www.courrierinternational.com.

Les informés de franceinfo

Jean-Mathieu Pernin, du lundi au vendredi de 20h à 21h

chaque vendredi avec



franceinfo:
radio . web . tv canal 27

d'un continent à l'autre.

amériques

Asie	14
Afrique	16
Moyen-Orient	18
Europe	20
France	22



États-Unis. Tous contre Trump

Il a beau le nier, le nouveau président américain a fédéré contre lui un vaste mouvement qui est descendu dans les rues lors de la Marche des femmes du 21 janvier. Jusqu'où ira cette colère ?



CAGLE CARTOONS

↑ Dessin de Daryl Cagle, États-Unis.

—The Washington Post (extraits) États-Unis

Ce n'est pas un détail : les foules qui se sont déplacées pour la Marche des femmes à Washington le 21 janvier étaient bien plus fournies que celles qui étaient venues assister la veille à l'investiture de Trump. Le nouveau président se vante souvent d'avoir lancé un formidable mouvement – peut-être s'agit-il de celui-ci ?

Si la taille est un critère important – pour Trump c'en est un –, il n'y a pas photo. Le métro de Washington a enregistré 1 001 613 trajets le jour de la manifestation, un pic seulement dépassé par la fréquentation du réseau le jour de l'investiture d'Obama en 2009. Le 20 janvier, pour la prise de fonctions de Trump, seuls 570 557 voyages ont été recensés dans le métro de la capitale. Tels sont les faits avérés, et pas les faits "alternatifs" que le gouvernement voudrait vous faire accepter. Ce président obsédé par la victoire vient de commencer sa présidence par une défaite.

Marée rose. Les marches et les rassemblements organisés le 21 janvier dans des grandes villes de tous les États-Unis étaient sans précédent. Sans doute un demi-million de manifestants, une marée de bonnets roses, sont descendus dans les rues de Washington. À New York, Chicago et Los Angeles, l'événement a également fédéré des centaines de milliers de personnes, et d'importants rassemblements anti-Trump ont eu lieu dans d'autres grandes villes des États-Unis et du monde entier.

Comme l'on pouvait s'y attendre, la Maison-Blanche a montré du doigt le message. "Les médias sont obsédés par leur volonté de discréditer ce président, nous n'allons pas nous laisser faire", a tonné le chef de cabinet de Trump, Reince Priebus, sur Fox News. Si Trump pense pouvoir intimider aussi aisément les journalistes, les quatre prochaines années vont lui paraître bien longues.

Ce président est passé maître dans l'art de la division. Pour l'avoir vu, on le sait capable de piquer une crise dans le seul but de détourner l'attention d'informations qu'il juge inopportunes ou gênantes. Et de fait, pendant que son entourage déblatèrait sur les audiences télé, Trump prenait des mesures qui n'ont rien d'anodin. le 23 janvier il a signé un décret lançant le démantèlement

de l'Affordable Care Act [réforme de la santé d'Obama], retiré les États-Unis du TPP, Accord de partenariat transpacifique [voir encadré ci-contre], gelé les embauches de fonctionnaires et remis en vigueur l'interdiction (levée par Obama) de financer les ONG internationales soutenant l'avortement.

Qu'importe les déclarations – sincères ou non – de Trump face

J'ai trouvé la même énergie et la même colère dans le cortège de la Women's March.

aux rangs clairsemés du public lors de son investiture, le fait que ses opposants aient été beaucoup plus nombreux à manifester n'est pas négligeable. Et c'est à ses risques et périls que la nouvelle administration ignore cette réalité.

N'oubliez pas que le mouvement ultraconservateur Tea party a d'abord ressemblé à un ramassis hétérogène d'agitateurs aigris – jusqu'à ce qu'il fasse perdre aux démocrates la majorité au Congrès lors des élections législatives de mi-mandat en 2010. Ayant couvert les rassemblements du Tea Party, je peux vous dire que j'ai trouvé le même enthousiasme, la même énergie et la même colère dans le cortège de la Women's March. Les millions de manifestants qui sont descendus dans la rue constituent à présent un vaste réseau dont la dynamique peut se transformer en force politique réelle. Trump peut bien balayer les critiques avec la morgue qui le caractérise et dire – ainsi qu'Obama l'a fait – que les élections ont des conséquences, le prochain vote se profile déjà à l'horizon. S'ils veulent connaître la même ascension que le Tea Party, les progressistes vont devoir commencer à s'organiser à l'échelon local. Ils vont devoir présenter des candidats de terrain, non seulement pour les envoyer au Congrès, mais pour en faire des gouverneurs et des élus aux assemblées locales. Ils vont devoir définir des lignes politiques au-delà du "stop Trump".

Ce mouvement se tournera vers de vieux lions progressistes comme Bernie Sanders, Elizabeth Warren ou John Lewis, mais il aura aussi besoin d'une nouvelle génération de leaders et d'idées nouvelles. L'establishment démocrate est aujourd'hui confronté au même dilemme existentiel que

les républicains quelques années plus tôt : s'adapter ou se retrouver marginalisé.

Le gouvernement dira qu'après une campagne aussi acrimonieuse, il est temps pour le pays de faire bloc derrière le nouveau président. C'est faux. Nous ne sommes qu'au début d'une complète refondation du paysage politique américain et il est plus important que jamais que les progressistes fassent entendre leur voix. Nous avons toujours besoin d'une couverture santé universelle, de combattre les inégalités, d'éradiquer la pauvreté, d'opérer la transition vers les énergies propres. Souvenez-vous : si Donald Trump peut être élu président des États-Unis, rien n'est impossible.

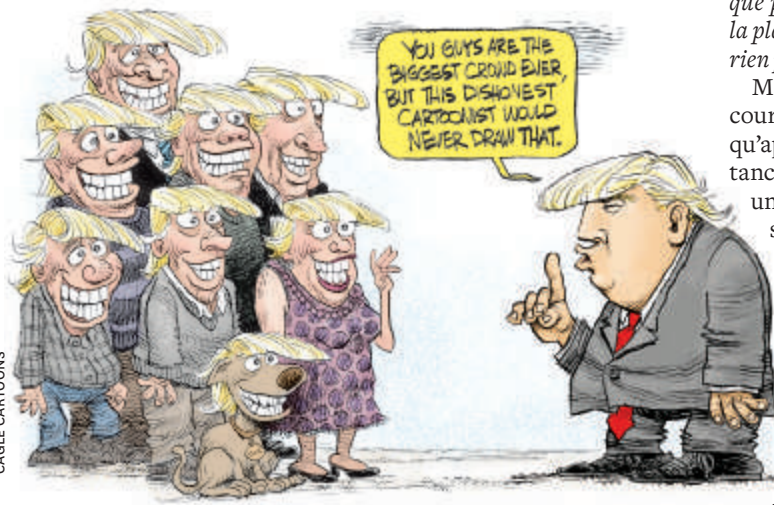
— Eugene Robinson
Publié le 23 janvier

Virage protectionniste

●●● À ceux qui se demandaient si la rhétorique anti-libre-échange de Trump se traduirait en actes, le président a envoyé une première réponse le 23 janvier, en signant un décret qui entérine le retrait des États-Unis du traité de libre-échange transpacifique (TPP), un texte signé en février 2016 avec onze autres pays. Une décision qui "a commencé à redessiner le rôle de l'Amérique dans l'économie mondiale", note **The Washington Post**, laissant une ouverture à d'autres pays pour s'affirmer". Trump a aussi promis de renégocier au plus vite l'Alena, le traité de libre-échange avec le Mexique et le Canada. Les premières réactions des grands titres américains étaient négatives. Pour **The New York Times**, le président semble "ne pas se rendre compte à quel point ce genre de décision pourrait affecter l'économie du pays et des millions d'Américains qui se retrouveraient au chômage, sans parler des mesures de rétorsion que prendraient les autres pays". **The Wall Street Journal** estime que le retrait du TPP engendre "de nouveaux doutes sur les engagements des États-Unis en matière économique et des gains stratégiques pour la Chine".

La caricature de l'arrogance

Jamais un président américain ne s'est montré aussi mégalomane et infatué de lui-même. De quoi augurer de sombres perspectives pour les quatre années à venir.



—The New York Times
(extraits) New York

Le mot était dans la toute première phrase du discours d'investiture de Barack Obama [en 2009] et dans les premiers paragraphes de celui de George W. Bush [en 2001]. Tous deux avaient déclaré prendre leurs fonctions "avec humilité" et, bien que l'expression relève du pur cliché, elle répondait à un besoin des Américains : un signe, si mécanique soit-il, qu'un homme assez sûr de lui pour aspirer à la présidence des États-Unis prenait tout de même la mesure de la responsabilité et se demandait s'il en était digne.

Cette question a-t-elle seulement traversé l'esprit de Donald Trump ? Ce n'est pas l'impression qu'a laissée son discours d'investiture, et pas seulement parce que le mot "humilité" n'y figurait pas. Se tenant à quelques mètres de quatre de ses six prédécesseurs, il les a tous dénigrés, dénonçant un establishment de Washington aveugle et sourd aux difficultés des Américains. Il a présenté son élection comme s'intégrant dans "un mouvement historique, qui ne ressemble à rien de ce que le monde a connu". Qu'importe qu'il ait perdu le vote populaire et que l'assistance ait été clairsemée comparée aux

foules venues pour Obama il y a huit ans. Trump est resté un homme à part investi d'une mission à part – une légende à ses propres yeux.

Génie. Nous sommes déjà si blasés de sa mégalomanie que nous en oublions parfois ce qu'elle a de démesuré. Jamais le Bureau ovale n'a accueilli pareil vantard, et cela jette une lumière triste et effrayante sur le pays qui l'a élu et sur le dirigeant qu'il va être. Avec Trump, nous entrons dans l'ère de l'arrogance. À son arrivée à Washington avant la cérémonie d'investiture, il s'est rendu tout droit au Trump International Hotel, qui vient d'être inauguré, pour déclarer que la salle de réception était "sublime" et l'endroit "certainement l'œuvre d'un génie" – en l'occurrence lui-même. Puis, s'exprimant sur l'équipe qu'il a nommée aux plus hautes fonctions, il a déclaré : "Nous avons là, et de loin, le QI le plus élevé jamais rassemblé dans un gouvernement." Une affirmation évidemment invérifiable, mais en parfaite cohérence avec son rabâchage permanent sur le côté historique et formidable de tout ce qui a trait à sa personne.

Certes, il a prononcé un discours d'investiture bref où les mots "nous" et "vous" ont été plus souvent prononcés que "je", mais

↳ "Les gars, on a jamais vu plus de monde, mais ce dessinateur malhonnête ne le montrera jamais. Dessin de Daryl Cagle, États-Unis.

c'est précisément ce qui l'a rendu si insipide : Trump n'est jamais aussi grandiloquent que quand il chante ses propres louanges. Ce fut un discours sombre, déplorant "le carnage américain" des gangs et de la drogue. Ce fut un discours fielleux, dans lequel le président a insulté chacun de ses prédécesseurs et dépeint un personnel politique "qui ne fait que parler sans agir, qui est dans la plainte permanente mais ne fait rien pour que les choses changent".

Mais surtout, ce fut un discours plat, dépourvu du lyrisme qu'appelle la dureté des circonstances actuelles, caractérisé par une langue pauvre, des phrases simples et un débit lent, comme s'il lisait un texte à des enfants.

Il fait ce qui lui plaît, au diable les attentes, et en effet l'aspect le plus frappant de la transition de Trump était l'absence d'humilité. Alors même qu'il doit son élection par les grands électeurs à seulement 77 000 voix dans trois États, il n'a guère pris la peine de tendre la main à ses adversaires ou d'appeler à l'unité.

Il a constitué son équipe "à haut QI" sans s'embarrasser des habitudes politesses et considérations. Aucun des membres de son gouvernement n'est démocrate. Aucun n'est latino. Un seul, Ben Carson, son ministre du Logement, est noir. Beaucoup sont des milliardaires ou de grandes gueules dont la vanité majuscule n'a d'égale que celle de Trump. Je n'ai connu aucun président qui ne soit pas vaniteux. Le poste l'exige plus ou moins. George W. Bush avait une foi

Lorsque Trump a prêté serment, nous avons vu un bonimenteur obsédé par la vente.

démesurée dans son instinct et son charme, tandis qu'Obama se considérait comme le plus intelligent et le plus cool, pratiquement où qu'il fût. Mais ils étaient très en dessous de Trump. Il est d'une prétention caricaturale, il se vante comme il respire. Et il triomphe bruyamment, comme nos parents et nos professeurs nous ont toujours dit de ne pas le faire.

Une vraie poupée russe de l'infatuation : vantardise sur vantardise.

De telles remontrances datent d'avant Twitter, Facebook ou Instagram. Les réseaux sociaux ont brouillé la frontière entre le partage et la frime, faisant de l'autopromotion un réflexe. Dans notre vie aussi bien privée que professionnelle, on nous incite à mettre en avant nos atouts, à nous vendre tous azimuts. Rien d'étonnant donc que le 20 janvier, lorsque Trump a prêté serment, nous ayons vu un bonimenteur obsédé par la vente.

Gangrène. C'est ahurissant et c'est sans fin. Pendant sa première conférence de presse en tant que président élu, le 11 janvier, il a déclaré qu'il pourrait assurer à la fois la direction du pays et celle de son entreprise, notant que si la loi interdit aux autres membres du gouvernement un tel mélange de genres, le président n'est visé par aucune interdiction de ce type. "Je serai le seul à pouvoir le faire, a-t-il martelé. Je pourrai diriger la Trump Organization – ça, c'est une entreprise ! — et je pourrai diriger le pays. Je ferai un très bon boulot." Une vraie poupée russe de l'infatuation : vantardise sur vantardise sur vantardise. Trump et sa tribu sont des caricatures, mais ils sont aussi emblématiques d'une grossièreté et d'un manque de pudeur qui gangrènent la vie publique.

Qu'est-ce que cela augure pour les mois qui viennent ? Les mois écoulés en donnent un aperçu. Quand il essuie des critiques, Trump sort de ses gonds et s'enferme dans ses mensonges. Il travestit la réalité pour servir son ego, proférant des accusations d'enquêtes "truquées" et de "fausses infos". Un homme plus humble douterait de lui-même, tendrait un rameau d'olivier à ses ennemis, chercherait un terrain d'entente. Mais un homme plus humble ne serait pas descendu par cet escalator de la Trump Tower pour ensuite dire ce que Trump a dit et fait ce qu'il a fait. Tandis que je voyais Trump évoluer, je voyais l'humilité agoniser. Ce 20 janvier, notre 45^e président en a prononcé l'oraison funèbre.

—Frank Bruni
Publié le 21 janvier



Chine. Chantre du libre-échange

Le discours de Xi Jinping à Davos en faveur de la mondialisation ne devrait pas faire hésiter Taïwan à se rapprocher du continent, écrit un économiste de l'île – à contre-courant des positions de son gouvernement.

— Chungkuo Shihpao - China Times Taipei

En ouverture de l'édition 2017 du Forum économique mondial de Davos, le président de la République populaire de Chine, Xi Jinping, est apparu à la tête d'une délégation de choc comprenant notamment les deux milliardaires chinois Jack Ma [président du groupe Alibaba] et Wang Jianlin [propriétaire du conglomerat Dalian Wanda]. C'était la première fois qu'un chef d'État chinois participait à un tel sommet, ce qui a d'autant plus focalisé l'attention sur son intervention. Le discours du dirigeant chinois a non seulement montré la détermination de Xi Jinping à relancer l'économie, mais il a également signifié que la Chine populaire appelle de ses vœux une nouvelle vague de mondialisation, où elle entend prendre une place prépondérante. Or après son intronisation le 20 janvier, Donald Trump compte bien mettre en œuvre une politique protectionniste en matière commerciale. De toute évidence, Davos a été le théâtre d'un grand bras de fer à venir entre les États-Unis, adeptes du protectionnisme, d'une part, et la Chine, défenseur de la mondialisation, d'autre part, entre "L'Amérique d'abord !" et "Le rêve chinois".

Mondialisations. Un petit rappel historique : à l'époque des Hans occidentaux (206 av. J.-C.-9 apr. J.-C.), [l'explorateur et envoyé impérial] Zhang Qian ouvre la première route de la soie de l'histoire en partant en mission diplomatique dans les régions de l'Ouest. On peut dire qu'il inaugure ainsi une première ère de mondialisation, en permettant aux civilisations chinoise et occidentale de se rencontrer. Plus tard, la révolution industrielle en Occident [au Royaume-Uni] déclenche au XVIII^e siècle une deuxième vague de mondialisation. Au XX^e siècle, les États-Unis deviennent les maîtres du monde et dominant le nouvel ordre commercial mondial grâce à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ce n'est qu'après l'échec du cycle de Doha [en 2006] qu'ils se résolvent [en 2008] à rejoindre l'Accord de partenariat transpacifique [TPP, initié par le Chili, la Nouvelle-Zélande et Singapour]. Celui-ci

devient un élément de stratégie de Barack Obama visant à rééquilibrer les forces dans la zone Asie-Pacifique et à contrebalancer l'influence de la Chine ; il s'agit là de la troisième vague de mondialisation. Or Donald Trump semble vouloir revenir sur la stratégie passée de mondialisation, en préconisant le protectionnisme en matière commerciale, avec le retrait de son pays du TPP [ordonné dès le 23 janvier. Deux

mille ans plus tard, il fournit ainsi à la Chine une belle occasion d'orchestrer une nouvelle vague de mondialisation – la quatrième.

En 1979, la Chine populaire lançait sa politique de réformes et d'ouverture. En 2001, elle fait son entrée à l'OMC ; puis, en septembre 2013, lors d'une visite au Kazakhstan, Xi Jinping propose la création d'une "ceinture économique le long de la route de la soie" (la stratégie nommée aujourd'hui "une ceinture, une voie") [qui vise à connecter l'Asie, l'Europe et l'Afrique par des réseaux de transports commerciaux terrestres et maritimes]. Le haut dirigeant chinois met également en place la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII, en 2015), dans le but de contrer la Banque mondiale et de récupérer un droit de parole sur la scène économique internationale [après avoir échoué à augmenter son poids au sein des institutions existantes] ; il appelle par ailleurs



de ses vœux la construction d'une Zone de libre-échange dans la zone Asie-Pacifique (FTAAP). Ces dernières années, la Chine a signé 14 accords de libre-échange avec de grands pays mondiaux, lui permettant de déployer ses pions dans une optique mondialisée. Il ne fait aucun doute qu'elle est en passe de remplacer les États-Unis dans leur rôle de grand orchestrateur de l'ordre économique mondial. Dans son discours introductif de la session plénière de Davos, Xi Jinping a

↳ Xi Jinping. Dessin de Cajas paru dans El Comercio, Quito.

Davos a préfiguré un grand bras de fer à venir entre "L'Amérique d'abord !" et "Le rêve chinois".

déclaré de façon très ferme : "Le libre-échange au niveau mondial est gage de prospérité, alors que vouloir pratiquer le protectionnisme serait comme s'enfermer dans une chambre noire. Une guerre commerciale ne peut qu'aboutir à la défaite des deux parties." Tout en critiquant Donald Trump sans le nommer, le président chinois a affirmé que la Chine était l'amie de tous, et a fait part de son souhait de voir tous les pays ouvrir grand leurs portes aux investisseurs chinois dans des conditions équitables.

Il est possible que Donald Trump, une fois président, s'en prenne au commerce chinois, en augmentant par exemple les droits de douane sur les importations, en imposant des taxes antidumping ou en dénonçant la manipulation du taux de change. Mais par rapport à lui, Xi Jinping dispose d'un schéma d'action beaucoup plus vaste. Il sait employer avec adresse le principe philosophique du tai-chi chinois qui consiste à se montrer souple quand l'autre fait preuve de dureté ; en public, il ne devrait pas chercher à croiser le fer avec Donald Trump, mais il est clair que les États-Unis et la Chine vont se mesurer en coulisses.

Égoïsmes. Face au Brexit dur et à l'émergence progressive d'un courant protectionniste en Occident, les propos de Xi Jinping traduisent la volonté de la Chine de jouer un rôle de poids dans les affaires internationales. Force est de reconnaître que la Chine populaire est le plus grand bénéficiaire de la mondialisation, mais aussi son plus gros contributeur. En vantant les vertus de la mondialisation, Xi Jinping est bon pour lui-même en étant bon pour les autres, tandis que Donald Trump ne sert que ses propres intérêts en se faisant l'apôtre du protectionnisme, inévitable source de conflits au niveau commercial. Il est cependant difficile à l'heure actuelle de dire si cette agitation de part et d'autre va déboucher sur de bonnes ou de mauvaises choses. Mais le tableau qui s'esquisse est celui d'échanges commerciaux mondialisés dominés par la Chine, et d'une politique chinoise de Donald Trump guidée par le souci exclusif de servir les intérêts de son propre pays. Dans ce contexte, la question de savoir si Taïwan doit se rapprocher des États-Unis ou s'il vaut mieux qu'elle maintienne et renforce ses échanges commerciaux avec le continent chinois ne devrait pas se poser.

— Lee Wo-Chiang*
Publié le 19 janvier

* L'auteur est professeur à l'Institut des finances de l'université Tamkang, à Taïwan, et sous-directeur du Centre de recherches sur les échanges financiers entre les deux rives du détroit de Taïwan.

VIETNAM

La nostalgie des migrants

Le delta du Mékong abrite une population venue du centre du pays, durablement enracinée, mais qui n'oublie pas ses origines.



—Tuôi Tre Hô Chi Minh-Ville

Bien qu'ils habitent dans le delta du Mékong depuis des décennies, les pensées de ces migrants de l'intérieur sont toujours tournées vers leur province du centre du pays, à près de mille kilomètres de là.

Nguyen Dac Khanh, 78 ans, et Nguyen Trung Thanh, 50 ans, qui résident aujourd'hui dans le district de Tan Hong de la province [méridionale] de Dong Thap, sont tous deux originaires du centre du pays, et ont encore bien présent à l'esprit le souvenir de leur "exode" il y a plus de cinquante ans. Les deux hommes font partie de ces milliers de personnes en provenance des provinces centrales de Quang Nam et Quang Ngai, installées aujourd'hui dans la ville de Sa Rai. "Tout le monde a cru mourir durant ce voyage, et ça a marqué mon père ! On ne pouvait même pas voir à l'extérieur du véhicule, car les fenêtres étaient couvertes de tissu noir", raconte Trung Thanh. Ce périple de fin 1958, qui devait changer la vie de Dac Khanh, est resté gravé dans la mémoire de celui-ci.

Sous l'ancien régime [le régime autoritaire sud-vietnamien entre 1955 et 1963],

des milliers d'habitants des deux régions centrales furent déplacés dans le delta du Mékong dans le cadre d'un projet visant tant à créer de nouvelles zones économiques qu'à éloigner les révolutionnaires de leurs bases.

Né en 1907, le père de Dac Khanh, Dac Dai, était un militant révolutionnaire. En 1955, il est emmené dans le district de Ba To, dans la province de Quang Ngai, pour y être traité contre le paludisme. Trois ans plus tard, le régime ayant appris qu'il comptait partir en forêt pour reprendre ses activités révolutionnaires, il est interné par l'armée avec sa famille et des centaines d'autres dans un camp de concentration. Tous sont acheminés dans le sud du pays à bord de quinze bus.

Aucun des 700 déplacés, le père et le grand-père paternel de Trung Thanh compris, ne connaissait le lieu de destination ni ce qui les y attendait. Dac Khanh avait 18 ans à l'époque. Do Van Anh, un autre de ces migrants au fort accent typique des provinces du centre du pays, garde depuis des dizaines d'années une vieille palanche, un outil bien utile rapporté de sa ville natale.

Deuxième vague. Le flux migratoire en provenance des provinces centrales s'est poursuivi après 1975, quand le pays a été réuni, pour former la communauté mixte actuelle, certains décidant de migrer pour d'étranges raisons. Ainsi, Le Tan Tho, 56 ans, devenu orphelin très jeune et de ce fait obligé toute sa vie de travailler dur pour subvenir à ses besoins, explique avoir décidé de tenter l'aventure et de venir s'établir ici fin 1979 avec la famille d'un de ses amis, après avoir été impressionné par un film vietnamien célèbre montrant d'immenses rizières fertiles et des rivières pleines de poissons.

Il leur faut deux semaines pour se rendre dans le Sud en train, en car, en charrette à bœufs, et pour finir à pied. Après avoir parcouru l'incroyable distance de mille kilomètres, ils atteignent enfin la "terre promise", où ils doivent repartir de zéro.

"Si les premières années après leur arrivée la plupart des migrants ont réussi à s'en sortir grâce à des conditions météo favorables, ils ont dû endurer quelques années plus tard la famine et des souffrances sans nom à cause des inondations et des insectes qui ont ravagé leurs récoltes", se souvient Tan Tho. Découragés, nombre d'entre eux décident alors de rentrer dans leur région natale, les mains vides. Ceux qui sont restés sur place parviennent aujourd'hui à gagner décemment leur vie, du moins suffisamment pour faire bénéficier leurs enfants d'une éducation correcte.

Truong Quang Hoa, 73 ans, explique comment ils ont appris auprès des habitants locaux les bonnes pratiques agricoles qui leur permettent maintenant d'avoir trois récoltes par an au lieu d'une. Les nouveaux

Des milliers d'habitants furent déplacés pour éloigner les révolutionnaires de leurs bases.

arrivants ont conservé leurs traditions culinaires et leurs pratiques culturelles. Dans la ville de Sa Rai, on trouve une trentaine de boutiques vendant du "mi Quang" (un plat de nouilles façon Quang, servies dans un bouillon avec des crevettes et des morceaux de porc et de poulet). Un des propriétaires de ces petites échoppes, Vo Van Chuong, 61 ans, explique qu'il a ouvert son restaurant pour répondre à la demande locale. Quant au nom de son petit resto, N°92, c'est également un clin d'œil nostalgique aux deux chiffres de la plaque d'immatriculation des véhicules du Quang Nam.

Hai Nam, âgé de 64 ans, se souvient avoir foulé pour la première fois le sol du district de Tan Hong en 1959. Il est ensuite retourné dans sa province natale du Quang Nam pour se marier. Il est reparti finalement à Tan Hong en 1980 avec femme et enfants. "Je retourne au pays voir ma famille dès que je peux, et je ne cesse de répéter à mes enfants qu'ils ne doivent jamais oublier leurs racines", tient-il à préciser. Quatre de ses cinq enfants ont décroché de bons boulots après avoir fait des études universitaires. Il a été ravi de donner son blanc-seing à son fils aîné quand celui-ci a été embauché comme ingénieur pétrolier à la raffinerie de Dung

Quat, dans la province de Quang Ngai, à côté de sa province natale.

Selon Pham Van Hang, responsable du Comité populaire de Tan Hong, la communauté Quang a considérablement contribué au développement socio-économique du district. Les enfants de nombreux migrants ont fait de belles carrières dans des agences ou des sociétés de toute la région ou à Hô Chi Minh-Ville.

—Publié le 12 novembre 2016



SOURCE

TUÔI TRE

Hô Chi Minh-Ville, Vietnam
Quotidien, 400 000 ex.
tuoitre.vn

Fondée le 2 septembre 1975, "La Jeunesse" (avec comme sous-titre "La voix de la jeunesse communiste d'Hô Chi Minh-Ville") offre des informations sur l'actualité aussi bien nationale qu'internationale. Le titre apporte des opinions sur le fléau social et la lutte contre la corruption.

GRAND PRIX DU JURY
Festival de Sundance

Magnifique, admirable,
profondément bouleversant
NEW YORK MAGAZINE

Aussi intense qu'un thriller
LOS ANGELES TIMES

Un premier film coup de poing
d'une portée universelle
VILLAGE VOICE

عاصفة رملية
TEMPÊTE DE SABLE
un film de ELITE ZEXER

ACTUELLEMENT AU CINÉMA

LA SEPTIÈME OBSESSION | aufeminin | #TEMPEDESABLE | Courrier international | Télérama | France Culture



afrique

Mali. Extension du domaine de la guerre

La violence terroriste qui gangrène le nord du pays touche désormais le centre. Des groupes djihadistes ou d'autodéfense sèment confusément la terreur.

↳ Dessin d'Ares, Cuba.



—**Journal dumali.com**
(extraits) Bamako

Cette nuit-là, Ibrahima Maïga s'est couché tôt, harassé par une journée de travail bien remplie passée entre Sévaré et Ngouma. Vers 2 heures du matin, dans un sommeil profond, il sent qu'on le secoue. Grognant, il lance son bras pour chasser l'importun. Un objet froid et métallique stoppe la course de sa main, le faisant sortir d'un coup de sa torpeur. Une puissante lumière l'éblouit, une torche fixée sur un fusil que braque sur lui une silhouette noire, un homme portant un treillis de l'armée de terre. Un autre, derrière lui, s'active bruyamment à retourner ses affaires. "J'ai d'abord cru que c'étaient des militaires qui avaient besoin d'essence", raconte Ibrahima, animateur radio à Ngouma, assis sur un petit tabouret de bois dans

la pénombre d'une arrière-salle de la radio FM de Douentza. "Ils m'ont dit qu'ils voulaient de l'argent, mais je n'avais rien !" Les deux hommes fouillent la pièce puis s'en vont, laissant Ibrahima tremblant de peur. Vingt minutes plus tard, une fusillade éclate, un cri perce la nuit, des moteurs démarrent en trombe, puis plus rien. Ce soir-là, les bandits sont repartis avec un butin de 5 millions de francs CFA [7 600 euros] et un véhicule. Nul ne sait d'où ils sont venus ni qui ils étaient, mais dans la cinquième région du Mali, cette scène tragique fait désormais partie du quotidien. Incursion au cœur de la région de Mopti, véritable Far West malien.

La route qui mène à Douentza, chef-lieu du cercle aux portes du nord du Mali, est chaotique et défoncée, comme oubliée des pouvoirs publics. Trous et crevasses y côtoient des bouts de goudron,

ralentissant considérablement la circulation. Sur cet unique axe qui mène à la ville, on ne croise pas âme qui vive pendant des kilomètres. Dans cette zone de la région de Mopti règne un chaos où seule prévaut la loi du plus fort, conséquence de l'absence quasi totale d'institutions gouvernementales. Ici, la peur ne semble pas changer de camp : les groupes armés sévissent et les citoyens fatalistes craignent chaque jour pour leur vie et leurs biens. "Si tu as une arme, c'est toi qui fais la loi, c'est toi qui diriges ! On est confrontés à ce problème d'insécurité, surtout dans le secteur nord et est. Il y a les djihadistes réunis en

La région de Mopti est livrée au chaos. Seule prévaut la loi du plus fort.

plusieurs groupuscules, des groupes armés peuls qui s'affrontent dans des règlements de comptes pour l'argent, le bétail ou l'accès aux terres arables, et le banditisme, avec les ex-combattants des mouvements armés qui, au sortir de la crise, ont gardé leurs armes et sèment la terreur", explique Amadou, un journaliste local qui constate que, ces dernières années, la situation ne cesse de se dégrader.

Ré-islamisation. Bien que les langues à Douentza se délient difficilement, on perçoit au gré des rencontres que le problème d'insécurité dans la zone est complexe. "Certains sont en train de se venger pour ce qui s'est passé il y a des années. Les gens qui ont pris les armes, des Peuls pour la plupart, ont rejoint les islamistes pour être protégés et se faire justice. Beaucoup de chefs de village ont été attaqués ou tués, même des imams. On les soupçonne de parler avec les autorités, d'être des complices de l'État, donc on les élimine. Pour sauver ta peau si tu ne fais pas partie de ces groupes, tu dois donner quelque chose, un garçon, de l'argent, du bétail, tout ce que tu as. Ils ont les armes et font comme bon leur semble", déplore l'animateur radio Ibrahima Maïga.

Avant la crise de 2012, des prêcheurs comme Amadoun Kouffa, un prédicateur peul fondateur du Front de libération du Macina, groupe djihadiste qui sévit dans la région, ont sillonné la zone pour le compte de la secte Dawa, prônant une ré-islamisation de la population. "Ils viennent à plusieurs à moto et bien armés. Ils parlent de la défense de l'islam et nous disent de refuser tout ce qui n'en fait pas partie. Ces prêcheurs racontent ce que les éleveurs peuls veulent entendre, que l'islam interdit de payer le droit d'accès aux pâturages, qui autrement peut se négocier à des centaines de milliers de francs CFA. Ils adhèrent à ces groupes aussi pour ça. Beaucoup les ont rejoints dans le Macina", explique Issa Dicko, frère d'Amadou Issa Dicko, chef du village de Dogo, assassiné par les djihadistes en 2015.

Dans ces zones reculées désormais sous la coupe des prêcheurs, l'éducation nationale est délaissée au profit de l'éducation coranique. "Ces communautés ne sont pas prises en compte dans le système éducatif national", dénonce pour sa part Ibrahima Sankaré, secrétaire

général de l'ONG Delta Survie, qui a mis en place des écoles mobiles pour ramener les enfants en classe. "La communauté peule de ces zones est réfractaire à l'école formelle pour des raisons moins féodales que religieuses. Pour eux, s'ils mettent leur enfant à l'école française, il ira en enfer", explique Ibrahima Maïga, qui cite le cas du village de Tanan, à 60 kilomètres de Douentza, où depuis 2006 aucune classe n'est ouverte. "Même les portes et les fenêtres ont fini par être emportées..."

Si dans beaucoup d'endroits l'école est en panne, d'autres représentations étatiques, comme les mairies, sont visées. Dans la ville de Kéréna, située à une trentaine de kilomètres de Douentza, les "occupants", comme ils sont aussi appelés ici, ont interdit à tous ceux qui travaillent à la mairie d'habiter la commune, sous peine de mort. Depuis, ces derniers ont fui. "Durant les élections communales, les gens étaient angoissés et vivaient dans la peur d'une attaque", se rappelle Sidi Cissé, enseignant à Douentza. Le nouveau maire de Kéréna, Hama Barry, n'a pu exercer son mandat ne serait-ce qu'un jour. Il a dû se réfugier à Douentza avec son adjoint, pour sa sécurité. Plusieurs parmi la population l'ont suivi. Le vieil homme est aujourd'hui méfiant, car, dit-il, "ici on ne sait pas qui est qui". Après maintes discussions, il accepte une courte entrevue. Son adjoint affiche un perpétuel sourire et un regard inquiet. "Je vais bientôt retourner à Kéréna, tout va bien, ce ne sont que quelques querelles", se borne-t-il à dire en peul pour éluder les questions trop précises, avant de saluer chaleureusement et de prendre congé.

Ethnicité. À Douentza, l'omerta règne aussi. L'assassinat d'une parente de l'ancien adjoint au maire de Kéréna, froidement abattue à son domicile, à moins de 200 mètres du camp de la Minusma [mission des Nations unies], il y a quelques mois, a marqué les esprits et imposé de facto le silence. "Ceux qui ont fait ce coup ont réussi. Ils ont fait en sorte que tous sachent que même à côté des forces de l'ordre, on n'est pas en sécurité", explique cet autre élu, également forcé à l'exil. Ce qu'ils veulent, ces groupes l'obtiennent avec leur fusil ou à la pointe de leur couteau, celui qui n'est pas d'accord avec eux ne peut que se taire. "Les gens ont peur. Ils ont peur pour leur vie. Moi qui vous parle, je me suis un peu trop avancé

dans cette conversation. Je n'ai rien dit mais j'en ai déjà trop dit", ajoutait-il, assis dans son salon sous un portrait qui le représente arborant l'écharpe aux couleurs du drapeau national. Triste rappel d'une fonction aujourd'hui vide de sens.

Cette peur ambiante freine les populations dans leur désir de collaborer avec les autorités.

“Les gens s'arment et s'organisent. Ça peut éclater à tout moment.”

Amadou,
JOURNALISTE À DOUENTZA

“Les gens veulent collaborer mais ils ne sont malheureusement pas protégés en retour”, affirme M^{me} Diarra Tata Touré, membre actif de la société civile et secrétaire générale de l'ONG ODI Sahel, à Sévaré. “Il y a le laxisme de la gendarmerie, la corruption. Quand les forces de l'ordre prennent des djihadistes ou des bandits, il suffit qu'ils versent de l'argent pour qu'on les relâche. Les gens collaboraient avec l'armée et la gendarmerie avant, mais c'est un marché lucratif et ce sont ces mêmes autorités qui, après avoir relâché les bandits ou les djihadistes, leur disent que c'est un tel qui a donné l'information. Ensuite, ils sont assassinés. Même si je vois un bandit, je ne dirai rien, parce que je sais qu'après il viendra me tuer !” résume Amadou, journaliste à Douentza, qui ajoute sur la foi de renseignements de terrain que, si l'État ne fait rien, “il va y avoir une révolte sociale. Les gens s'arment et s'organisent. Ça peut éclater à tout moment.” Pour Sidi Cissé, qui faisait partie du groupe d'autodéfense de la ville de Douentza en 2012 et qui a eu à négocier avec les djihadistes durant cette période, la situation actuelle est vraiment déplorable. “Après la crise, l'État est revenu mais ça continue. On tue froidement des gens, on les harcèle, malgré la présence de la gendarmerie et de la Minusma. Ça ne se passait pas comme ça, même durant la crise, témoigne-t-il. Je ne sais

pas ce qu'il faut faire pour arrêter ça. Est-ce l'État qui a failli ? Est-ce que ce sont les forces de l'ordre ?” s'interroge-t-il.

Sur le retour, nous dépassons Sévaré. Sur la route qui mène à Bamako, il n'est pas rare de croiser des pick-up aux couleurs camouflées, transportant 5 ou 6 militaires casqués et bien armés. Ils finissent par disparaître de notre rétroviseur. De Mopti à Douentza jusqu'à Tombouctou, ils ont aussi disparu. Comme si la ville de Mopti était un point, une ligne charnière au-delà de laquelle la sécurité n'existe plus.

— **Olivier Dubois**
et **Boubacar Sangaré**
Publié le 5 janvier

SOURCE

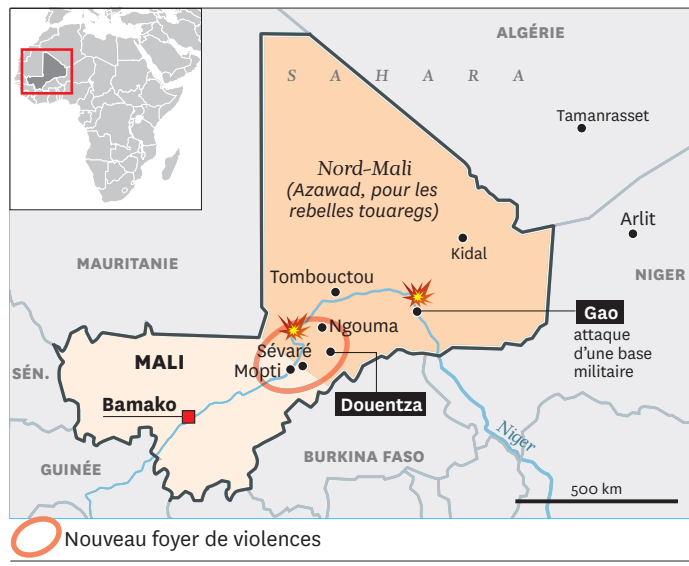


JOURNALDUMALI.COM

Bamako

www.journaldumali.com/

Lancé en 2009 et propriété du groupe D-Médias, ce site traite de l'actualité malienne en continu. Couvrant la politique, le sport, l'économie et la culture, il entend devenir le point de ralliement de tous ceux qui s'intéressent au pays sahélien.



Gao : à qui profite le crime ?

Dans cette ville du nord du Mali, 70 personnes ont péri dans un attentat à la mi-janvier. C'est l'acte terroriste le plus meurtrier depuis l'intervention française de janvier 2013 pour contrer les djihadistes.

— **Le Pays Ouagadougou**

L'attaque d'une base militaire à Gao, le 18 janvier dernier, qui s'est soldée par le bilan macabre de 70 morts, porte la signature du groupe djihadiste Al-Mourabitoune de l'Algérien Mokhtar Belmokhtar, affilié à Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). C'est, en tout cas, ce groupe qui l'a revendiquée sur le site d'information mauritanien Al-Akhbar, un de ses canaux habituels.

En effet, le camp attaqué regroupait des soldats de l'armée malienne et des éléments de la Coordination des mouvements de l'Azawad [CMA, indépendantistes touaregs] dans le cadre des patrouilles mixtes prévues par l'accord d'Alger [juin 2015]. C'est donc tout un symbole qui a été attaqué et, au-delà de l'horreur

suscitée par cet attentat-suicide, la question qui taraude les esprits est la suivante : quel avenir pour l'accord d'Alger ?

Déjà, les deux principales parties prenantes se rejettent mutuellement la responsabilité des failles du dispositif sécuritaire qui ont rendu possible le carnage. Cette guéguerre pose l'épineux problème de la confiance entre partenaires de l'accord et, au-delà, de leur sincérité.

On le sait, le cordon ombilical qui lie les groupes terroristes aux groupes armés de la CMA n'a jamais été véritablement coupé et l'on pourrait se demander si ce flou, bien entretenu, n'a pas permis des infiltrations et d'autres complicités qui ont rendu possible l'attaque.

Soupons. La question que l'on se pose en pareilles circonstances, c'est : à qui profite le crime ? De toute évidence, on peut pointer du doigt les auteurs directs de l'attaque-suicide et, au-delà, tous les autres loups non signataires de l'accord d'Alger comme Iyad Ag-Ghali [chef du mouvement djihadiste malien Ansar Dine], qui sont exclus du processus de paix. Mais, sans prendre parti, on peut croire que la CMA a un intérêt dans l'affaire, car la situation d'insécurité généralisée dans le nord du Mali sert à couvrir toutes les contrebandes et autres trafics illicites.

Lorsque l'on sait que la CMA n'a véritablement jamais renoncé au projet d'indépendance du septentrion malien, elle ne peut

être à l'abri du soupçon de torpiller l'accord d'Alger qu'elle a difficilement signé. De ce fait, les chaudes larmes qu'elle verse ne pourraient donc être que des larmes de crocodile.

Accord en péril. Mais au-delà de la sincérité des différents acteurs, l'attentat de Gao met à nu les difficultés pratiques de la mise en œuvre de certaines dispositions de l'accord. Le cantonnement dans les camps de regroupement devrait passer nécessairement par le désarmement des groupes armés et la prise de dispositions strictes de sécurité autour de ces camps. Puisque cela n'a pas été fait, les armes continuent de circu-

Cette attaque peut enterrer ce qui reste de la feuille de route définie à Alger.

ler dans des espaces ouverts, rendant possible le genre d'attaques qu'il a été donné de constater.

De ce qui précède, il faut craindre que cette attaque du 18 janvier, qui est une première par son lourd bilan et par la spécificité de sa cible, ne fasse voler en éclats ce qui reste de la feuille de route définie à Alger. Si l'attaque ne suffit pas à le faire, elle peut donner un prétexte à tous ceux qui contre mauvaise fortune avaient fait bon cœur en y adhérant. Mais “à chaque chose malheur est bon”. Car l'occasion serait belle pour la communauté internationale en général, et la France en particulier, de se rendre à l'évidence que cet accord d'Alger ne saurait être la solution au problème malien. La seule et vraie solution à ce cancer qui menace la stabilité de la sous-région est de former et d'équiper l'armée malienne de façon à ce qu'elle puisse entreprendre la conquête de l'intégrité du territoire national et le nettoyage de toutes les bandes armées en rupture de ban avec la république.

— **Saho**
Publié le 20 janvier

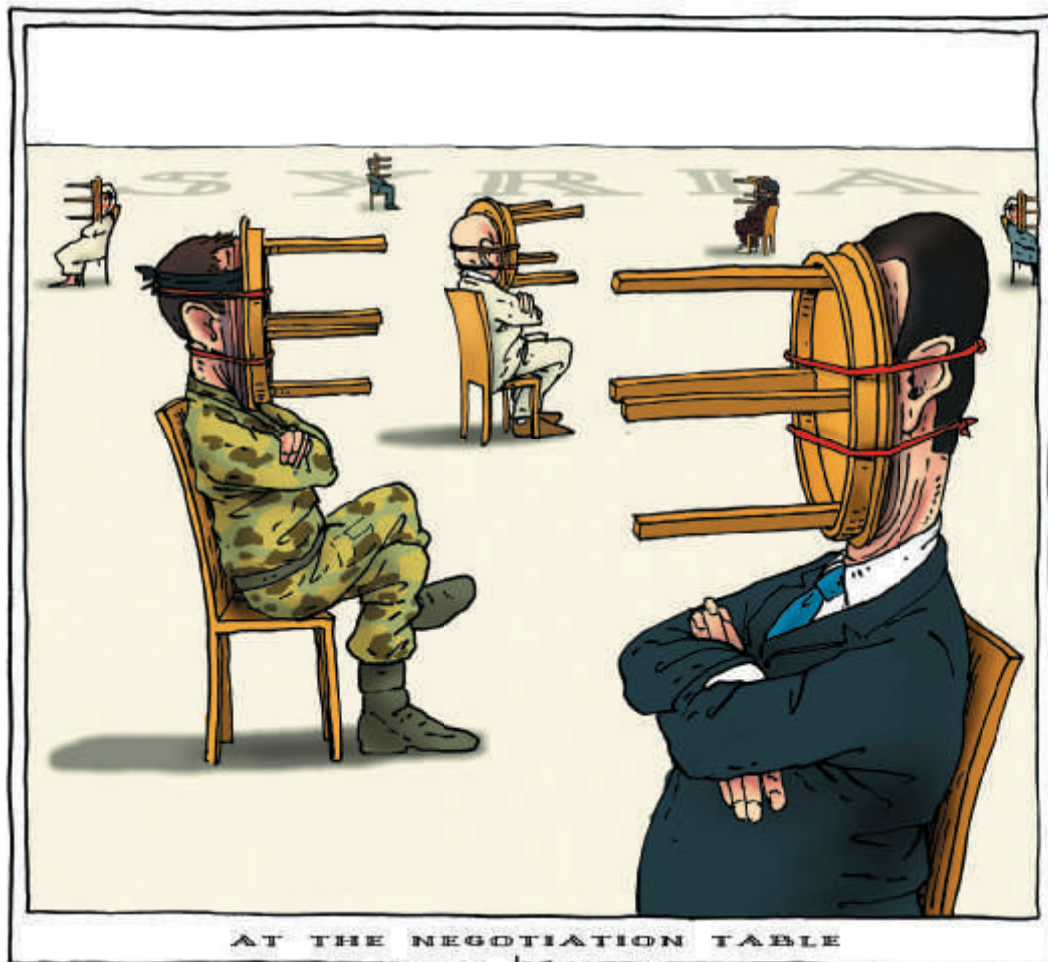




moyen-orient

Syrie. Les errements de l'opposition

Erreurs et mauvais calculs... Les opposants, qui se présentaient en 2011 comme les seuls à pouvoir renverser Assad, ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes.



—Al-Hayat Londres

Il est embarrassant pour l'opposition politique syrienne de participer aux négociations d'Astana*, après le renversement des rapports de forces à son détriment du fait de l'intervention militaire russe en Syrie. D'autant que l'opposition n'a cessé de dénoncer la Russie pour son attitude hostile envers la révolution et pour ses tentatives d'organiser des négociations dont le but ne consiste pas à trouver une solution à la hauteur des aspirations de la population, mais à permettre au régime de gagner du temps et à susciter toujours plus de divisions au sein de l'opposition. Moscou cherche également

à introniser des acteurs syriens plus malléables, susceptibles d'entériner une solution politique en dehors des références légales et internationales.

[Cela aurait été] tout aussi embarrassant pour l'opposition de ne pas participer à cette conférence d'Astana et de rejeter le plan de Moscou pour un règlement du conflit. La majorité des Syriens est favorable à l'accalmie et veut en finir avec la violence et les destructions. Or que peut faire l'opposition ? Elle sait pertinemment qu'elle n'a plus assez de poids sur le terrain pour peser sur les événements. La "légitimité" qui lui avait été conférée par la communauté internationale est dilapidée. Qui plus est, elle a fait l'objet

de critiques sévères et a même été accusée d'être la principale responsable de la situation dramatique dans laquelle nous nous trouvons et d'avoir sur la conscience l'amère issue de la bataille d'Alep.

Rôle subalterne. Comme il est embarrassant pour l'opposition syrienne qu'un certain nombre de ses dirigeants fassent la queue, le regard suppliant, pour signifier qu'ils sont tout prêts à se plier aux desiderata des pays organisateurs et à respecter leurs priorités. Tout juste se contentent-ils de formuler quelques timides réserves sur la volonté prêtée à Moscou de choisir six personnalités en dehors des principales formations de l'opposition politique pour participer

aux négociations et à la période de transition. Qui plus est, même les factions signataires de l'accord d'Ankara [sur un cessez-le-feu, fin décembre] n'ont qu'un rôle subalterne dans le choix de ces figures de l'opposition censées les représenter. Le pire est que ces factions sont idéologiquement et politiquement monocolors [liés aux pays arabes du Golfe], même si quelques factions de l'Armée libre ont été ajoutées pour faire figure de caution pluraliste. Pour ne rien arranger, ces dirigeants de l'opposition vont à Astana au sein d'une délégation qui comporte également les factions militaires. Cela signifie que l'opposition politique renonce à son rôle d'acteur principal des négociations et de la période de transition.

Revirement turc. Embarrassant encore de voir l'opposition syrienne contrainte tantôt de rester silencieuse, tantôt de changer de position afin de ne pas déplaire aux puissances tutélaires de la Syrie. Ainsi, elle n'a rien dit devant le revirement de la Turquie, qui a véritablement trahi ses engagements et ses promesses en faveur de l'opposition syrienne et qui a complètement changé de pied en faisant le choix de s'entendre avec la Russie afin de circonscrire le danger kurde. De même, l'opposition a avalé sans broncher des couleuvres au sujet de l'intervention militaire russe en Syrie. Hier encore, elle dénonçait une occupation étrangère, mais aujourd'hui elle reconnaît Moscou comme l'acteur principal du dossier syrien et comme l'interlocuteur privilégié pour parvenir à une solution politique. Hier encore, elle disait que le départ de Bachar El-Assad était une condition sine qua non pour participer aux négociations. Aujourd'hui, il n'en est plus question.

Elle a tort de croire qu'il suffit de parier sur les différends qui opposent les Russes aux Iraniens au sujet de l'avenir de la Syrie, Téhéran ayant publiquement fait part de ses réserves quant au poids d'Ankara et de Moscou lors de la conférence d'Astana. Encore et toujours de l'embarras quand on voit l'opposition incapable de parler d'une seule voix au sujet de cette conférence. Cette incapacité à se mettre d'accord s'explique par des divergences d'analyse, mais également par les injonctions contradictoires données par les soutiens respectifs des uns et des autres.

Embarras encore quand on voit certains de ses dirigeants céder

À la table des négociations.
Dessin de Bertrams paru dans De Groene Amsterdammer, Pays-Bas.

soudainement à des calculs personnels, ou adoptant des positions extrémistes et faisant dans la surenchère dans le seul but d'exister politiquement. Ils oublient les souffrances supplémentaires qu'une telle fuite en avant signifie pour de larges pans de la population, qui n'en peuvent plus.

Au fond, l'embarras et les hésitations de l'opposition s'expliquent par l'impasse totale dans lequel se trouve le projet politique de l'opposition, affaibli par trop de trahisons et de détournements, victime de l'échec de l'opposition à faire la jonction avec la révolution, sacrifié sur l'autel de conflits d'intérêts et de considérations d'ego. On paie le prix des mauvais paris faits par l'opposition, de l'accumulation d'erreurs d'analyse, de son incapacité à assumer pleinement son rôle politique et de son refus d'admettre et de corriger ses erreurs et errements.

L'opposition syrienne est dans une situation très peu enviable. Les uns considèrent que son rôle est fini et qu'elle ferait mieux de s'effacer de la scène pour ne pas devenir synonyme de déception, d'échec et de désespoir. D'autres pensent qu'elle a encore la capacité à reprendre un jour le flambeau.

—Akram Al-Bunni
Publié le 17 janvier

* Le 23 janvier, des pourparlers ont eu lieu entre le gouvernement Assad et les rebelles syriens. Cette rencontre était organisée avec la médiation de la Russie, de l'Iran et la Turquie.

Le jeu de Moscou

●●● Même si les pourparlers d'Astana ont été plus d'ordre technique que politique, le léger changement de ton de Moscou à l'égard de l'opposition syrienne est l'objet de toutes les supputations. Pour certains, l'opposition prend ses désirs pour des réalités ; pour d'autres, le fait que la Russie discute avec des opposants, ne les considère pas tous comme des terroristes, dénonce les violations du cessez-le-feu sur le terrain imputées au régime d'Assad et aux milices chiites alliées, et prend un peu ses distances avec l'Iran montre un changement de cap. Dans **L'Orient-Le jour**, l'opposante syrienne Bassma Kodmani déclare : "Les Russes ont intérêt à trouver une sortie au conflit parce qu'ils savent qu'il n'y a pas de victoire militaire possible."

✍ *Dessin de Dilem paru dans Liberté, Alger.*

TURQUIE

La fin d'une utopie

La politique du président Erdogan est en train de saper le dernier espoir de voir un pays musulman démocratique et moderne, selon ce journal libanais.



—An-Nahar (extraits) Beyrouth

On a dit que le président turc Recep Tayyip Erdogan avait un projet “néo-ottoman”. Cela ne correspond plus à la réalité. Désormais, son projet est turco-turc. Pour l’instant, il consiste à consolider son propre pouvoir. Ensuite, il sera probablement amené à devoir défendre la stabilité et de l’unité du pays. Car sa politique étrangère aventureuse a exposé la Turquie à de sérieux risques de guerre civile, dans un contexte où tout le Moyen-Orient est en train de s’effondrer.

Si la Turquie a pu jouer le rôle d’une puissance régionale, ce n’est pas grâce à Erdogan. Cela s’explique plutôt par le fait que les Turcs ont établi leur État en tant que république moderne par l’épée et le sang au début des années 1920. Alors que les pays qui les entourent – Irak, Syrie, Liban – ont été dessinés par des puissances étrangères et se sont épuisés dans des déchirements intérieurs.

Il y a plus de soixante-dix ans, la laïcité a été ancrée dans une société musulmane, et la Turquie devenait l’incarnation d’un rêve. Un exemple avant-coureur et unique d’un État modernisateur démocratique dans le monde musulman. Aujourd’hui, Erdogan, le nouveau dictateur, y met un terme. Depuis 2016, la police se comporte en milice, et les services de renseignement sont utilisés pour terroriser les opposants, non seulement parmi la vaste élite de cadres et de créateurs, mais également au sein de l’armée.

Le monde musulman est en deuil d’un espoir. Le “modèle turc” [d’une “démocratie islamique”, sur le modèle de la démocratie chrétienne] se révèle être une impasse depuis que le pays s’enfonce dans les ténèbres de la répression policière. C’est le résultat d’une énorme imposture. Un

Aucun revirement n’est de trop quand il s’agit de conserver le pouvoir

janissaire contemporain a réussi à faire passer en douce, à grand renfort de slogans de victimisation démocratique, son projet de mettre fin à une expérience de premier plan de modernisation politique et économique. Ce deuil ne consiste pas à pleurer en souvenir d’un passé révolu, comme l’Andalousie dans la mémoire arabe. Au contraire, on se désole de la perte d’un espoir d’avenir. Il s’agit de la seule lueur d’espoir qui restait du projet de conciliation de l’islam avec la modernité. C’est une nouvelle catastrophe pour le monde musulman, peut-être plus cruelle encore que celle de la défaite arabe face à Israël lors de la guerre des Six-Jours, en 1967.

Aujourd’hui, à Istanbul, à Ankara et dans les autres grandes villes turques, chuchoter est désormais le moyen d’expression le plus audible. Et le silence y est d’or si l’on ne veut pas s’exposer au risque d’être attaqué par la milice nommée police, de finir en prison ou même assassiné... Savez-vous que des villes et villages entiers ont été détruits dans le sud-est du pays depuis qu’Erdogan a donné ordre à l’armée de s’engager dans une nouvelle guerre contre les Kurdes ? Ces destructions n’ont rien à envier à celles à Alep ou à Homs, en Syrie.

Le dictateur turc cherche à présenter à trouver un arrangement en Syrie avec les deux pays voisins que sont la Russie et l’Iran, en contradiction totale avec tout ce qu’il a fait, ou essayé de faire, les cinq dernières années. Bel exemple d’une “rationalité” à laquelle nous sommes accoutumés de la part des régimes dictatoriaux : aucun revirement n’est de trop quand il s’agit de conserver le pouvoir. Les historiens écriront probablement que l’année 2016 a vu la fin du “modèle turc”, ce modèle qui était le seul espoir pour le monde musulman enfoncé dans le sous-développement, la tyrannie et les guerres, et qui nous avait promis de nous concilier avec la modernité.

—Jihad el-Zein

Publié le 31 décembre 2016

IRAN

Les sanctions tuent, les mots aussi

Le quotidien réformateur de Téhéran critique une lettre ouverte d’Iraniens demandant au président Trump de renforcer les sanctions contre leur pays.

—Shargh (extraits) Téhéran

Les mots sont importants. Ils peuvent changer les destins. Par exemple, le ministère de la Santé ne considère pas le cancer comme une “maladie spécifique” [qui implique des aides de l’État]. Savez-vous pourquoi ? Parce que plus de 30 % de la population iranienne sont atteints de cette maladie. Cependant, le cancer appartient au groupe des maladies difficiles à soigner. Et la différence entre les deux catégories est énorme pour le patient : la première assure la gratuité, la seconde entraîne de très grosses dépenses.

L’un des principaux médicaments de la chimiothérapie est le comprimé Xeloda, qui devrait être consommé à raison de 3 000 milligrammes par jour, soit six comprimés de 500 milligrammes. Il est très cher et, même avec une prescription et une couverture médicale, il se fait très rare dans les pharmacies. Dans ce cas, il faut se le procurer sur le marché libre, au prix exorbitant de 5 900 toman [1,70 euro] par comprimé.

L’importation de médicaments en Iran n’a jamais fait l’objet de sanctions occidentales. Mais les sanctions contre différentes organisations iraniennes rendent difficiles, voire impossibles, la vente du pétrole iranien, affectant ainsi l’importation des médicaments. Je me rappelle à quel point il était encore difficile, il y a quelques années, de trouver des médicaments nécessaires à la chimiothérapie. Je me souviens d’un homme en souffrance qui ne pouvait pas acheter

de Xeloda pour sa fille. Je vois toujours des gens qui sortent de la pharmacie du Croissant-Rouge les mains vides et qui manquent leurs séances de chimiothérapie.

Les mots sont importants aussi parce que la différence est frappante entre l’efficacité d’un médicament étranger et celle de son générique iranien. “Sanctions” n’est pas seulement un mot ou une action bien précise. Les conséquences de ce seul mot s’abattent sur 80 millions d’Iraniens.

Lorsque j’ai vu la lettre ouverte de trente Iraniens adressée au

“Comment faire si, cette fois, je ne trouve pas de médicaments ?”

nouveau président américain, Donald Trump, lui demandant de poursuivre et de renforcer les sanctions, je me suis demandé si l’un des signataires avait, dans sa famille ou parmi ses proches, un être malade. Aurait-il signé une telle lettre dans ce cas ?

L’aiguille des sanctions a profondément pénétré dans nos vies, et personne ne sait mieux que les patients ce que signifient la prolongation des sanctions : un accès encore plus difficile aux médicaments vitaux, la dégradation du pouvoir économique et du moral des patients et de leurs proches. Et cette perpétuelle angoisse : “Comment faire si, cette fois, je ne trouve pas de médicaments ?”

—Farvah Famouri

Publié le 1^{er} janvier

PARIS 89 FM

DANIEL DESESQUELLE

CARREFOUR DE L'EUROPE

En partenariat avec **Courrier International**

DIMANCHE 18H10



europe

Royaume-Uni. Brexit: c'est aux Européens de coopérer

Avec son discours sur le Brexit du 17 février, la Première ministre britannique a adopté la ligne dure. Et elle a bien raison sur tous les fronts, économique comme géopolitique.



— Reaction Londres

Et voilà: on y est. La Première ministre a défini ses douze conditions pour un accord sur le Brexit et on ne va pas tarder à entendre les oiseaux de malheur et autres cassandres nous expliquer qu'il s'agit d'un suicide national, que nous allons nous retrouver sans rien, que nous n'aurons plus que nos yeux pour pleurer et que nous allons tous finir égorgés dans nos lits. Sur ce

dernier point, je vous rassure: ce n'est pas la peine de s'inquiéter puisque nous sommes censés avoir déjà commis l'irréparable.

En fait c'est plutôt le contraire qui va se passer: Theresa May vient de définir un chemin parfaitement raisonnable, sauf si vous pensez que le retrait de l'UE du Royaume-Uni s'apparente à la fin du monde. Le plus intéressant dans ce discours, c'est qu'il montre que la bureaucratie britannique, ou du moins ceux de ses membres qui coopèrent

avec la Première ministre plutôt que d'essayer de bloquer le Brexit, commence à penser et à fonctionner correctement après la renégociation bâclée de l'année dernière [par David Cameron] et des décennies de politique européenne rendues obsolètes le 23 juin par les électeurs.

En résumé, Theresa May a compris que le Royaume-Uni a une marge de manœuvre dans les négociations à venir. Ces négociations s'annoncent déséquilibrées

et porteront sur plus que le commerce. Après les États-Unis, le Royaume-Uni est l'autre grande puissance de l'Otan. Même si le budget militaire va subir des coupes (sur lesquelles il faudra revenir), le Royaume-Uni en impose et dépense plus pour sa défense que les pays qui s'abritent sous le parapluie américain de plus en plus mité. La Pologne et (on l'espère) l'Allemagne l'ont bien compris. Le Royaume-Uni est également à la pointe en matière d'écoutes, de services secrets et de sécurité.

Propos idiots. C'est d'autant plus important que le problème de la sécurité dans les pays occidentaux, depuis longtemps considéré comme réglé, fait son grand retour grâce aux incursions de Poutine et aux déclarations anti-Otan du nouveau président américain. Sans compter la menace de fascistes islamistes azimuthés qui veulent tuer des citoyens à Berlin, Birmingham, Barcelone et partout ailleurs.

Comment procéder? Nous avons un peu de temps, même si ce temps est compté. L'Otan est en train de déployer avec raison plus de troupes à l'est et les services secrets occidentaux européens commencent à comprendre qu'il faut améliorer leur coopération dans la lutte contre la cyber-guerre russe. Moscou entend bien continuer à s'amuser encore un peu avec les élections des autres, mais cette fois en Europe.

La déclaration de Trump sur l'obsolescence de l'Otan ne doit pas être prise à la lettre, évidemment. Trump a tendance à tenir ce genre de propos quand il s'emporte et qu'il veut attirer l'attention. Ses propos idiots selon lesquels Angela Merkel (une démocrate et une alliée) équivaudrait à Poutine (un démagogue et un destructeur) ont suscité la colère des Allemands. Leur surprise est étonnante: c'est pourtant du Trump tout craché. Les Allemands pensaient-ils que Trump allait se métamorphoser en un nouveau James Baker ou un Ronald Reagan une fois élu?

Il y a cependant un hic dans la nouvelle administration. Trump a fait un excellent choix en nommant le général Mattis, ardent défenseur de l'Otan, au poste de ministre de la Défense. Le clash au sein de l'administration devrait s'intensifier (avec Mattis dans le rôle du type bien)

sans qu'on sache qui aura le dessus. Mattis va-t-il tenir le coup? Les Républicains du Congrès vont-ils court-circuiter Trump et rassurer leurs alliés de l'Otan? Le sénateur John McCain (héros de la guerre du Vietnam tourné en dérision par Trump) a déjà proposé une hausse du budget de la défense à hauteur de 500 milliards de dollars. Il va peut-être encore falloir un an ou deux avant qu'on sache comment va se terminer cette lutte pour le pouvoir et l'orientation de la politique américaine. L'Europe doit mettre à profit intelligemment ce court répit.

Mais ceux qui croient que l'UE peut assurer seule la défense de l'Europe devraient se faire soigner. Militairement, l'UE ne vaut pas un clou. Même si elle joue un rôle en matière de sécurité, elle est éclipsée par l'Otan. Et pour ce qui est du partage du renseignement, elle est surclassée par l'accord de l'anglosphère, auquel participent les États-Unis, le Canada, le Royaume-Uni, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Certes, l'Otan va peut-être devoir se réorganiser avec une moindre participation des États-Unis. À moins qu'elle ne s'oriente vers un

tout nouvel accord de défense et de sécurité englobant tous les pays d'Europe. La France et le Royaume-Uni ont resserré leurs liens de défense dans les premières années du gou-

vernement Cameron, une initiative sensée. Les deux pays sont des alliés naturels, même si la haine que la France voue à l'Otan resurgit toujours sous la forme d'un appel à la formation d'une armée de l'UE. Le Royaume-Uni, ne faisant plus partie de l'UE, ne pourra jouer aucun rôle dans une armée européenne et un tel projet lui paraît nul et non avenu.

Islamofascisme. Le Brexit n'est pas un fait isolé, il s'inscrit dans un contexte plus large: l'effondrement du système occidental né de la guerre froide qui avait affirmé son hégémonie à la chute du Mur, en 1989. Les absurdités de Trump plus les ennuis de l'UE, le Brexit et l'islamofascisme, exigent une réflexion renouvelée et une redistribution des rôles.

Dans le cadre de cette réflexion, il faudrait avant tout prendre conscience du fait que l'UE et l'Europe ne sont pas une seule et même chose. L'Europe existe



OPINION

tout nouvel accord de défense et de sécurité englobant tous les pays d'Europe. La France et le Royaume-Uni ont resserré leurs liens de défense dans les premières années du gou-

vernement Cameron, une initiative sensée. Les deux pays sont des alliés naturels, même si la haine que la France voue à l'Otan resurgit toujours sous la forme d'un appel à la formation d'une armée de l'UE. Le Royaume-Uni, ne faisant plus partie de l'UE, ne pourra jouer aucun rôle dans une armée européenne et un tel projet lui paraît nul et non avenu.

Islamofascisme. Le Brexit n'est pas un fait isolé, il s'inscrit dans un contexte plus large: l'effondrement du système occidental né de la guerre froide qui avait affirmé son hégémonie à la chute du Mur, en 1989. Les absurdités de Trump plus les ennuis de l'UE, le Brexit et l'islamofascisme, exigent une réflexion renouvelée et une redistribution des rôles.

Dans le cadre de cette réflexion, il faudrait avant tout prendre conscience du fait que l'UE et l'Europe ne sont pas une seule et même chose. L'Europe existe

↳ *Dessin de Schneider, Suisse.*

depuis plusieurs milliers d'années. L'UE est une structure chancelante conçue il y a moins de soixante-dix ans. Sous sa forme actuelle (centrée sur le marché unique ou intérieur), elle n'a pas 30 ans. Depuis l'adoption de l'Acte unique européen de 1986, cette union a créé une monnaie qui fait le malheur de dizaines de millions d'Européens du Sud, attise le populisme et la rébellion avec son addiction à l'ouverture des frontières, et se montre incapable de surveiller et de défendre les frontières extérieures de l'Europe. Ah ! et puis mon lave-vaisselle est encore en panne à cause de la réglementation économique de l'UE en vertu de laquelle les éléments chauffants sont sous-alimentés en électricité. Hotpoint [marque d'électroménager] nous propose de les remplacer pour 130 livres [150 euros] par des éléments nouveaux qui seront sous garantie pendant quatre-vingt-dix jours. Non merci !

Je m'écarte du sujet. Si tous les ans la classe politique pro-UE à l'origine de cette gabegie recevait une évaluation du service des ressources humaines, il n'y aurait pas de quoi pavoiser. "Semble incapable d'entendre raison... réagit mal au feedback... convaincue de sa propre intelligence malgré le démenti des faits... doit revoir sa copie, faute de quoi son avenir au sein de l'entreprise paraît compromis."

On se demande, en tant qu'Européens, quand les capitales de l'Europe vont enfin se décider à repenser la coopération européenne. Même la décision du plus grand contributeur de l'UE, le Royaume-Uni, de quitter l'Union n'a pas suffi à les faire réagir, semble-t-il. Trump et Poutine vont peut-être les y obliger.

— **Iain Martin**
Publié le 19 janvier

SOURCE



REACTION

Londres, Royaume-Uni
Reaction. life
Installé à Londres, *Reaction* se décrit comme "un site proposant des articles d'opinion et d'analyse sur la politique, l'économie et la culture", d'orientation centre droit. Le site a été fondé en juin 2016 par Iain Martin, ancien rédacteur en chef du quotidien écossais *The Scotsman*, et entend offrir à ses lecteurs "quelque chose de nouveau, de différent et de grande qualité".

Ça va vous coûter cher, madame May

Theresa May veut redonner au Royaume-Uni son entière souveraineté. Soit, mais cela a un prix. Car l'Union européenne repose sur un système de règles communes qu'elle n'a pas intérêt à sacrifier.



— **Süddeutsche Zeitung**
Munich

Theresa May a enfin dévoilé sa vision du Brexit. Ce que la Première ministre britannique ne dit pas, en revanche, c'est le prix qu'elle est prête à payer pour cette rupture. Elle promet à son pays plus de liberté et d'échanges commerciaux. Ce n'est là que l'enrobage marketing d'une décision qui se traduira aussi par des privations et des déconvenues pour les Britanniques. Mais de ces inconvénients, Theresa May ne dit mot. D'où l'importance cruciale de cette autre question : de quels maux la Première ministre est-elle prête à s'accommoder en échange de la souveraineté nationale en matière de législation et de réglementation des flux de main-d'œuvre ?

La Première ministre entend rendre le plus de souveraineté possible à ses électeurs. Et la souveraineté se mesure à l'aune de trois critères pour Theresa May : l'obligation d'élaborer des règles avec d'autres pays et de s'y conformer, la nécessité de trouver des compromis et la régulation des flux migratoires à l'ère de l'ultramobilité. Jusqu'au Brexit,

le Royaume-Uni se soumettait (à contrecœur) à la logique qui veut que la souveraineté s'exerce collectivement avec d'autres États en échange d'une liberté et d'une sécurité accrues. Aujourd'hui, le gouvernement britannique cherche le salut dans un retour à sa sphère restreinte. Conséquence légitime du choix du Brexit.

Far West européen. Seulement voilà, cela ne répond toujours pas à la question du prix. Et il revient désormais à l'Union européenne (UE) d'y répondre. De sa réponse dépendra la pérennité de l'Union européenne ou sa dislocation, conformément aux prédictions de Donald Trump. Car si le prix à payer pour sortir de l'UE est faible, nombreux seront les candidats à emboîter le pas aux Britanniques et à se recroqueviller dans leur coquille nationale.

Les Britanniques font preuve d'une amnésie choquante en négligeant la valeur historique de l'UE. Car ce n'est pas en livres et en pence que l'on peut mesurer l'impact de l'Europe – en l'occurrence sa capacité à exorciser les fantômes du passé par la force de la communauté et l'équilibre du pouvoir. Le constat est amer : aux yeux des

Britanniques, l'UE n'a plus aucune valeur politique en soi.

Il convient dès lors de rétablir les barrières à l'entrée et les droits de douane, de manière à trouver le juste équilibre entre la souveraineté et l'interconnexion avec l'UE. Pour faire court, la règle à appliquer doit être la suivante : plus un pays souhaite s'isoler et retrouver sa souveraineté, plus les droits de douane doivent être élevés et les entraves nombreuses. Il faut ne voir là ni malveillance ni esprit de revanche, mais une condition préalable de la préservation [de l'Union]. Quiconque

Quiconque quitte le cénacle doit en ressentir les inconvénients.

quitte le cénacle doit en ressentir les inconvénients. À défaut, l'UE perdra tout pouvoir d'attraction.

Une fédération lâche d'États, sans barrières douanières ni droits de douane, se transformerait tôt ou tard en Far West européen. L'UE repose sur un système de règles communes – et naturellement sur les fonds de sa structure dont profitent de nombreux États. Les mécanismes politiques et économiques sont le socle de l'Union. Les douanes et les taxes n'en sont que les résultantes. Ceux qui refusent explicitement de contribuer à la pérennisation du système ne doivent pas pouvoir en profiter. Sans quoi c'en sera fait de l'UE.

— **Stefan Kornelius**
Publié le 18 janvier

SOURCE



SÜDDEUTSCHE ZEITUNG

Munich, Allemagne
Quotidien, 427 748 ex. (2011)
sueddeutsche.de

Fondé à Munich en 1945, le "journal intellectuel du libéralisme de gauche allemand" est l'autre grand quotidien de référence du pays, avec la *FAZ*, plus proche des chrétiens-démocrates. La *SZ* est un journal réputé pour sa tolérance, sa vigilance et son indépendance. Le traitement de l'information nationale et internationale y tient une très large place.



Irlande du Nord : Martin McGuinness quitte la scène



● Le vice-Premier ministre d'Irlande du Nord, Martin McGuinness, également membre influent du parti Sinn Féin qui

œuvre pour la réunification de l'Irlande, a annoncé le 19 janvier son retrait de la vie publique. Son départ marque "un moment fort dans l'histoire moderne irlandaise", souligne **The Irish Times**. Si McGuinness fut un temps "un commandant impitoyable d'une organisation responsable de quelque 1 800 meurtres", il a joué un rôle clé dans le succès démocratique du Sinn Féin. Grâce à "son caractère politique conciliatoire", le parti partage aujourd'hui le pouvoir avec le Parti unioniste démocrate, le DUP, de la Première ministre nord-irlandaise, Arlene Foster. Mais "ses revendications républicaines" n'en sont pas moindres, note le **Belfast Telegraph**. Certes, M. McGuinness a "serré la main de la reine [le 8 avril 2014] mais cela "faisait partie d'une chorégraphie pour maintenir le processus de paix sur les rails", analyse le journal unioniste.

Le départ de McGuinness "laisse un grand vide au sein du Sinn Féin", explique l'**Irish Independent**. Si le parti "déborde de talents" dans la république d'Irlande, ce n'est pas le cas en Irlande du Nord, constate le journal.

Les nouvelles élections en Irlande du Nord, le 2 mars, pourraient être le scrutin "le plus amer depuis des années", selon l'**Irish Examiner**. Le quotidien de Cork souligne les nombreuses divergences politiques entre les deux partis et rappelle que "la méfiance de M^{me} Foster vis-à-vis du Sinn Féin est profonde : son père [policiier] a reçu une balle de l'IRA lorsqu'elle avait 8 ans".

Michelle O'Neill a été nommée le 23 janvier pour succéder à M. McGuinness. Elle sera la première dirigeante du Sinn Féin en Irlande du Nord à ne pas avoir été liée à l'IRA. —



france

Culture. Voir le Louvre et vivre

Outré par la baisse du tourisme dans l'Hexagone, ce chroniqueur britannique écrit une lettre d'amour à Paris et exhorte ses lecteurs à s'y rendre pour contrer le terrorisme.



—The Guardian Londres

Au lendemain des attentats de Paris en novembre 2015, le drapeau tricolore a été brandi dans le monde entier, et partout sur la planète on affichait bruyamment sa solidarité avec la France. Un accès d'hypocrisie mondiale, sans doute. Car, simultanément, de nombreux voyageurs modifiaient leurs projets de vacances, et ce avant même l'attaque au camion du 14 juillet à Nice. Le tourisme en France est très rudement touché, à tel point que le Louvre lui-même a vu sa fréquentation baisser.

Le plus prestigieux des musées français vient en effet de présenter son bilan 2016 : avec 7,3 millions de visiteurs, il est très loin des 9,3 millions enregistrés en 2014. Le Louvre détaille par ailleurs la baisse par pays : -31 % pour les touristes chinois, -61 % pour les Japonais et -18 % pour les Américains.

Avant que vous ne tombiez dans le panneau de ces articles de presse qui dressent de Paris le tableau postapocalyptique d'une ville moribonde où des chiens errants se battent pour les dernières miettes de foie gras, remettons les choses en perspective. Le Louvre reste malgré tout le musée le plus fréquenté

du monde, juste devant le British Museum, à Londres, qui, de son côté, est bien content de ses 6,8 millions de visiteurs en 2015.

Moi qui ai séjourné à Paris et ailleurs en France en 2016, je trouve à la fois ridicule et insultant de dire que la culture française est en miettes. Il suffit d'avoir fait récemment la queue pour monter dans la tour Eiffel pour savoir que, non, les touristes n'ont pas fui Paris. D'avoir passé une soirée dans le Marais pour comprendre que, non, Paris n'a rien d'une ville morose ou déprimée. Ce qui m'a frappé dans la capitale française l'année dernière, c'est aussi ce qui m'avait impressionné lorsque je m'étais rendu à New York après les attentats contre le World Trade Center : l'émouvante beauté d'une ville formidable pansant ses plaies par son enthousiasme et sa vitalité.

Si vaste, si riche. Que certains, après avoir agité le drapeau de leur francophilie en 2015, puissent avoir trop peur pour se rendre dans la ville qui a inventé le monde moderne, c'est pathétique. Pathétique, aussi, de faire l'impasse sur le Louvre. À dire vrai, dans certaines salles de ce palais de l'art, la baisse de la fréquentation n'est pas une mauvaise chose : moins de têtes se pressant autour de *La Joconde*, voilà une bonne nouvelle. Mais le Louvre est si vaste, si riche de chefs-d'œuvre du monde entier, de la Mésopotamie ancienne au XIX^e siècle romantique, qu'il y a toujours des galeries quasi désertes où musarder. Ce n'est pas un musée que l'on digère en une visite. J'y suis allé deux fois l'année dernière, et je n'ai réussi à avoir un aperçu satisfaisant que des peintures françaises, en me concentrant sur Poussin lors de ma première visite, puis sur Watteau et Chardin lors de la seconde.

Aucun musée du monde n'a l'exhaustivité encyclopédique du Louvre. Les collections du Prado ont un charme plus singulier, celles de la National Gallery sont davantage à taille humaine. Mais seul le Louvre permet de goûter ou d'étudier toute l'histoire de l'art en un seul et même endroit. Il regorge de tant de splendeurs qu'il n'est pas rare de voir les foules qui filent tout droit vers les Léonard de Vinci (*La Joconde*, mais aussi plusieurs *Vierges*) passer devant *l'Esclave mourant* et *l'Esclave rebelle* sans même un regard pour ces deux sculptures de Michel-Ange.

Parmi les œuvres les plus curieuses du Louvre (pour peu que vous les débusquiez dans un recoin de la section Peintures françaises) figurent les tableaux d'Hubert Robert, qui au XVIII^e siècle exécuta de grandioses paysages de ruines antiques évoquant avec une mélancolie douloureuse et contemplative le déclin de l'Empire. Il représenta d'ailleurs le

Dire que la culture française est en miettes est à la fois ridicule et insultant.

Louvre lui-même en temple de l'art visionnaire et romantique : après un passage en prison sous la Terreur, Hubert Robert fut l'un des grands artisans de la création de ce musée révolutionnaire. L'ancêtre du Louvre renferma d'abord les collections de la couronne de France, saisies au moment de la Révolution - d'où la présence, d'ailleurs, de tant d'œuvres de

Léonard de Vinci, qui fut peintre à la cour de François I^{er}. Le Louvre gagna encore en richesses avec Napoléon, et l'endroit inspira par la suite de nombreux artistes, dont Renoir, qui y venait pour s'enivrer de la splendeur des *Noces de Cana* de Véronèse, et Picasso, qui y copia les *Femmes d'Alger dans leur appartement* de Delacroix.

L'aura culturelle du Louvre est l'expression formidable de la République française - et je trouve ça rassurant. La France n'est pas près de s'écrouler : telle est la conclusion à laquelle chacun parvient après avoir visité ce musée qui érige Paris en gardien de la civilisation. Dans notre monde parsemé de dangers, les musées sont des phares de culture et d'optimisme, et le Louvre le plus éclatant de tous. Faites-en la destination de votre pèlerinage en 2017, et offrez à cette institution une fréquentation record pour faire échec au terrorisme.

—Jonathan Jones
Publié le 6 janvier

Beaubourg, 40 ans et toujours transcendant



●●● Dix pages richement illustrées, un entretien avec Renzo Piano, l'architecte qui a construit le musée, et la une du supplément hebdomadaire **il Venerdì** : **La Repubblica** n'a pas lésiné dans son édition du 6 janvier pour célébrer les 40 ans du Centre Pompidou. Comme le souligne le journal italien, l'édifice a non seulement "changé pour toujours l'idée que nous nous faisons des musées", mais aussi modifié "la façon dont nous concevons l'architecture, l'urbanisme et les espaces au sein des villes". D'abord décrié (certains l'avaient surnommé "le monstre du Marais"),

le bâtiment aux airs de vaisseau spatial a rapidement trouvé son public. Depuis son inauguration le 31 janvier 1977, Beaubourg a accueilli 240 millions de visiteurs : une moyenne de 6 millions par an, qui en fait "l'un des musées les plus célèbres et populaires du monde". Contrairement au Louvre, l'institution, qui abrite aussi une bibliothèque, une salle de spectacle et des salles de cinéma, a connu une hausse de sa fréquentation en 2016. Le succès de ses expositions temporaires ne se dément pas. Celle consacrée à René Magritte devrait atteindre 600 000 visites, selon le quotidien italien. Interrogé sur le climat qui règne dans la capitale française après les attentats, Renzo Piano dit sa foi dans la résilience de la Ville lumière. Lui qui possède des bureaux à deux pas de Beaubourg l'affirme : "Habitant [à Paris], je continue de la ressentir comme une ville très vivante. Je n'arrive pas à imaginer qu'elle ne sache pas résister et se relancer."

SANTÉ

Ciao docteur !

Un journal italien découvre avec étonnement que la France fait appel à des médecins de la péninsule pour remédier à ses déserts médicaux.

—Corriere della Sera
Milan

Il est un problème français peu connu mais bien réel, au point que les candidats à la présidentielle sont appelés à proposer des solutions : les déserts médicaux. Sur des pans entiers du territoire national, notamment dans les campagnes, il faut parcourir plusieurs dizaines de kilomètres pour trouver un médecin. L'Hexagone compte 66,9 millions d'habitants et 285 840 médecins. C'est trop peu, d'autant que les médecins ont tendance à jeter leur dévolu sur les régions où la qualité de vie est supérieure : la

Côte d'Azur et la côte atlantique, se détournant d'un Nord pluvieux à l'économie sinistrée.

À moyen terme, les politiques proposent de supprimer le numerus clausus des facultés de médecine (Manuel Valls), de refuser de conventionner les médecins qui s'installent dans des régions déjà bien pourvues (Benoît Hamon) ou encore de développer la télémédecine (François Fillon). Mais, à court terme, il s'agit de trouver des solutions rapides et inventives. Et celle du député-maire communiste de Thourotte, Patrice Carvalho, c'est de faire venir des médecins d'Italie.

“Ça s'est fait par hasard, explique-t-il, quand j'ai appelé un médecin dans

le Lot, un département du sud-ouest de la France où je suis en train de me faire construire une maison. Le médecin habituel était parti à la retraite et c'est un Italien qui a pris sa place. On a discuté, je lui ai demandé s'il ne connaissait pas des collègues qui seraient prêts à s'installer en France parce que, là où je suis maire, on ne trouve pas de médecins. Il m'a aidé, je suis déjà en contact avec une coopérative de Campanie.”

Excellente formation. Thourotte est une bourgade située à une centaine de kilomètres au nord-est de Paris, en direction de la Belgique. “Il y a déjà un passé d'immigration italienne, parce que beaucoup [d'Italiens] sont venus travailler le verre. Aujourd'hui, c'est de médecins qu'on a besoin”, poursuit l'élu. À partir du printemps, ce sont quatre généralistes, un ophtalmologue, un dermatologue et un gynécologue qui pourraient ainsi poser leurs valises à Thourotte. Tous italiens.

Les médecins italiens, ajoute Patrice Carvalho, ont la réputation d'avoir une excellente formation,

équivalente à celle des Français. Ils devront seulement se soumettre à un test de langue avant que l'ordre ne délivre son imprimatur définitif.

La pénurie de médecins est telle en France que des sociétés de recrutement spécialisées envoient des dizaines de mails aux médecins italiens dans l'espoir de les convaincre avec des arguments d'agence de voyages. Pour un salaire compris entre 5 000 et 7 000 euros, on recherche par exemple un pédiatre ayant un niveau de français A2/B1 et qui serait prêt à s'installer “à Laon, ville de taille moyenne à moins d'une heure de Paris”, ou dans “une jolie bourgade de la vallée de la Loire à un quart d'heure d'Orléans”.

“Après notre année Erasmus, il y en a beaucoup qui sont restés en France”, fait observer le cardiologue

Des dizaines de mails sont envoyés aux médecins italiens pour les convaincre.

Stefano Bardari, 36 ans. Après des études à Strasbourg, ce Napolitain d'origine travaille aujourd'hui à Gorizia [à la frontière italo-slovene]. “L'installation en France est une option que beaucoup prennent en considération, un peu pour le salaire – 5 000 à 6 000 euros par mois dans le public en France, deux fois plus qu'en Italie –, mais aussi pour l'organisation à la française, très efficace, et pour l'expérience professionnelle, très enrichissante. En Italie, c'est très dur de démarrer, les concours [de recrutement] sont souvent truqués. En France, les directeurs d'établissement sont plus libres d'embaucher les candidats qui leur semblent convaincants, on a plus de chances.”

Si le plombier polonais était accusé d'ôter le pain de la bouche de ses homologues français et incarnait pour beaucoup les risques de l'Europe postélargissement à l'Est, le médecin italien est en passe de devenir une figure positive dans la société française.

—Stefano Montefiori
Publié le 17 janvier

7€ LE KIT DE DIGNITÉ



Ensemble, aidons tous les réfugiés à travers le monde.
Faites un don de 7€ en envoyant KIT au 92600 ou sur kitdignite.org

#kitdignité | solidarites.org



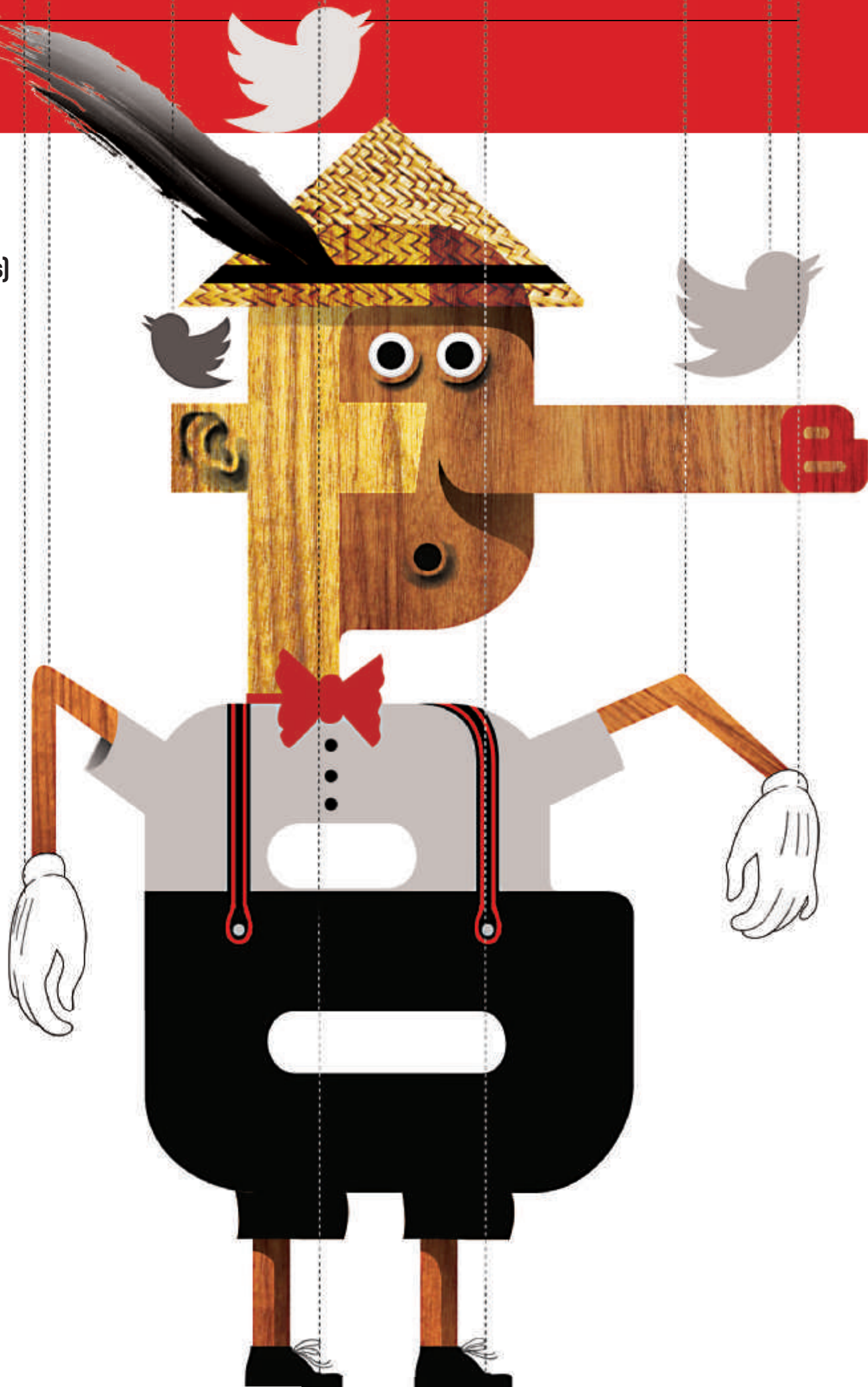
Disponible en France métropolitaine sur Bouygues Telecom, Orange et SFR.
Don collecté sur facture opérateur mobile.
Informations complémentaires sur kitdignite.org ou en envoyant contact au 92600.



à la une

Les *fake news* (fausses informations) ont-elles favorisé le vote en faveur du Brexit et l'élection de Donald Trump ? Lors de la présidentielle américaine, de nombreux sites Internet ont propagé des informations diffamatoires envers la candidate démocrate. Un véritable business du mensonge, qui peut rapporter gros (*lire ci-contre et p. 29*). Mais il serait trop facile d'attribuer la défaite d'Hillary Clinton à ce seul phénomène, estime l'éditorialiste de *Spiked* (*pp. 26-27*). Qui s'interroge : les infos non vérifiées sur Donald Trump, souvent relayées par des médias très sérieux, ne relèvent-elles pas du même mécanisme ? Comment faire la part du vrai et du faux quand la présidence américaine elle-même défend l'existence de "*faits alternatifs*" (*p. 27*) ?

En partenariat avec



LA FABRIQUE DE LA DÉSIN

États-Unis. Comment j'ai fait fortune avec des fausses infos

Un jeune diplômé américain en science politique a créé un site dont la vocation était de miner la crédibilité d'Hillary Clinton lors de la présidentielle. Un succès inouï.

—The New York Times New York

Annapolis (Maryland)

C'était le début de l'automne et Donald J. Trump, à la traîne dans les sondages, cherchait une explication pour le cas où un gagnant comme lui devrait, en définitive, échouer. "Je crains que l'élection soit truquée, je vous le dis très franchement", déclara le candidat à une foule remontée rassemblée à Columbus, dans l'Ohio. Il ajouta qu'on lui présentait "de plus en plus" de preuves de truquage, mais laissa à ses auditeurs le soin d'en imaginer les détails.

Quelques semaines plus tard, Cameron Harris, un étudiant fraîchement diplômé qui s'intéressait à la politique républicaine dans le Maryland et avait besoin d'argent, s'assit à sa table de cuisine et entreprit de fournir les détails que M. Trump avait laissés de côté. Dans l'art douteux qui était en train de naître, ce papier serait son chef-d'œuvre.

M. Harris commença par en figurer le titre : "DERNIÈRE MINUTE : des dizaines de milliers de faux bulletins Clinton découverts dans un entrepôt de l'Ohio." Il était logique, estima-t-il, de situer cette découverte choquante dans la ville et l'État où M. Trump avait forgé le mème du "truquage". "J'avais une théorie au moment où je me suis mis à écrire mon article, raconte M. Harris, ancien quarterback universitaire et responsable de fraternité étudiante de 23 ans. J'étais persuadé qu'en raison de l'extrême méfiance professée par les partisans de Trump à l'égard des médias les gens adhèreraient à toute affirmation reprenant les éléments de langage du candidat républicain. Trump répétait 'élection truquée, élection truquée'. Les gens étaient prédisposés à croire qu'Hillary Clinton ne pourrait gagner que si elle trichait."

Dans une année électorale riche en anecdotes inventées de toutes pièces, M. Harris était un praticien autodidacte du genre, un petit boutiquier du mensonge qui n'était lié ni aux services secrets russes ni à l'usine de fausses nouvelles qu'est devenue la ville macédonienne de Veles [lire p. 29]. À la veille de l'entrée en fonction de M. Trump, à qui une avalanche de fausses nouvelles a donné au minimum un petit coup de pouce électoral, l'histoire de M. Harris et de son site d'informations bidon, ChristianTimesNewspaper.com (CTN), constitue un petit rappel particulièrement édifiant.

Contacté par un journaliste qui avait découvert un indice électronique révélant qu'il était

le responsable de ChristianTimesNewspaper.com, M. Harris s'est montré tout d'abord méfiant et contrarié d'avoir été démasqué. "Ce sujet est plutôt sensible", a-t-il déclaré, avant d'expliquer qu'il était en train de créer une affaire de consultants d'entreprise et devait donc protéger sa réputation. Mais finalement il a accepté de raconter comment il en était venu à fabriquer des fausses nouvelles, un boulot à temps très partiel dont il a calculé qu'il lui rapportait environ 1 000 dollars de l'heure en revenus publicitaires en ligne. Il semble considérer son expérience avec un mélange de culpabilité, pour avoir propagé des mensonges, et de fierté pour l'avoir fait aussi habilement.

Devant sa table de cuisine en septembre dernier, M. Harris s'est ensuite demandé qui aurait pu trouver ces faux bulletins de vote Clinton. Il inventa donc de toutes pièces "Randall Prince, un électricien de la région de Columbus". Puis il décida que ce M. Tout-le-Monde, un partisan de Trump dont le nom exhalait un petit parfum de noblesse, après être entré dans une pièce rarement utilisée de l'entrepôt, était tombé sur des boîtes entières de bulletins validés au nom d'Hillary Clinton. "Il n'y a quasiment personne qui se rend dans ce bâtiment. Il n'est utilisé que par un plombier du coin qui y stocke son matériel", précisait le personnage fictif.

Comète de contrefaçon. Et pour ceux qui n'auraient pas compris la signification de cette découverte, M. Harris prenait soin de l'expliquer : "Ce que M. Prince venait de découvrir pouvait être la preuve matérielle d'une opération de grande envergure destinée à assurer la victoire de M^{me} Clinton dans cet Etat pivot crucial." Une photographie, pensa-t-il, contribuerait à dissiper les derniers doutes concernant la réalité de son récit. Après avoir effectué une rapide recherche d'"urnes électorales" sur Google, il tomba sur la photo d'un type au crâne dégarni se tenant derrière des boîtes en plastique noir qui, par un heureux hasard, portaient chacune une étiquette marquée "urne".

Il s'agissait d'une photo du Birmingham Mail illustrant un article sur des élections britanniques organisées à 6 000 kilomètres de Columbus – mais peu importe. Dans la légende rédigée par M. Harris, le Britannique au cheveu rare se trouvait affublé d'une nouvelle identité : "M. Prince pose ici avec sa trouvaille pendant que les autorités électorales enquêtent." L'article expliquait que "l'objectif probable de la campagne Clinton était de mêler les urnes bourrées de faux bulletins aux véritables

urnes au moment où l'ensemble des bulletins serait acheminé pour examen auprès des juges électoraux le 8 novembre".

Il appuya sur une touche et l'article fut publié le 30 septembre, traversant le web comme une sorte de comète de contrefaçon. "Avant même de le publier, je savais que l'article décollerait", se souvient M. Harris. Il avait raison. L'histoire des urnes bourrées de faux bulletins, relayée par une demi-douzaine de pages Facebook que M. Harris avait spécialement créées pour l'occasion, se répandit comme une traînée de poudre dans le cyberspace, alimentée par des commentaires indignés de ceux qui, persuadés que M^{me} Clinton allait voler sa victoire à M. Trump, accueillaient donc favorablement cette information. L'article fut partagé par 6 millions d'internautes.

M. Harris avoue que ses initiatives n'avaient rien de vraiment chrétien ; pour 5 dollars il avait acheté, sur le site ExpiredDomains.net, une adresse mail abandonnée. En l'espace de quelques jours, son article, dont la rédaction ne lui avait demandé qu'une quinzaine de minutes, lui avait déjà rapporté 5 000 dollars. Ce qui représente une part non négligeable des quelque 22 000 dollars que, d'après une déclaration comptable, il a gagné pendant la campagne électorale grâce à des publicités pour des chaussures, du gel capillaire et des conceptions web que Google avait placées sur son site.

Il raconte qu'il a passé peut-être une demi-heure par semaine sur son site de fausses nouvelles, soit une vingtaine d'heures en tout. Et au final, il a gagné une somme considérable, transformant ses 5 dollars de mise de départ en plus de 100 000 dollars de gain. Il souligne qu'il a d'abord fait cela pour l'argent, pas pour la politique. → 26

← Dessin de Cristo Salgado paru dans Expresso, Lisbonne.

Chronologie

L'EFFET BOOMERANG

Les informations frelatées ont joué un rôle majeur en 2016.

Avril-juin 2016 — Campagne du Brexit.

De nombreuses informations trompeuses circulent, souvent à l'initiative des partisans de la sortie de l'UE. Un journaliste de **The Independent** estimait récemment que "les fausses informations ont offert le référendum aux pro-Brexit".

Août-novembre 2016 — Campagne électorale américaine.

Au plus fort de la campagne, les infos bidon sur des thèmes politiques rencontrent un écho massif sur les réseaux sociaux. Le site **BuzzFeed** a montré que, dans les trois derniers mois de campagne, vingt canulars en rapport avec les élections avaient généré sur Facebook plus d'activité que les vingt articles les plus retentissants provenant

des sites de grands médias comme **The New York Times**.

4 décembre 2016 — Faux scandale et vraie peur.

Un homme de 28 ans entre au Comet Ping Pong, une pizzeria de Washington. Il pointe un fusil d'assaut sur un employé et tire, sans faire de blessé. Il affirme être venu enquêter sur le "Pizzagate", un pseudo-scandale à propos d'un réseau de prostitution pédophile dont aurait fait partie Hillary Clinton.

11 janvier 2017 — Conférence de presse de Donald Trump.

Le nouveau président s'en prend à un journaliste de **CNN**, qu'il accuse de produire de "fausses informations" ("You're fake news!"). La chaîne de télévision avait révélé l'existence de notes potentiellement embarrassantes pour Trump. C'est l'aboutissement d'un processus de reprise du terme par les conservateurs.

INFORMATION

25 ← Il avait décroché son diplôme du Davidson College de l'université de Caroline du Nord au mois de mai précédent, et devait trouver le moyen d'assurer sa subsistance. "J'ai consacré cet argent à rembourser mes prêts étudiants et à payer ma voiture et mon loyer", précise-t-il.

Au moment où il lançait sa fausse information sur la fraude aux bulletins électoraux, il s'était déjà assuré un modeste succès avec un autre article : "Pour Hillary Clinton c'est le racisme qui est responsable de la mort du gorille du zoo de Cincinnati", écrit à propos de la triste mort d'Harambe, le gorille abattu après qu'il eut saisi un garçonnet qui visitait le zoo. Par la suite, il allait proposer d'autres articles croustillants à ses lecteurs crédules : "Le NYPD envisage d'inculper Bill Clinton pour agression sexuelle sur mineure" ou "Hillary Clinton dépose une demande de divorce auprès des tribunaux new-yorkais". Huit de ses articles eurent l'honneur d'être explicitement démontés par le site Snopes.com, qui combat la propagation de fausses nouvelles, mais aucun ne rencontra un écho aussi puissant que la fable sur la tentative de fraude électorale.

"Tous des menteurs". Donald J. Trump s'est servi d'affirmations mensongères pour attaquer ses adversaires politiques, mettre en doute la légitimité de l'administration Obama et saper la confiance du public dans les médias d'information. C'est exactement l'intuition qu'a eue M. Harris, et qu'il a utilisée, dit-il, pour édifier son éphémère business, à savoir que les gens attendent qu'on leur fournisse des preuves, aussi invraisemblables soient-elles, capables de conforter leurs convictions. "Au début, ça m'a un peu choqué - les retours que je recevais", dit-il. "La façon dont les gens se laissent facilement convaincre, c'était presque comme une expérience sociologique", ajoute M. Harris, qui est diplômé en science politique et économie.

À la fin octobre, alors que son entreprise approchait inévitablement de son terme, M. Harris demanda une estimation financière de son domaine, qui, à cette époque, figurait parmi les 20 000 sites les plus fréquentés du web. Un évaluateur lui écrivit que, vu le trafic qu'il générerait, il pourrait probablement le vendre pour un montant compris entre 115 000 et 125 000 dollars. Mais M. Harris commit une erreur coûteuse : il décida d'attendre. Quelques jours après le scrutin, après avoir été dénoncé pour avoir permis de rendre rentable la propagation de fausses nouvelles, Google annonça qu'il ne placerait plus de publicités sur les sites diffusant des informations manifestement fabriquées.

Quelques jours plus tard, lorsque M. Harris se rendit sur son site, les publicités avaient disparu. Il recontacta l'évaluateur, qui lui annonça que son site ne valait quasiment plus rien. Quand on lui demande s'il éprouve de la culpabilité pour avoir répandu des mensonges à propos d'une candidate à la présidence, M. Harris prend l'air songeur. Puis il se réfugie derrière l'explication selon laquelle la politique étant par nature le domaine des exagérations, des demi-vérités et des francs bobards, sa contribution n'avait été finalement qu'une goutte d'eau dans un océan. "Quasiment rien de ce qu'affirme un candidat ou une campagne n'est complètement vrai", dit-il.

— **Scott Shane**

Publié le 18 janvier

La Russie posséderait une sextape de Trump



Les mensonges qui arrangent

Les médias comme **BuzzFeed** fustigent les fausses informations qui, selon eux, auraient sapé la campagne démocrate. Mais ils colportent des rumeurs tout aussi bidon sur Donald Trump.

— **Spiked** Londres

S'il y avait un prix du "deux poids, deux mesures", les intellos qui craignent Trump et sont hostiles au Brexit le gagneraient haut la main. Depuis des mois, ils s'inquiètent de la circulation de "fausses informations" et se moquent des petites gens qui croient aux mensonges du premier démagogue venu leur promettant une vie plus facile et sans migrants. Pourtant, aujourd'hui, ces mêmes intellos publient et partagent un document qui n'a pas été vérifié, dont la source demeure inconnue, et qui renferme des allégations non prouvées et des histoires à dormir debout. Mais ils ne voient rien de mal à colporter ces rumeurs, car leur cible est Trump et que nous détestons tous Trump.

BuzzFeed s'attaque depuis des mois à l'entrée de la société occidentale dans l'ère de la postvérité. En décembre, il a reproché au Congrès américain de ne pas s'être élevé contre les fausses informations, ni d'avoir réagi "aux théories conspirationnistes qui ont essaimé pendant la campagne présidentielle" et à toute "la désinformation et la propagande" dont Hillary Clinton a fait l'objet. Pourtant, ce mois-ci, il a publié ce qui mériterait

amplement d'être qualifié de "désinformation" et de "propagande", ou en tout cas d'"allégations totalement infondées" : le rapport des services de renseignement qui affirme que Trump entretient des liens étroits avec la Russie et qu'il a payé des prostituées pour qu'elles urinent sur un lit antérieurement occupé par le couple Obama.

Oui, il s'agit du dossier, monté, dit-on, par un ancien agent du renseignement britannique – et les espions britanniques ne mentent jamais, n'est-ce pas – qui affirme que Trump a des "liens étroits" avec la Russie. Une allégation, en particulier, a retenu l'attention du monde entier : l'affirmation selon laquelle Trump déteste tellement les Obama qu'il est descendu dans un hôtel de Moscou où ils avaient séjourné et a invité des prostituées russes à uriner

sur le lit dans lequel ils avaient dormi. Tout cela sous l'œil des caméras installées par les services de renseignement russes, qui, ensuite, ont fait chanter Trump en lui disant en substance : "Fais ce qu'on te dit, détruis les États-Unis pour nous, sinon ta soirée 'arrosée' avec des prostituées sera divulguée." Quand on croit ça, on peut croire n'importe quoi. Cette rumeur se nourrit d'une théorie du complot de plus en plus répandue au sein de la gauche libérale, selon laquelle Trump serait en

↑ *Dessin de Vincent L'Épée paru dans L'Express, Neuchâtel.*

↓ *Dessin de Schot, Pays-Bas.*



fait un candidat sous influence, une marionnette de Poutine qui agirait sur ordre de son maître. Les pro-Hillary et les pro-Union européenne (UE) sont si déstabilisés qu'ils sont prêts à se lancer dans un maccarthysme de gauche, en soutenant l'idée que la Russie tient Trump sous sa coupe et en accueillant à bras ouverts tous les dossiers – quel que soit leur manque de véracité – qui les confortent dans leur idée qu'ils n'ont pas perdu, que l'UE n'est pas un échec et qu'Hillary n'était pas nulle, mais que des maîtres chanteurs russes se sont introduits dans nos ordinateurs et dans nos cerveaux pour tout détruire.

L'esprit partisan. Bien sûr, on aurait dû se demander si la Russie avait bien piraté les courriels du Parti démocrate et quand elle l'avait fait. Mais on était déjà loin de tout ça, dans l'univers de la théorie du complot où l'on est convaincu qu'une terrible force étrangère contrôle notre politique, notre société et nos concitoyens – mais pas nous-mêmes, car on est ultra-intelligents –, et où l'on s'accroche désespérément à toute allégation ou histoire confirmant nos idées les plus folles.

Il y a quinze ans, le "dossier douteux" monté par Tony Blair pour justifier l'invasion de l'Irak a agité les médias. Ils y voyaient un recueil de faits invérifiables, venant de sources anonymes ou peu fiables. En 2017, la situation a radicalement changé, au point que des médias se félicitent désormais de publier leurs propres dossiers douteux. Ils s'exonèrent des règles de scepticisme, se dispensent de leur travail de vérification et abandonnent toute objectivité pour propager des rumeurs et faire parler les gens. *BuzzFeed* s'est conduit non pas comme un site d'information sérieux, mais comme ces colporteurs de rumeurs des temps anciens, qui racontaient des histoires et partageaient des documents sur des gens qu'ils n'aimaient pas – sorcières, évêques, juifs – pour attiser la haine contre eux. Les médias traditionnels qui n'ont pas publié le dossier ne sont pas innocents pour autant : beaucoup d'entre eux se réjouissent en secret que *BuzzFeed* ait accompli ce que leur principe d'objectivité leur interdit de faire, car, maintenant, ils peuvent reproduire ces histoires et se joindre à la campagne diffamatoire.

On vit aujourd'hui une situation où des médias traditionnels invitent Facebook à sanctionner les gens qui publient des liens vers des articles disant que les "conseillers d'Hillary ont monté un réseau pédophile dans une pizzeria", mais laissent se propager des rumeurs affirmant que "Trump s'est rendu à Moscou pour demander à des prostituées d'uriner sur l'oreiller de Michelle Obama". Si je comprends bien, les informations ne sont bidon que quand elles concernent les adversaires de Trump.

L'objectivité s'étant volatilisée, la vérité et la véracité n'arrivent qu'en deuxième position, très loin derrière l'esprit partisan. Et cela vaut pour tous les camps. Aujourd'hui, beaucoup laissent leur haine de Trump l'emporter sur l'obligation de recueillir des faits et de douter de services de renseignement qui cherchent à imposer un ordre du jour politique. Dans leurs efforts désespérés pour empêcher le président élu de saper les valeurs libérales occidentales, les libéraux occidentaux détruisent eux-mêmes ces valeurs.

— **Brendan O'Neill**
Publié le 11 janvier

États-Unis

ET MAINTENANT LES FAITS ALTERNATIFS...

Des "faits alternatifs" (*alternative facts*). C'est le nouveau concept invoqué pour défendre les affirmations de Sean Spicer, le porte-parole de la Maison-Blanche. Lors de son tout premier point de presse le 21 janvier, Spicer a soutenu que la foule présente à Washington pour l'investiture de Donald Trump était "la plus large audience à avoir jamais assisté à une investiture". Pourtant, les médias estiment à 250 000 personnes le rassemblement du 20 janvier, bien loin des 1,8 million présents à l'investiture de Barack Obama en 2009. Lors d'une visite à la CIA le 21 janvier, Donald Trump lui-même a avancé des chiffres de "1 à 1,5 million", tout en accusant les membres des médias d'être "les êtres humains les plus malhonnêtes sur terre". Invitée à la télévision le lendemain pour commenter les "mensonges" de Spicer, Kellyanne Conway, directrice de campagne du président et désormais sa conseillère, a rétorqué : "Vous dites que c'est un mensonge mais le porte-parole a présenté des 'faits alternatifs'." L'expression a aussitôt enflammé les réseaux sociaux.

Vu d'Italie

Les bobards de la Toile... et ceux des médias

●●● Des agences nationales chargées de lutter contre l'intox qui circule sur Internet ? En entendant cette proposition du président de l'Autorité italienne de la concurrence, Beppe Grillo, leader du Mouvement 5 étoiles (M5S), s'est étonné. "Et tous les bobards qui paraissent chaque jour dans les journaux et les journaux télé, qui s'en occupent ?" Sur son blog, qui sert de plateforme au mouvement, il a invoqué, à la place, la création d'un "jury populaire", composé de "citoyens tirés au sort" et chargés de "déterminer la véracité des informations publiées par les médias". La proposition a suscité une levée de boucliers dans la presse. Les uns accusant Grillo de fascisme, les autres rappelant les *hoax* dont il s'est lui-même fait écho. Cette idée est typique du M5S et de son aversion pour les intermédiaires, estime de son côté un editorialiste de **La Repubblica**. Selon cette formation, au positionnement ambigu et au ton volontiers populiste, les citoyens doivent se représenter eux-mêmes (ils sont souvent appelés à voter sur le blog) et s'informer par leurs propres moyens. Or l'émergence de ce type d'opinion "nous en dit long sur la gravité de la crise de la représentation politique, mais aussi sur la révolution du web, qui a fait naître l'idée qu'Internet était une sorte de moteur magique capable de réaliser le mythe de l'autoreprésentation". "Personnellement, je suis trop paresseux pour m'autoreprésenter", commente le journaliste de *La Repubblica*. Chacun doit faire son métier. "Si j'ai une canalisation qui saute, j'appelle le plombier ; pour me forger une opinion, je me tourne vers les journaux, la télé et les voix que je juge intéressantes en ligne. Pas parce que je considère que tous les plombiers, les journalistes et les blogueurs sont compétents, mais parce que j'estime qu'une société saine se fonde sur la confiance dans les compétences et les opinions des autres. En très bref : parce que je sais que j'ai besoin des autres."

Vu de Rép. tchèque

Polémique contre le "ministère de la Vérité"

●●● "Pourquoi le Centre contre le terrorisme et les menaces hybrides et la propagande est-il si gênant ?" s'interroge **Respekt**, une semaine après le lancement d'un nouvel organe

du ministère de l'Intérieur censé lutter contre la désinformation sur Internet par le biais d'une vérification (*fact-checking*) méticuleuse. Qualifié de "ministère de la Vérité", le centre est ardemment critiqué par certains milieux politiques, notamment par le président prusse Milos Zeman. Pour l'hebdomadaire de Prague, la propagande, représentée en République tchèque par une quarantaine de sites d'information alternatifs, est l'"arme la plus puissante du président russe Vladimir Poutine [...] qui tente de dépeindre l'Ouest comme faible et impuissant, et d'affaiblir les positions des gouvernements et politiciens importuns". C'est pour cette raison que "le lancement du centre est une réaction adéquate à la situation dans le monde, et qu'il a aussi une valeur symbolique en montrant qu'on ne veut pas devenir une cible facile. Néanmoins, ce message n'est pas destiné uniquement à nos ennemis mais aussi à nos alliés, qui commencent à douter de nous", écrit **Respekt**, faisant allusion au sentiment antieuropéen qui se répand à travers le paysage politique tchèque.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Retrouvez l'article d'Evgeny Morozov paru dans **The Guardian** : "Quand l'outrage occulte la vérité". Pour cet auteur américain, les *fake news* révèlent moins une crise de l'information qu'une crise de la démocratie. "Le problème, écrit ce spécialiste du numérique, ce ne sont pas les fausses infos, mais la vitesse et la facilité avec lesquelles elles sont disséminées, et si elles existent aujourd'hui, c'est principalement parce que le capitalisme numérique moderne rend extrêmement profitable la production et la circulation d'histoires fausses mais qui attirent les clics." Plus radicale, Margaret Sullivan propose purement et simplement dans le **Washington Post** d'en finir avec cette expression fourre-tout. "Cessons de parler de fausses informations !" écrit-elle. Aux États-Unis, le terme *fake news* a été repris par les conservateurs, qui l'ont instrumentalisé au point de lui faire perdre tout sens. Il est temps de le mettre au rebut, propose la chroniqueuse.

Facebook : qui contrôlera les contrôleurs ?

Le réseau social a annoncé le lancement d'un vaste programme de lutte contre la désinformation. Pour le site russe *Vzgliad*, proche du Kremlin, l'initiative compte plus de points négatifs que positifs.

—*Vzgliad* Moscou

D'après le communiqué officiel, lorsqu'une information sera signalée comme inexacte par un nombre donné d'utilisateurs, elle sera transmise par Facebook à des organismes indépendants pour vérification. Parmi ces derniers, on indique la chaîne *ABC News*, l'agence *Associated Press* ainsi que les sites *FactCheck.org*, *PolitiFact* et *Snopes*. La liste va probablement s'allonger. Cependant, il n'y aura pas de censure ni de suppression de posts : les *fake news* seront marquées comme "sujettes à caution" et reléguées plus bas dans le fil d'actualité. L'utilisateur pourra cliquer sur un lien pour avoir des précisions et, s'il veut partager une information de ce type, il pourra le faire mais recevra un avertissement supplémentaire.

Il y a toujours eu de la désinformation sur Facebook, comme il y a toujours eu des bobards dans la presse traditionnelle. Cette hystérie autour des *fake news* a commencé après la défaite d'Hillary Clinton à la présidentielle américaine. Rappelons que les démocrates sont prêts à désigner n'importe qui comme responsable de cet échec, sauf la candidate et son équipe. La version la plus en vogue est celle des hackers russes, mais on va jusqu'à affirmer que Vladimir Poutine en personne a dirigé cette "opération spéciale".

À l'époque où les utilisateurs ukrainiens de Facebook écrivaient que Vladimir Poutine, déguisé en policier, avait mené personnellement la répression des manifestations de Maïdan, les Russes rigolaient en pensant que seuls leurs voisins pouvaient se livrer à ce genre de choses. Il s'avère que les médias américains n'ont rien à leur envier. Or c'est à ces journalistes américains qui écrivent sur les hackers pilotés par Poutine que reviendra la tâche de vérifier la véracité des informations des autres.

En somme, le seul point positif du projet, c'est que Facebook a renoncé à supprimer ces informations. Les utilisateurs russes savent mieux que quiconque comment des profils peuvent être bannis sous des prétextes fumeux. Une simple utilisation du mot *khokhol* [qui signifie "houpe", mais qui est aussi le surnom donné aux Ukrainiens par les Russes, à cause de la coiffure traditionnelle des Cosaques] donne droit à un bannissement d'un mois pour insulte au peuple ukrainien, et une citation de la littérature russe classique peut provoquer la fermeture définitive d'un compte. Même en veillant à ne pas utiliser de mots formés à partir de *khokhol* et à ne pas parler de politique, on peut se voir banni à la suite d'une attaque planifiée de bots qui génèrent des signalements de spams ou de contenus inappropriés contre votre compte.

Opposants. En dehors de ce point positif donc, il n'y a pas de quoi se réjouir. Parce que ce futur système d'analyse de l'information servira à lutter contre les opposants politiques, à l'exemple du système actuel de lutte contre les contenus pornographiques et xénophobes, ou du système de défense des droits d'auteur. Les gens vont inévitablement signaler comme fausses les informations avec lesquelles ils ne seront pas d'accord. Après la campagne électorale américaine, difficile de croire qu'*ABC News*, *Associated Press* et consorts sauront se montrer impartiaux. Quant au segment russe de Facebook, on se demande vraiment qui pourrait être chargé des vérifications. Si le choix se porte sur les médias officiels, on criera à la propagande du Kremlin. À l'inverse, avec les médias d'opposition, toutes les bonnes nouvelles sur la Russie seront taxées de désinformation.

Les médias traditionnels ont justement été conçus pour faire barrage aux *fake news*. C'est à cette fin que sont payés les rédacteurs chargés de remonter aux sources, de les croiser et de



↑ Dessin de Ruben, Pays-Bas.

↘ Dessin de Schot, Pays-Bas.

décider si une information mérite d'être publiée. Et ceux qui laissent passer trop d'infos bidon dans la course aux clics perdent inmanquablement la confiance des lecteurs. Mais pour celui qui se fie aux infos publiées sur Internet sans se préoccuper de la source, aucun filtre ne sera d'un grand secours, quand bien même tous les journalistes du monde se consacraient uniquement à la vérification des messages sur Facebook. Parce que lorsqu'on est prêt à croire une info lue sur un site sorti de nulle part, on croira aussi bien un SMS anonyme, un tag ou un tract non signé.

Les accusations des partisans de Clinton selon lesquelles Trump aurait gagné précisément grâce à la désinformation sur Facebook sont absolument infondées, tout comme celles visant Poutine, les hackers, les Martiens ou le champ magnétique terrestre. La seule chose utile que pourrait faire Facebook pour limiter la propagation des *fake news* serait d'afficher lors de tout partage un message disant : "Connaissez-vous ce site (cet utilisateur) depuis longtemps ? Êtes-vous sûr que les informations qu'il publie sont fiables ?" Même si cela n'aurait probablement pas l'effet escompté, puisque les gens croient ce qu'ils veulent croire.

D'ailleurs, j'aimerais souligner que, fort heureusement, on ne voit presque plus sur Facebook et dans Vkontakte [premier réseau social russe] ces vagues de partage du type "Un refuge pour chiens a besoin en urgence de sang du groupe 5", qui constituaient 99 % des *fakes*. Cela s'est fait naturellement, sans l'intervention de journalistes ou d'administrateurs. Simplement, les utilisateurs ont compris qu'ils avaient l'air idiots et pitoyables en repostant sans réfléchir. Et c'est ce qui arrivera aussi aux fausses informations, même si les amateurs de manipulations de masse ne manqueront pas d'innover en la matière d'ici là.

—Anton Krilov

Publié le 16 décembre 2016

Mark Zuckerberg et son "projet journalisme"

●●● Le Facebook Journalism Project a été annoncé le 11 janvier par la société de Mark Zuckerberg. Il s'agit d'"un effort pour mieux mettre en valeur le journalisme, alors que Facebook doit faire face aux critiques pour son rôle dans la propagation de fausses informations [durant la campagne américaine]", note le *Financial Times*. Facebook est accusé d'avoir laissé circuler des informations bidon sur les candidats à la Maison-Blanche, qui ont pu influencer un certain nombre d'électeurs. Mark Zuckerberg a fini par reconnaître à la fin décembre que le réseau joue un rôle dans la manière dont les informations sont diffusées. Avec son Journalism Project, Facebook veut travailler de manière plus étroite avec les rédactions partenaires

— comme *Bild*, *BuzzFeed*, *El País* ou *The Washington Post* — et sensibiliser les utilisateurs à l'analyse de l'information. Facebook propose également aux journalistes des outils, comme les *instant articles* publiés directement sur la plateforme. Enfin, le réseau social compte travailler avec des organisations tierces de vérification de faits (*fact checking*). Cette initiative sera d'abord testée en Allemagne avec pour partenaire le Centre de recherche Correctiv de Berlin. Correctiv aura pour tâche, résume la *Süddeutsche Zeitung*, de "vérifier des contenus signalés par les utilisateurs et, le cas échéant, de les estampiller 'douteux'." La menace de voir les fausses informations polluer les élections allemandes en 2017 inquiète fortement Berlin.



Macédoine. Ces gamins qui ont boosté Trump

Pour se faire de l'argent sur Google, des jeunes de Veles, une ville désindustrialisée du centre du pays, ont fabriqué des fausses infos.

—**Globus** (extraits) Zagreb

C'est Trump qui vous amène ? me demande le responsable d'un hôtel de Veles avec un sourire sibyllin. *Personne ne vous dira rien.* Depuis les premiers papiers de la presse mondiale sur les "pirates informatiques" de Veles et l'argent qu'ils ont empoché, l'omerta règne dans cette ville. La loi du silence impose de ne pas parler de Trump et du "rôle" joué par les jeunes de Veles dans l'élection du nouveau président américain. Ils sont devenus célèbres depuis que le portail américain BuzzFeed a signalé une forte concentration des sites web (plus de 150) dans cette bourgade pauvre de la Macédoine comptant à peine 50 000 âmes. La spécialité de tous ces sites : des *fake news* en rapport avec l'élection américaine.

Veles semble ignorer la transition : y échanger un billet de 100 euros relève de l'exploit. Il faut aller au casino. Les façades décrépies, les amoncellements de vieil électroménager à 50 mètres du centre-ville, les *tchevaptchitchis* [bâtonnets de viande hachée, spécialité balkanique] vendus à la pièce (10 denari, ou 0,16 euro) : voici la ville qui a "bousculé" la vie politique américaine !

L'ancien centre industriel ressemble aujourd'hui à un monument délaissé de l'auto-gestion. L'image apocalyptique postindustrielle de Veles – anciennement Titov, elle est la dernière ville de l'ex-Yougoslavie à avoir effacé de son nom la marque du maréchal, en 1996 – est complétée par les affiches électorales [pour les législatives de décembre 2016] mettant l'accent sur "les élections les plus importantes depuis l'indépendance de la Macédoine".

Les médias occidentaux ont dénoncé l'interférence des hackers de Veles dans l'élection américaine. Il convient toutefois de mettre le mot *hacker* entre guillemets. Les jeunes de la ville ont tout simplement compris que les annonces de Google (AdSense) étaient une mine d'or qui leur permettait de gagner de l'argent sans trop d'efforts.

Ils ont créé des sites en anglais dans le but d'y placer des infos sur Trump susceptibles d'avoir un maximum de clics aux États-Unis. Il ne restait qu'à attendre les virements de Google. Ils ne se sont pas cassé la tête pour savoir si cela allait avoir un quelconque impact sur l'élection.

On raconte que, pendant la campagne électorale américaine, certains jeunes ont gagné entre 50 000 et 60 000 euros. Google envoyait les ordres de virement qu'ils encaissaient à la banque. Faute d'une régulation transparente sur les transactions liées aux impôts, ils mettaient comme motif du virement "don d'une tante à l'étranger". Ou quelque chose d'un genre aussi créatif. La tante Google a envoyé l'argent à ses neveux macédoniens jusqu'à l'automne dernier. À Veles, tous connaissaient le "business" avec Google. Les queues qui se formaient certains jours devant les banques en disaient long...

Un jeune d'une trentaine d'années, l'air confiant, lunettes de soleil sur la tête en plein mois de décembre et téléphone portable dans la main, est venu au rendez-vous dans une belle voiture. "Salut, suivez ma voiture", nous dit-il par la fenêtre. Apparemment, il veut éviter qu'on le voie avec des journalistes. "Ceux qui parlent aux journalistes sont qualifiés de traîtres, nous confie-t-il. Ce sont les gamins qui ont 'chanté' pour se vanter des sommes qu'ils avaient gagnées. C'est exagéré, on n'a pas ramassé l'argent à la pelle, mais il y en a eu", admet-il.

Boulot facile. "Au début, tu as l'impression d'avoir trouvé une mine d'or, nous raconte-t-il. Tout a commencé au mois de mai, lorsque Trump a obtenu l'investiture républicaine. Veles est un bled... les bruits courent rapidement : une première personne a sauté sur l'occasion, et puis ça s'est propagé comme une épidémie. Il suffisait d'avoir quelques bases en web et en programmation pour y aller. C'est le boulot le plus facile du monde. Tu reprends un papier d'un portail américain et tu changes le titre. Souvent ça n'a rien à voir avec le texte, il faut mettre quelque chose qui accroche pour provoquer un maximum de clics."

Notre interlocuteur trouve exagéré de parler de centaines de sites créés à Veles. "Il y en avait entre 150 et 200, mais seuls une vingtaine de sites ont travaillé sérieusement. Il suffisait de publier un texte et de le faire circuler sur Facebook. C'était incroyable. Normalement, 10 dollars investis dans Facebook te rapportent 2 dollars sur les annonces de Google. Mais, avec Trump, 10 dollars nous en rapportaient 30."

"Les Américains ne sont pas comme nous, ils cliquent sur tout, poursuit-il. Pendant la campagne, les annonceurs discutaient le prix de leurs annonces. Chaque centime investi dans la campagne rapportait un joli bénéfice... jusqu'à ce que BuzzFeed s'en mêle. Un texte a suffi pour démolir le système. Dans la plupart des cas on nous a bloqué les comptes AdSense. Certains n'ont même pas eu le temps de facturer leurs services", ajoute-t-il, déçu.

"Lorsque Trump a gagné l'élection américaine on a commencé à chercher les raisons de sa victoire. Certains les ont trouvées dans la propagande véhiculée par Facebook. Comme quoi, on aurait contribué à la victoire de Trump, tu parles ! On disait en plaisantant qu'on aurait pu gagner davantage si Trump nous avait financés. On se fiche de Trump, on n'a pas de raisons particulières de l'aimer."

Pour le pirate informatique de Veles — "C'était juste histoire de se faire un peu d'argent."

—**Veljko Miladinovic**
Publié le 26 décembre 2016

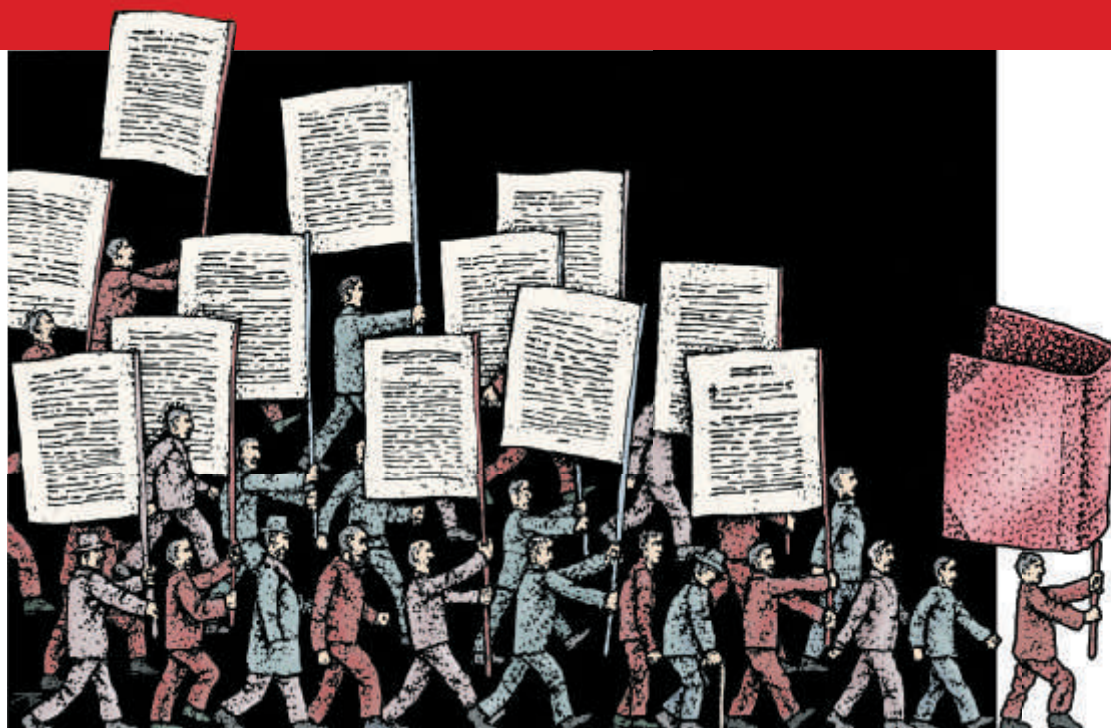
Vu d'Ukraine

En guerre contre l'intox de Moscou

●●● Dès le début de l'Euroévolution (novembre 2013), de fausses informations circulent parmi les Internauts russes et ukrainiens. Quand le conflit éclate dans le Donbass (avril 2014), l'intox gagne en puissance, accroissant encore les tensions entre Kiev et Moscou. Surtout après la destruction du vol MH17, abattu en juillet 2014 au-dessus de la zone de guerre.

"La Russie ment ouvertement et délibérément", déclare au quotidien **Den** Elliott Higgins, journaliste d'investigation britannique qui enquête depuis plus de deux ans sur l'implication russe dans le conflit. Enfants crucifiés et femmes assassinées par les soldats ukrainiens, prisonniers exécutés par les séparatistes, les fausses informations fusent des deux côtés du front. Le site ukrainien **StopFake.org** s'efforce de démêler le vrai du faux dans ce "brouillard de guerre". Preuve de l'importance stratégique prise par les "fausses infos", le site, un projet lancé en mars 2014 par des étudiants en journalisme ukrainiens "pour lutter contre la désinformation et la propagande", existe aujourd'hui en dix langues.





Les ferments des révolutions

Si leur ampleur actuelle est sans précédent, la circulation des fausses informations par voie de presse a déjà laissé des traces dans l'Histoire. Pour certains, elles ont fait tomber la monarchie française, et pourraient avoir raison de la république américaine, estime cet historien.

— **Los Angeles Times** Los Angeles

Nous vivons à l'ère de la postvérité. La fabuleuse indifférence qu'affiche le futur président Donald Trump envers des informations vérifiables, voire ce qu'il a lui-même déclaré, est le reflet de cette situation, que son attitude ne fait qu'aggraver. Le vaste réseau inextricable d'agrégateurs et de sites d'"information" qui diffusent des nouvelles douteuses joue un rôle tout aussi important. Car ces rumeurs sont ensuite amplifiées par les réseaux sociaux.

Ce phénomène n'est "nouveau" que dans la mesure où il est pire que par le passé, mais ses racines remontent loin dans l'Histoire, jusqu'à la France du XVIII^e siècle. Le siècle des Lumières est aujourd'hui encore salué pour avoir défendu la raison et le principe de la recherche empirique. Mais il a également servi d'incubateur au monde de la postvérité auquel nous sommes désormais confrontés. Pour la France de l'Ancien Régime, les conséquences ont été révolutionnaires. Il pourrait en aller de même pour nous.

Dans une série de livres qui ont fait date, l'historien Robert Darnton a reconstitué l'atmosphère de ce qu'il a appelé le "monde des écrivains parisiens", peuplé de besogneux et de plumitifs, qui, en butte au mépris des institutions sociales et politiques du Paris du XVIII^e siècle, ne rêvaient que de les saper. Et qui prirent à rebours la célèbre exhortation de Voltaire "Écrasez l'infâme". Plutôt que de l'écraser, ils le diffusaient.

Le libelle était l'arme de prédilection de ces desperados de l'écriture. Outil littéraire affûté à coups de sous-entendus et de mensonges, le libelle dépeignait les conseillers et les ministres du roi comme des bouffons non seulement incompetents, mais aussi cupides et obsédés par le sexe. Présentant des rumeurs comme des vérités, ces feuilles à scandales exploitaient l'angoisse et la colère qu'éprouvait un nombre croissant de Parisiens laissés pour compte.

Feuilles à scandale. Les lecteurs ne savaient pas que les libelles n'étaient guère fondés sur la réalité, ou bien ils ne s'en souciaient pas. Au sujet d'une collection de lettres apocryphes que l'on a dites écrites par M^{me} du Barry, maîtresse du roi Louis XV, un lecteur constata qu'elles "étaient d'autant plus vraies qu'elles avaient été inventées".

Un peu comme certains intervenants étrangers qui, agissant dans d'obscures enclaves russes ou macédoniennes, ont injecté de fausses informations dans notre dernière campagne électorale en date, les libelles du XVIII^e siècle étaient souvent distribués à l'étranger par des émigrés français. Des envoyés du roi de France se plaignirent en vain à la cour d'Angleterre de l'impunité avec laquelle des libellistes comme Charles Théveneau de Morande, de l'abri que leur offrait Londres, lançaient des rumeurs scandaleuses. (Le Parlement britannique résista aux tentatives de la couronne de faire taire Morande et d'autres, au nom de la liberté de la presse, et savourait le chaos que ces libelles provoquaient outre-Manche.) Selon Darnton, les libelles calomniaient "tout ce

↳ *Dessin de Vlahovic, Serbie.*

↓ *Dessin de Schot, Pays-Bas.*



qui était élevé et respectable, y compris la monarchie elle-même, avec une vulgarité que l'on peine à imaginer de nos jours". L'ennui est que Darnton a rédigé ces lignes il y a quarante ans. La vulgarité de Morande nous paraît curieusement fade dans un monde où une pizzeria de Washington est désignée comme le quartier général d'un réseau de pédophilie dirigé par nulle autre qu'une sinistre Hillary Clinton.

Mais si l'on ne trouve pas trace dans les archives françaises d'un quelconque roturier qui aurait cherché à pénétrer dans le Grand Trianon en brandissant un mousquet afin d'"enquêter par lui-même" sur les rumeurs concernant le roi, les libelles ont peut-être bel et bien influencé, pour ne pas dire incité, la foule qui prit d'assaut la Bastille – et son arsenal – en 1789. Ces feuilles à scandales, soulignait Darnton, touchaient leur public parce qu'elles réduisaient "des situations complexes à des conflits personnels". Les sujets essentiels, comme les réformes gouvernementales et fiscales proposées par le ministre Maupeou, qui auraient peut-être pu éviter à la France de basculer dans la Révolution, n'intéressaient pas les lecteurs de Morande. Au lieu de cela, comme les autres producteurs de fausses informations de son temps, il avait compris que ce qui comptait, c'était la personne de Maupeou, quelqu'un qu'ils pouvaient présenter comme un imbécile et un menteur.

"Créer" la réalité. Un libelle (*Mémoires secrets et inédits de M^{me} la comtesse du Barry*) affirmait qu'un jour, alors que la favorite du roi M^{me} du Barry recevait des amis à dîner, un de ses serviteurs voulut découper un pâté, duquel jaillit un vol de hannetons, qui filèrent se réfugier dans la perruque de Maupeou. Le page, qui voulut simplement aider, arracha la perruque, dévoilant la calvitie du ministre. Si ces récits faisaient rire à la cour, les lecteurs, eux, s'interrogeaient sur les histrions et les idiots qui prétendaient les gouverner.

Sous Louis XVI, les libelles se firent plus cruels, en particulier ceux qui visaient Marie-Antoinette. Si la carrière et la personnalité de l'épouse du roi et celles d'Hillary Clinton n'ont rien en commun, les deux femmes ont été la cible de mensonges venimeux. Décrits par les historiens comme de la "pornographie politique", les libelles qui s'en prenaient à Marie-Antoinette brossaient de Versailles le tableau d'un antre du péché et de la transgression – un peu comme ces rumeurs qui se sont répandues sur la Toile et qui racontent qu'Hillary Clinton aurait fait assassiner Vince Foster, conseiller de la Maison-Blanche, après avoir eu une liaison avec lui.

En fin de compte, c'étaient les histoires personnelles, et non la politique, qui intéressaient le public, provoquaient la chute des régimes, faisaient et défaisaient la réalité même. Dans un entretien avec Ron Suskind en 2004, un proche conseiller du président George W. Bush – on considère généralement qu'il s'agissait de Karl Rove – aurait clamé à propos de son gouvernement, dans une réplique restée célèbre : "Nous sommes un empire, désormais, et quand nous agissons, nous créons notre propre réalité."

Dans la foulée, il avait balayé d'un revers de main "la communauté qui se fonde sur la réalité",

trans- versales. économie



Sciences 36
Signaux 37

Revenu universel : une vieille idée qui fait son chemin



FOCUS

Au cœur de la primaire de la gauche française, ce concept, expérimenté en Finlande sur un mode libéral, est discuté dans le monde entier.



Un enjeu de justice sociale

Ce système, théorisé depuis longtemps, permettrait de corriger la redistribution des revenus, estime l'économiste Guy Standing.

— **Business Insider** (extraits)
New York

En 2011, dans la préface de son livre *The Precariat: The New Dangerous Class* (Le précaire – La nouvelle classe dangereuse, éd. Bloomsbury, non traduit en français), l'économiste Guy Standing lançait une mise en garde.

Il décrivait l'émergence d'un précaire de plus en plus nombreux, oublié en Occident par des politiques qui, depuis les années 1970, favorisaient la concurrence promue par les marchés au détriment de la sécurité de l'emploi. Depuis des dizaines d'années, le salaire réel stagnait et l'emploi "flexible" devenait la norme, laissant à la dérive des millions d'individus, dans le monde entier, "sans aucune ancre de stabilité". Ces travailleurs précaires, écrivait encore Guy Standing, "sont enclins à écouter

de vilains discours et à se servir de leur bulletin de vote et de leur argent pour offrir un tremplin politique à ceux qui tiennent ces discours". Ce phénomène avait engendré un "embryon de monstre politique" et il fallait prendre des mesures "avant que ce monstre ne prenne vie".

Cinq ans plus tard, "ce monstre est parmi nous", constate aujourd'hui l'économiste. Le précaire "écoute le chant des sirènes du populisme néofasciste, interprété actuellement par Donald Trump". Ce sont des refrains du même genre qui ont poussé les Britanniques à voter en faveur de leur sortie de l'Union européenne et qui alimentent la montée des populistes d'extrême droite en Europe, comme Marine Le Pen et Geert Wilders [aux Pays-Bas].

Combat solitaire. Mais Guy Standing, qui enseigne aujourd'hui à l'École des études orientales et africaines [de l'université de Londres], pense avoir une solution, au moins partielle. Il a fondé en 1986 le Réseau mondial pour un revenu de base, l'une des toutes premières organisations à proposer le revenu universel sous sa forme moderne. L'idée est simple : une dotation régulière de l'État à tous les adultes, quelle que soit leur situation (certaines variantes incluent les enfants). Longtemps, rappelle Guy Standing, tous les partisans de cette idée ont été jugés "fous", et la défendre était "un combat bien solitaire". Mais ce n'est plus le cas.

L'économiste déroule trois grands arguments en faveur du revenu de base. D'abord, c'est un enjeu de justice sociale. "Les gens comme moi en réfèrent à Thomas Paine, qui estimait que la terre était un bien commun, que les richesses créées au fil des générations devaient dans une certaine mesure être redistribuées et que chacun devrait avoir droit à un dividende social." (En 1795, l'intellectuel franco-américain préconisait une "dotation citoyenne" qui serait versée à chaque personne en compensation pour la "perte de son héritage naturel causée par l'introduction de la propriété foncière".)

Ensuite, le revenu de base "augmenterait la liberté individuelle et donnerait à chacun plus d'emprise sur son existence". Enfin, poursuit l'économiste, "nous vivons à une époque marquée par une insécurité chronique et des inégalités grandissantes. Dans ce contexte, nous avons besoin de nouveaux mécanismes de redistribution qui offrent un sentiment de sécurité aux individus."

Deux arguments sont avancés par les opposants au revenu universel. Le premier est son coût. Prenons les États-Unis. Au recensement de 2013, le pays comptait

242 millions de personnes adultes. Si chacune percevait un revenu de base de 10 000 dollars [environ 9 400 euros] par an, comme le politologue libertarien Charles Murray le propose, le dispositif coûterait chaque année 2 420 milliards de dollars, soit trois fois le montant des dépenses sociales de l'État. Mais selon Guy Standing, l'argument financier est "très facile à réfuter". D'abord parce que le revenu universel se substituerait à toute une série de dépenses publiques, notamment les allocations sous conditions de ressources et "les innombrables aides dégressives" en vigueur aussi bien dans les pays riches que dans les économies en développement. Leur disparition compenserait une partie de la nouvelle dépense. Deuxièmement, il faudrait sans doute augmenter les impôts.

Fonds souverains. Mais Guy Standing place tous ses espoirs dans une troisième méthode : la création de fonds souverains, comme l'Alaska Permanent Fund. Créé en 1976 et alimenté principalement par les recettes pétrolières, il permet de verser chaque année à tous les résidents [enfants compris] un revenu de base. [Ce dividende aurait dû être de 2 052 dollars pour 2016, mais il a été divisé par deux par le gouverneur de l'Alaska, qui souhaite utiliser cet argent pour réduire le déficit budgétaire de l'État.] L'économiste évoque également le fonds souverain de la Norvège [le Fonds de pension gouvernemental global, dont

En 1795, Thomas Paine préconisait une "dotation citoyenne" compensatoire versée à chaque personne.

↳ Dessin de Cost paru dans **Le Soir**, Bruxelles.



sont soumises à des conditions de ressources ; elles sont destinées aux pauvres. Et elles ont pour caractéristique de créer une 'trappe à pauvreté'. En effet, quelqu'un qui passe d'allocations faibles à un emploi à bas salaire subit un taux marginal d'imposition de plus de 80 %." Si les gens perdent leurs allocations en acceptant un travail peu rémunéré, leur revenu global n'augmente guère.

Productivité. Standing affirme que c'est ce système qui décourage de travailler. "Le revenu de base assurerait un minimum à tout le monde, et au-delà, tous les revenus seraient imposés au taux standard. Cela inciterait davantage les gens à accepter des emplois à bas salaire." Les nombreux projets pilotes sur lesquels il a travaillé – notamment en Inde – confortent cette thèse, assure-t-il. Ils montrent que "les gens bénéficiant d'une sécurité minimale travaillent plus et non pas moins. Et ils sont plus productifs dans leur travail, pas moins."

"Pour moi, le revenu de base n'est pas la panacée, mais nous devons créer un nouveau système de redistribution des revenus", soutient-il. Aujourd'hui, Guy Standing est "réellement optimiste" quant à l'avenir du revenu de base. "Je ne sais pas quel pays va se lancer en premier. Mais à mon sens il n'y a aucune raison que nous ne l'ayons pas adopté d'ici dix ans – et peut-être avant."

—Thomas Colson
Publié le 5 janvier

Donnez-nous plutôt du travail

À gauche, à droite, chez les grands patrons et les bénéficiaires d'allocations, tout le monde aime le revenu universel. Mais il ne rendrait pas la société plus égalitaire.

—Süddeutsche Zeitung
(extraits) Munich

Si la révolution numérique était un conte, il y aurait de grandes chances pour qu'il se termine par une phrase du type : "Et tous les hommes et les femmes eurent droit au revenu universel et vécurent heureux en compagnie des robots jusqu'à la fin de leurs jours." L'auteur du conte importerait peu, car la question d'un revenu forfaitaire fixé par l'État appartient désormais au débat sur l'avenir du marché de l'emploi comme le beurre appartient à la table

du petit déjeuner. Que ce soit à gauche ou à droite de l'éventail politique, dans la Silicon Valley ou à Berlin, chez les grands patrons comme le PDG de Siemens Joe Kaeser, chez des entrepreneurs comme le fondateur de [la chaîne de drogueries allemande] DM Götz Werner, chez des universitaires comme l'ancien ministre du Travail américain Robert Reich ou chez des pourfendeurs de la loi Hartz IV [instaurée en 2005 en Allemagne, elle réduit la durée d'indemnisation du chômage et oblige les demandeurs d'emploi à accepter les offres de travail qu'on leur propose] : partout, le projet d'un revenu universel, versé sans condition, est jugé réalisable – quand il ne passe pas pour le seul moyen d'adapter le système de protection sociale de Bismarck à l'avenir numérique.

Quiconque en doute s'expose à une avalanche de remarques désobligeantes. Ce simple fait devrait d'ailleurs éveiller les soupçons. Car la politique qui ne fait de tort à personne n'existe que dans les contes – et encore. Mais il y a plus inquiétant : ce qui ressemble de prime abord à une voie possible vers une société plus égalitaire pourrait bien déboucher sur l'inverse, une société divisée entre ceux d'en haut et ceux d'en bas, clivée comme dans les → 34

l'objectif est de préparer l'après-pétrole en épargnant pour les générations futures].

Quant aux pays dépourvus de recettes pétrolières, ajoute Guy Standing, ils pourraient utiliser d'autres sources de revenus. Le sujet de son dernier livre, *The Corruption of Capitalism* [La corruption du capitalisme, éd. Biteback, 2016, non traduit en français], est la classe des rentiers. Il épingle ces riches, de plus en plus nombreux, qui vivent de rentes liées à la propriété – y compris les copyrights et les brevets – et aux investissements. Ce qui d'après lui est une cause fondamentale des inégalités croissantes entre les riches et les pauvres dans les pays de l'OCDE. Guy Standing a développé ses idées sur le site communautaire Reddit il y a deux ans. "L'année dernière [2013], pour la première fois, précisait-il, plus de deux millions de nouveaux brevets ont été enregistrés, assurant chacun un flux de rentes qui dure en moyenne vingt ans." Selon lui, les États pourraient utiliser ces flux de rentes pour créer des fonds d'investissement, lesquels pourraient être complétés par les recettes provenant de l'extraction de ressources naturelles, y compris via des techniques comme la fracturation hydraulique.

Le deuxième argument avancé par les détracteurs du revenu universel est qu'il dissuaderait les gens de travailler. "C'est ridicule, répond Guy Standing, dans tous les pays industrialisés, les allocations



DANS NOS ARCHIVES

courrierinternational.com

Courrier international avait consacré un dossier au revenu universel de base dans son numéro 1335 (2 juin 2016), à la veille du référendum organisé en Suisse sur le sujet. Vous pourrez ainsi relire, sur notre site, "L'entrepreneur qui veut offrir un revenu à chacun", un portrait dressé par **Le Temps**, du Bâlois Daniel Häni, l'un des promoteurs du projet. Dans "Ne nous laissons pas bernier", publié par **The Guardian**, l'essayiste américain Ben Tarnoff réfute l'argumentation des patrons de la Silicon Valley, qui voient dans le revenu de base une manière d'amortir les effets néfastes de l'automatisation sur l'emploi. Quant au **Financial Times**, ("Le revenu universel de base, une fausse bonne idée"), il estime que ce dispositif serait bien moins généreux ou bien plus coûteux que le système actuel.

Le Monde | LOBS | Télérama | Courrier international
présentent

LE SALON DES MASTERS & MASTÈRES SPÉCIALISÉS

SAMEDI 28 JANVIER 2017
10h - 18h

LES DOCKS - CITÉ DE LA MODE ET DU DESIGN
34 QUAI D'AUSTERLITZ - PARIS

ENTRÉE GRATUITE



INSCRIPTION SUR: SALONDESMASTERS.COM

SAMS
LE SALON DES MASTERS
& MASTÈRES SPÉCIALISÉS

REJOIGNEZ-NOUS SUR



↳ Dessin de Vincent L'Épée paru dans L'Express, Neuchâtel.

33 ← siècles passés, à l'époque où il n'existait guère de degrés intermédiaires entre la noblesse et les indigents, et où l'ascension sociale était une vue de l'esprit.

Mais, alors, pourquoi cette idée séduit-elle des catégories aussi diverses ? On comprend aisément que les bénéficiaires d'une allocation chômage ou de toute autre forme de prestation sociale souhaitent son avènement. Car s'il faut aujourd'hui montrer patte blanche pour avoir droit aux aides de l'État, cette obligation disparaîtrait alors, et avec elle une montagne de paperasses. Plus personne n'aurait l'impression de quémander, de dévoiler sa situation financière devant de parfaits étrangers. Ce revenu forfaitaire, versé sans condition, serait indépendant de l'activité et de la situation.

Personne n'aurait plus à accepter des emplois précaires payés une misère pour subvenir aux besoins de sa famille. Les entreprises en manque de main-d'œuvre seraient obligées de payer décemment leurs salariés. Le paradis, songeront peut-être ceux qui occupent à l'heure actuelle des emplois pénibles ou abrutissants, ceux qui exercent des activités épanouissantes mais payées au lance-pierre ou ceux encore qui travaillent pour la gloire parce qu'ils élèvent leurs enfants, s'occupent d'un membre de leur famille ou pratiquent le bénévolat.

Mais voilà, ce paradis pourrait bien être un piège. Car le revenu universel cimenterait la stratification sociale en ôtant toute envie aux gens de sortir de l'assistanat à la force du poignet, d'essayer quelque chose, de monter un projet, de se former, de lutter pour que leurs enfants aient un avenir meilleur. Pourquoi se décarcasser quand on peut se contenter de vivre chichement ?

Bureaucratie. À droite, le concept fait surtout le jeu des libertaires qui veulent mettre à bas l'État providence. En accordant à tout le monde un revenu forfaitaire sans étudier chaque situation au cas par cas, on s'affranchit de toute la bureaucratie qui va avec les aides sociales, argumentent-ils. L'État et sa marge de manœuvre seraient alors réduits au minimum. Mais cela voudrait aussi dire que l'État serait absent en cas d'urgence. Malheur alors à celui qui tomberait gravement malade. Le revenu universel garantit une prise en charge minimale. En cas de grave pépin, il n'y a plus de filet de sécurité.

Pour les dirigeants d'entreprise, le revenu universel serait une manière bien pratique de se défaire de leurs responsabilités vis-à-vis de leur personnel. Jusqu'alors, la division du travail fonctionnait comme suit : l'État finançait les écoles et les universités, et fournissait des adultes à peu près bien formés aux entreprises. Or, dans un monde où le progrès technologique est permanent et une capacité d'adaptation rapide nécessaire, les entreprises ont un rôle plus important à jouer. Elles doivent former leurs employés en continu, et cet apprentissage tout au long de la vie se déroule au sein même

Revenu de base inconditionnel : inimaginable !



de l'entreprise, et non dans des structures publiques. C'est à la fois laborieux et coûteux, et cet argent pourrait être investi dans des machines ou dans une intelligence artificielle qui leur permettraient de se passer de main-d'œuvre humaine.

Si le revenu universel existait, ce type d'investissements se trouverait facilité. Il faut licencier des milliers de personnes ? Aucun problème, elles ont un matelas de sécurité. En définitive, un "salaire d'État" conduirait à supprimer beaucoup plus d'emplois beaucoup plus vite.

Pourquoi se décarcasser quand on peut se contenter de vivre chichement ?

Dans la Silicon Valley, le débat sur le revenu universel a pris pour deux raisons au moins. Évidemment, dans une région qui veut créer un monde meilleur, personne n'a envie d'être responsable du chômage de masse que prédisent la moitié des études sur la révolution numérique. Les millionnaires et milliardaires de la côte Ouest voient déjà sur le pas de leur porte à quoi ressemble la misère la plus noire. Aux États-Unis, il n'existe pas encore d'allocation de type Hartz IV, qui n'est rien d'autre après tout qu'un revenu universel assorti de conditions.

Les acteurs de la Silicon Valley craignent que leur modèle économique ne se fracasse contre le mur de la réalité. Car à quoi serviront leurs innombrables applications pour le shopping, les voyages et les sorties resto, dont le modèle commercial repose sur la génération de données pour les annonceurs, si leurs utilisateurs potentiels ne peuvent plus rien s'offrir ? Une société fondée sur la consommation a besoin de consommateurs.

Le débat sur le revenu universel séduit les politiques tant qu'ils n'ont pas à chiffrer le projet précisément. Et on n'y est pas encore, loin de là. Pour l'heure, on a l'impression que tout le monde serait gagnant. Pourtant, un jour ou l'autre, il faudra bien que quelqu'un

passe à la caisse. Politiquement, la casse se produira dans les catégories qui auront été les plus ponctionnées. Plus on voudra offrir de confort au citoyen et plus il faudra desserrer les cordons de la bourse. Or l'idée de ce que serait un montant raisonnable varie considérablement. En Suisse, les citoyens se sont prononcés (négativement) en juin sur un revenu mensuel de 2 500 francs suisses (2 260 euros) et la Finlande teste actuellement un montant forfaitaire de 560 euros.

Mais ce ne sont là que des jeux comptables. Il est bien plus important de parler d'emploi. Car, pour la plupart des gens, l'emploi est plus que la garantie d'un revenu mensuel. Le travail structure le quotidien, donne le sentiment d'être utile, de faire quelque chose qui a du sens. Au travail, on rencontre des gens, on échange des idées, on se crée un réseau. La santé et le fait d'occuper un emploi qui nous plaît sont les deux principaux facteurs de la qualité de vie, révèle l'Indicateur du vivre mieux publié par l'OCDE. Et cela ne changera pas de sitôt, même si la révolution numérique chamboule beaucoup de choses.

Au centre de toute politique sociale, il y a aussi l'idée d'aider les gens à se prendre en main. Si l'État doit garantir un minimum de protection pour les cas d'urgence ou pour les personnes âgées et financer la formation et les infrastructures, la conscience citoyenne naît de la possibilité de se hisser dans la société à la force du poignet.

Les rares expériences menées sur le revenu universel montrent que beaucoup de bénéficiaires n'arrêteraient pas de travailler mais se mettent plus souvent en quête d'un emploi plus épanouissant. Un chercheur plein d'arrogance affirmait dans un congrès que lui-même aimait son travail mais que la plupart des gens travaillaient sans plaisir. Or personne ne peut juger de ce que le travail signifie pour l'autre. Dans l'esprit de beaucoup

Les gens ne veulent pas seulement consommer – ils veulent avoir un emploi qui leur plaît et se sentir utiles.

de gens qui en débattent, le revenu universel est finalement un projet pour les autres, ceux d'en bas, dont ils ne savent sans doute pas grand-chose.

Autrement dit, tous ceux qui considèrent que cet outil permettrait de compenser les suppressions d'emplois ne devraient pas se leurrer : les gens ne veulent pas seulement consommer – ils veulent avoir un emploi qui leur plaît et se sentir utiles.

Épanouissement. Il y a quantité de volets passionnants dans le débat sur l'avenir du marché de l'emploi, et quantité de problèmes à résoudre : comment l'homme et la machine peuvent-ils collaborer efficacement, comment améliorer nos performances grâce à l'intelligence artificielle, comment s'épanouir davantage dans le travail ? Comment concilier intelligemment les tâches familiales et son gagne-pain tout au long de sa vie ? Comment conserver sa liberté individuelle dans un monde numérique où tout est connecté ? À quel code éthique les robots doivent-ils se conformer ? Et puis, qu'est-ce qu'une "bonne" politique sociale ?

Tous ces sujets réclament de faire marcher notre imagination, le conte de fées de la révolution numérique reste à écrire. Dans le débat sur le revenu universel, on a parfois l'impression que ceux-là mêmes qui seraient en mesure de façonner l'avenir ont capitulé devant lui.

—Alexandra Borchardt
Publié le 30 décembre 2016



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

À lire aussi, "**Finlande : une expérience pour les chômeurs**", un article du bimensuel suisse **Bilan**. Depuis le 1^{er} janvier, le revenu de base inconditionnel (RBI) est testé en Finlande, et "c'est un gouvernement de droite, engagé dans une politique d'austérité, qui est à l'origine de ce test", note le magazine. Deux mille chômeurs ont été désignés pour recevoir, en remplacement de leurs allocations chômage, 560 euros par mois. "Une somme insuffisante pour vivre, dans un pays où le revenu moyen s'établit à 2 200 euros". L'objectif est "d'économiser sur l'aide sociale en réduisant les prestations versées", et "d'inciter fortement les chômeurs à accepter des emplois, même sous-qualifiés ou à temps partiel, pour subvenir à leurs besoins", les revenus du travail s'ajoutant au RBI perçu.

PROFITEZ DE CETTE OFFRE EXCEPTIONNELLE !



Cette offre comprend :

- ▶ Les magazines livrés chez vous chaque semaine.
- ▶ La version numérique du magazine dès le mercredi soir.
- ▶ L'édition abonnés du site Internet avec tous ses contenus exclusifs.
- ▶ Les archives, soit plus de 100 000 articles.
- ▶ La possibilité de faire suivre votre magazine sur votre lieu de vacances.

1 AN
52 numéros

109 €

au lieu de ~~191,20 €*~~



43%
de remise*

Accès illimité
sur tous vos supports
numériques

OPTEZ POUR LE

prélèvement automatique

en toute liberté

simple, pratique et sans engagement

9 €
par mois

au lieu de ~~15,93 €*~~

et choisissez votre **CADEAU :**



→ **8 numéros gratuits** supplémentaires

Valeur du cadeau : 31,20 €

Je ne paie rien les 2 premiers mois.



→ **4 prochains hors-séries** à paraître

Valeur du cadeau : 34 €

Je reçois 4 hors-séries dans l'année.

Chacun décrypte la presse étrangère sur un thème choisi par notre rédaction : société, histoire, culture.
Une belle collection à conserver dans votre bibliothèque.

BON D'ABONNEMENT

A retourner accompagné de votre règlement ou de votre RIB à :

Courier international - Service abonnements - A 2100 - 62066 ARRAS CEDEX 9

RCO1700PBA369

Monsieur Madame

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

TÉLÉPHONE E-MAIL

Je souhaite recevoir des offres de Courier international : oui non

Je souhaite recevoir des offres des partenaires de Courier international : oui non

J'opte pour le prélèvement, je règle **9 €** par mois au lieu de ~~15,93 €*~~

Je remplis le mandat de prélèvement SEPA ci-dessous et je joins un RIB.

Je préfère régler en une seule fois, soit **109 €** au lieu de ~~191,20 €*~~.

Chèque bancaire à l'ordre de Courier international

Carte bancaire n° :

Expire fin : Cryptogramme :

Date et signature obligatoires

Et je choisis mon cadeau : **les 8 numéros supplémentaires** et je ne paie rien les 2 premiers mois **les 4 hors-séries à paraître**

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA

IMPORTANT :
Joignez votre RIB

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom :

Prénom :

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

Paiement répétitif

Fait à :

Signature obligatoire

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

IBAN - Numéro d'identification international du compte bancaire

BIC - Code international d'identification de votre banque

Organisme créancier :
Courier international
ICS : FR1ZZZ396542
80, boulevard Auguste-Blanqui
75013 Paris

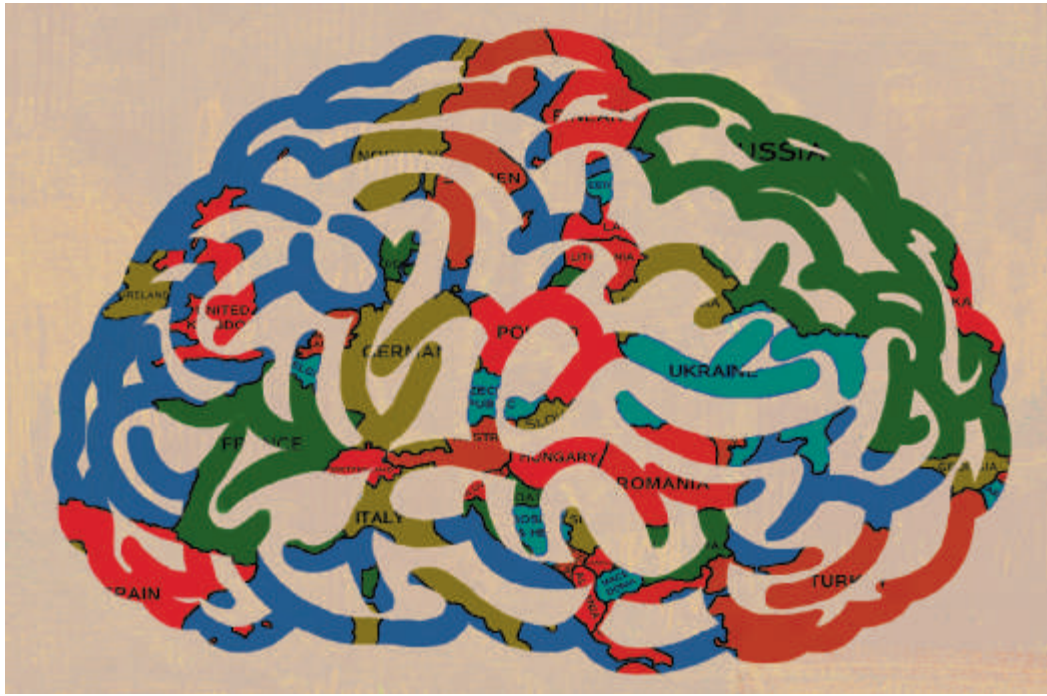
NOTE : Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

SCIENCES



Le multilinguisme, c'est la santé !

Neurologie. Parler plusieurs langues permettrait d'entraîner le cerveau, et ainsi de se prémunir contre la démence et de limiter les séquelles d'une attaque cérébrale, suggèrent des travaux relayés par cette professeure de pédagogie de l'anglais à l'Université libre de Berlin.



—Der Tagesspiegel
Berlin

Happy Kids”, “Les Poussinets germano-russes” : à Berlin, plusieurs *Kindergarten* [jardins d'enfants] s'adressent aux enfants en deux langues, allemand et anglais ou allemand et russe, par exemple. En effet, beaucoup de parents souhaitent que l'offre linguistique de leur jardin d'enfants propose, outre l'allemand, une première langue étrangère ou la langue d'origine de la famille. Le nombre de jardins d'enfants bilingues a triplé en Allemagne entre 2004 et 2014. Aujourd'hui, plus de la moitié des Européens seraient polyglottes, et les langues – dialectes compris, du reste – influent sur l'architecture du cerveau.

Pourtant, le multilinguisme n'a pas toujours été en odeur de sainteté, loin de là. Longtemps, on a cru que l'apprentissage de plusieurs langues empêchait le cerveau d'apprendre autre chose. On craignait même que le bilinguisme ne perturbe le développement

intellectuel. Une hypothèse qui est restée en vigueur jusque dans les années 1960.

Les mentalités ont fini par évoluer à la faveur d'une étude menée à Montréal, au Canada, où l'on parle à la fois anglais et français : les enfants bilingues obtenaient de meilleurs résultats aux tests d'intelligence que les monolingues. Depuis lors, quantité d'études ont été consacrées au multilinguisme, faisant apparaître que l'apprentissage d'une langue étrangère est un investissement qui se justifie pour toute une série de raisons ayant trait à l'éducation, mais aussi à la santé.

Certes, le multilinguisme ne va pas sans inconvénients. Les polyglottes ont un vocabulaire légèrement plus restreint dans chaque langue. Leur temps de réaction peut être légèrement plus long dans des situations de communication orale. Mais il s'agit le plus souvent de différences tout à fait minimes que l'on ne décèle pas, ou peu, dans

la vie de tous les jours. En s'intéressant à la manière dont le cerveau aborde les langues, on comprend d'où viennent ces effets secondaires. L'accès à une langue est plus laborieux dans un cerveau multilingue que dans un cerveau monolingue. Chaque fois que la langue doit être entendue ou parlée, le cerveau multilingue doit d'abord sélectionner la langue adéquate et l'activer tout en refoulant les autres langues.

Des années de recherches sur le multilinguisme permettent toutefois de conclure que ses avantages dépassent ses inconvénients. En lui posant un défi particulier, le multilinguisme oblige le cerveau à développer des fonctions dont d'autres domaines d'études pourront également tirer profit.

La coexistence de plusieurs langues dans le cerveau fait subir aux fonctions dites exécutives un entraînement particulièrement intensif. Ces fonctions comprennent notamment la capacité

à se concentrer sur une tâche en refoulant les sources de distraction. Les fonctions exécutives jouent énormément sur notre réussite dans l'accomplissement d'une tâche – à l'école, mais aussi dans les autres domaines de la vie –, d'où leur importance. Le fait que le multilinguisme permette de les entraîner efficacement est donc une bonne nouvelle.

Gaine. Le cerveau multilingue a une organisation bien particulière : il a besoin d'une architecture ad hoc dotée de circuits performants dans lesquels chaque langue trouve sa place. La transmission des données se doit d'être efficace et vélocité. À cet effet, les extensions des neurones que doivent parcourir les impulsions se gainent d'une couche grasseuse, la myéline. Grâce à elle, la vitesse de conduction passe de trois mètres par seconde environ (sans myéline) à plus de cent mètres par seconde (avec myéline). Les fibres myélinisées étant blanches, on parle de “substance blanche”. Il a été démontré que, chez les sujets bilingues d'un certain âge, la substance blanche se conservait mieux que chez les monolingues – et ce notamment au niveau de la structure qui assure la liaison entre les hémisphères droit et gauche. Or la rapidité des échanges d'information entre les deux hémisphères joue beaucoup sur le bon fonctionnement du cerveau.

Une étude publiée en 2004 dans la revue spécialisée *Nature* a fait couler beaucoup d'encre : une équipe de chercheurs – menée par Andrea Mechelli, du King's College de Londres – était parvenue à démontrer qu'une région bien précise du cerveau s'épaississait chez les sujets bilingues et les multilingues. En clair, le cerveau gonfle légèrement à un endroit. Un épaississement lié à la pratique intensive de plusieurs langues.

Les caractéristiques du cerveau multilingue lui assurent non seulement une grande souplesse, mais aussi une grande résistance. La coexistence de plusieurs langues dans le cerveau permet de ralentir les processus de dégénérescence liés à l'âge. Nous savons aujourd'hui que les premiers signes de démence surviennent quatre ou cinq ans plus tard chez les personnes bilingues ou multilingues, ce qui serait notamment lié à l'épaississement d'une région du cerveau évoqué plus haut.

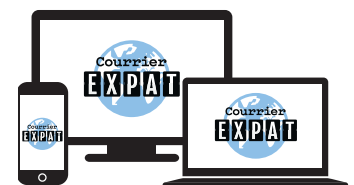
Une étude publiée fin 2015 révèle

↳ Dessin de Beppe Giacobbe paru dans le *Corriere della Sera*, Milan.

en outre que le multilinguisme permet de protéger des fonctions importantes du cerveau. En examinant des sujets monolingues et multilingues qui avaient été victimes d'AVC, les chercheurs ont constaté que ceux qui parlaient plusieurs langues présentaient moins de troubles cognitifs que les monolingues. Ils l'expliquent par l'entraînement particulier dont bénéficient les fonctions exécutives dans les cerveaux polyglottes.

Si les bienfaits sur la santé sont rarement partie des arguments mis en avant par les artisans de l'enseignement d'une langue étrangère au jardin d'enfants, ils n'en démontrent pas moins la pertinence d'un tel apprentissage. Cela vaut pour les enfants, mais aussi pour d'autres tranches d'âge et d'autres niveaux d'enseignement. N'y a-t-il pas un âge à partir duquel il est trop tard pour tirer profit de l'apprentissage d'une langue ? Eh bien non. Si la modularité du cerveau est évidemment supérieure pendant l'enfance et la jeunesse – raison pour laquelle il est vivement recommandé de se mettre aux langues tôt –, un apprentissage tardif aura aussi des bienfaits sur le cerveau. Encore faut-il apprendre la langue choisie le plus assidûment possible. En effet, s'il peut être utile de mémoriser quelques mots et quelques bouts de phrase à la veille d'un voyage à l'étranger pour communiquer avec les habitants, cela ne suffit pas à déclencher les processus cérébraux qui vous permettront de bénéficier des bienfaits du multilinguisme sur la santé.

—Michaela Sambanis
Publié le 15 décembre 2016



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Si vous vivez à l'étranger ou si vous comptez vous y installer, vous trouverez sur notre site des infos et des conseils. Cette semaine, vous pourrez lire le témoignage d'un Irlandais installé à New York depuis cinq ans et un article sur les difficultés rencontrées par les expatriés à leur retour.



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Plantes à tout faire

À quoi servent les 31 128 espèces végétales ayant des utilisations connues pour les hommes, les animaux ou l'environnement ?

Usages sociaux
(dont le tabac et les drogues)
1 382



Poisons
2 503



Médicaments
17 810

Applications
pharmaceutiques
21 695

Matériaux
(dont les fibres,
le bois et les résines)
11 365



Combustibles 1 621

Applications
environnementales

(dont l'amélioration des sols,
la purification de l'eau,
les brise-vent et les pare-feu)

8 140



Nourriture
des invertébrés
683



Alimentation
des animaux
3 649

Nourriture
9 870

Consommation
humaine
5 538



Source de gènes
(dont les programmes
de reproduction)

5 338



Source : rapport State of the World's Plants des jardins botaniques royaux de Kew. Les plantes à usages multiples sont comptées dans plusieurs catégories.

La source



DELAYED GRATIFICATION. Ce trimestriel britannique fondé en janvier 2011 appartient au mouvement du "slow journalism". Chaque édition contient plusieurs infographies. Celle-ci, publiée dans le numéro d'avril-juin 2016, se focalise sur les plantes

ayant des utilisations connues. Elles représentent à peine 8 % des 391 000 espèces vasculaires (c'est-à-dire hors champignons et mousses) répertoriées. Selon un rapport publié en mai 2016, une espèce vasculaire sur cinq serait menacée.

360



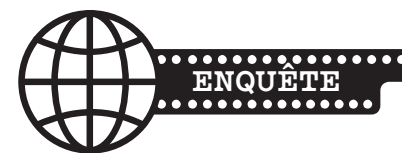
MAGAZINE

Princesse Sophie, la perfection russe • série .. 42
 Pyongyang, nouvelle dimension • tendances 44
 Kempinas, artiste par la bande • culture 46

Arnaque à touristes ou aubaine pour amateurs éclairés ? Un journaliste spécialisé dans les ventes d'art embarque pour une croisière en Méditerranée. Son but : en apprendre plus sur les combines de Park West. Cette galerie américaine, qui organise des ventes aux enchères à bord de paquebots, s'est attiré une réputation sulfureuse. Bloomberg Businessweek [extraits] New York

→ Dessin de Mikel Casal, Espagne.

Que voguent les enchères



De tous les passagers réunis pour la vente aux enchères, l'homme assis devant moi est celui qui donne le plus l'impression de n'être venu que pour boire un coup gratuitement. Les prospectus déposés dans nos cabines annonçaient que le champagne coulerait à flots et, parmi les élégants polos et les jolies robes d'été, ce sexagénaire se distingue par sa tenue décontractée : un débardeur blanc au logo "Virginia Beach" délavé, un short de sport noir et la visière de sa casquette bleue rabattue sur des lunettes de soleil.

Il est 11 heures du matin et notre paquebot, le *Norwegian Epic*, traverse les bouches de Bonifacio, entre la Sardaigne et la Corse, emportant vers l'Italie ses quelque six mille passagers et membres d'équipage. Tandis que le personnel de salle fait entrer les acheteurs potentiels, un serveur approche avec un plateau de verres de champagne. L'homme au débardeur vide joyeusement une flûte : "Et voilà pour le petit déjeuner !" Avant que les enchères ne commencent, le commissaire-priseur nous invite à observer attentivement des dizaines d'œuvres d'art disposées sur des chevalets dans la pièce – des marines impressionnistes, des chaumières mièvres de Thomas Kinkade [un peintre américain décédé en 2012, connu pour ses scènes et paysages kitsch], une statue de la Liberté version pop art de Peter Max, et une composition surréaliste représentant une olive anthropomorphique.

L'amateur de champagne s'appelle Chuck Bialon et vient de Pittsburgh. Il me dit avoir assisté à des dizaines de ventes de ce type au fil des ans. "C'est une arnaque", me glisse-t-il à l'oreille. Les commissionnaires circulent dans la salle, à portée de voix, proposant à des collectionneurs en puissance des prix avant enchère qu'ils présentent comme des rabais spectaculaires. Bialon m'alerte à mi-voix sur le danger caché : la couverture Wi-Fi est si mauvaise à bord

qu'il est pratiquement impossible d'aller vérifier les prix du marché sur Google – et les passagers ont donc peu de chance d'apprendre que des clients mécontents accusent depuis longtemps la maison qui organise les enchères, la galerie Park West, de vendre des œuvres d'art surévaluées comme des investissements.

Il a pourtant un jour acheté un Rembrandt pour 12 000 dollars lors d'une croisière Carnival aux Caraïbes, ajoute-t-il. Une gravure qui trône désormais dans sa salle à manger. Je voudrais lui demander des détails, mais le commissaire-priseur m'a vu prendre des notes. Pour l'instant, je dois jouer le jeu et me fondre à la foule. Si je suis là aujourd'hui, c'est parce qu'il flotte un parfum de scandale autour des enchères d'art sur les paquebots de croisière.

Fondée en 1969, Park West a son siège dans les environs de Détroit et se revendique comme la plus grande galerie d'art du monde. Elle vend des tableaux et des sculptures dans les milliers d'enchères qu'elle organise chaque année sur plus d'une centaine de paquebots. Park West travaille avec la Norwegian, la Royal Caribbean et Carnival [les trois plus gros croisiéristes au monde]. Toutes ces compagnies touchent un pourcentage sur les ventes. La galerie a déjà pu revendiquer un chiffre d'affaires annuel de pas moins de 400 millions de dollars et compte plus de 2 millions de clients.

Ces chiffres vertigineux s'accompagnent toutefois de nombreuses plaintes. Depuis 2008, la galerie fait l'objet de toute une série de poursuites judiciaires pour pratiques commerciales abusives, notamment pour de fausses signatures de Salvador Dalí et des promesses de retour sur investissement. Une déclaration écrite de la galerie, déposée auprès d'un tribunal en 2012 dans le cadre d'un contentieux d'assurance, atteste qu'au moins vingt et un clients de Park West ont engagé onze procès aux États-Unis. → 40



La couverture Wi-Fi est si mauvaise à bord qu'il est pratiquement impossible d'aller vérifier les prix du marché sur Google.

38 ← Selon un autre document du même dossier, signé en 2013 par le fondateur de Park West, six de ces recours collectifs ont été regroupés en une seule procédure de litige. Park West était accusée d'avoir vendu des œuvres d'art à des prix surévalués en usant de pressions psychologiques, en présentant des évaluations fondées sur des méthodologies fantaisistes et en mentant sur l'authenticité des pièces.

Park West a qualifié ces allégations d'infondées, mais précise tout de même avoir accepté en 2011 un accord amiable prévoyant des remboursements partiels et la reprise de certaines œuvres. La galerie affirme avoir depuis lors modifié certaines de ses pratiques commerciales, et donne désormais à ses clients quarante jours pour reprendre les œuvres et quarante mois pour les échanger.

En dépit de ces actions en justice, les ventes d'art de Park West ne se sont jamais mieux portées. Cette bonne santé est soit un formidable rebondissement de l'entreprise, soit la preuve qu'elle n'a jamais rien fait de mal. Afin de démêler le vrai du faux, j'ai réservé une cabine sans fenêtre sur l'*Epic* pour un circuit en Méditerranée entre l'Italie, la France et l'Espagne. Oui, je serai payé pour m'offrir une semaine de croisière – mais non sans prendre certains risques : en 2009, le capitaine d'un paquebot de la Royal Caribbean a ordonné à ses agents de sécurité de débarquer un enseignant new-yorkais à Oslo, en plein milieu de la croisière, après que celui-ci eut imprimé un prospectus pour informer ses compagnons de voyage des procès en cours contre Park West. Pour éviter d'en arriver là, je ne dirai rien de ma mission. Mais si on me pose la question, je n'en ferai pas non plus mystère.

Sur le coup de midi, Scott Bisset, 48 ans, et Sharyn Miller, 51 ans, viennent suivre une vente dans le salon Bliss Ultra Lounge, une boîte de nuit et bar à cocktails aux murs tapissés de rideaux en cote de mailles, avec une petite scène karaoké au fond. M^{me} Miller m'explique que la tenue de son mari – débardeur jaune et short de bain – est savamment étudiée : *"Il ne faut surtout pas qu'ils pensent que vous avez de l'argent. Sans quoi, les prix risquent de grimper."* Ce couple cosmopolite vit à Dubaï, mais lui est originaire du Royaume-Uni, où ils possèdent une maison, et elle passe une partie de son temps à s'occuper du bétail dans sa ferme familiale de Nouvelle-Zélande. Bisset et Miller savent parfaitement où ils mettent les pieds : ils ont déjà acheté des œuvres à Park West lors d'une précédente croisière et c'est en clients satisfaits qu'ils reviennent.

Après s'être fait enregistrer et avoir récupéré leur plaquette d'acheteur [la "raquette" que lèvent les enchérisseurs], ils font le tour du salon pour examiner les 300 tableaux exposés. Ils en repèrent quatre, dont une "édition limitée" d'un phare de Thomas Kinkade et une vue d'un pont sur la Seine de Daniel Wall, peintre chinois établi en Caroline du Nord qui, selon le site Internet de Park West, est à l'origine d'un mouvement dit d'*"impressionnisme intense"*. Avant l'ouverture de la séance de vente, Park West propose au couple les quatre tableaux en un seul lot, avec une mise à prix de 5 100 dollars – une somme déjà bien en deçà du

prix unitaire affiché au catalogue. Tout le monde prend place et la vente peut débuter. Sur son estrade, le commissaire-priseur, Dillon Cilliers, rappelle au public les conditions de vente imprimées sur les plaquettes, soulignant l'article 1, qui précise en grosses lettres majuscules que *"toutes les ventes sont définitives"*. Cilliers, un fringant Sud-Africain, dicte le tempo, débitant son boniment à toute allure et abattant son marteau de bois sur la table. Le lot de Bisset et Miller arrive sur la sellette. Ils l'emporteront s'il n'y a pas de concurrence. Personne n'enchérit. Adjugé pour 5 100 dollars. *"On ne peut pas vraiment appeler ça des enchères"*, admet M^{me} Miller. *"Mais je pense que nous avons économisé 3 000 dollars."* Avant la fin de la séance, le couple acquiert encore un autre Daniel Wall figurant un paysage de Central Park (pour 570 dollars) et un deuxième phare de Thomas Kinkade (pour 1 150 dollars). Il s'agit bien d'une œuvre sur toile, mais est-ce pour autant un tableau ? Difficile à dire. De près, on remarque des touches de couleur et des coups de pinceau qui, par endroits, donnent de la texture à l'image.

Park West ne vend généralement pas de pièces uniques au sens où l'entendraient la plupart des collectionneurs amateurs. Mis à part quelques œuvres de prestige, il propose essentiellement des reproductions enrichies de quelques éléments singuliers, comme une signature manuscrite. La terminologie officielle distingue les "giclées", obtenues par impression numérique à jet d'encre, des sérigraphies, imprimées sur de la soie tendue sur cadre, et des "techniques mixtes", qui, comme la plupart des œuvres de Peter Max, sont des lithographies sur papier enrichies de touches de peinture. Il m'a fallu passer des journées entières dans la galerie et assister à plusieurs ventes pour comprendre ces subtilités – sachant que je couvre les ventes d'art depuis des années en tant que journaliste et que j'ai un doctorat en archéologie. Les traces de pinceau m'ont désarçonné – et ce n'est qu'en consultant le catalogue que j'ai compris que les œuvres d'*"impressionnisme intense"* de Wall étaient en fait des *"giclées sur toile rehaussées à la main"*.

La maison Park West reconnaît d'ailleurs que la plupart de ses œuvres d'art sont en partie produites en série. Qu'en est-il alors des Kinkade qu'a acquis M^{me} Miller ? Elle n'aura pas les lithos qu'elle a vues à l'exposition, mais d'autres tirages de la même série, envoyés de Floride par le service d'encadrement et d'expédition de la galerie. Ainsi, les pièces présentées sur le paquebot peuvent rester en place. C'est d'ailleurs écrit noir sur blanc à l'article 16 des conditions de vente : si vous achetez une œuvre en technique mixte ou rehaussée, *"vous recevrez plus probablement une œuvre unique qui est une variante de l'exemple exposé"*. Au

total, Bisset et Miller ont dépensé 7 079 dollars cet après-midi-là.

Nous avons jeté l'ancre au large de Cannes lorsque les pièces de prestige sont exposées dans la galerie d'art du pont 5 : une lithographie d'arabesques colorées de Joan Miró, signée et numérotée, une gravure d'Henri Matisse et quelques estampes en noir et blanc de Marc Chagall. La pièce maîtresse est un ensemble de six gravures de Salvador Dalí que je reconnais au premier coup d'œil. Je n'en reviens pas de les voir mises à l'encan ici. Dans les années 1940, Dalí a travaillé avec Walt Disney à un court-métrage animé, *Destino*, pour lequel il avait dessiné plusieurs story-boards. Le projet n'a jamais abouti du vivant des deux hommes, mais il a par la suite été relancé par le neveu de Disney, Roy, qui en a tiré un film de sept minutes. En 2003, à l'occasion de sa sortie, Disney a édité une série de gravures numérotées à partir d'images du film. En 2008, Park West a proposé six gravures *Destino* à 11 000 dollars

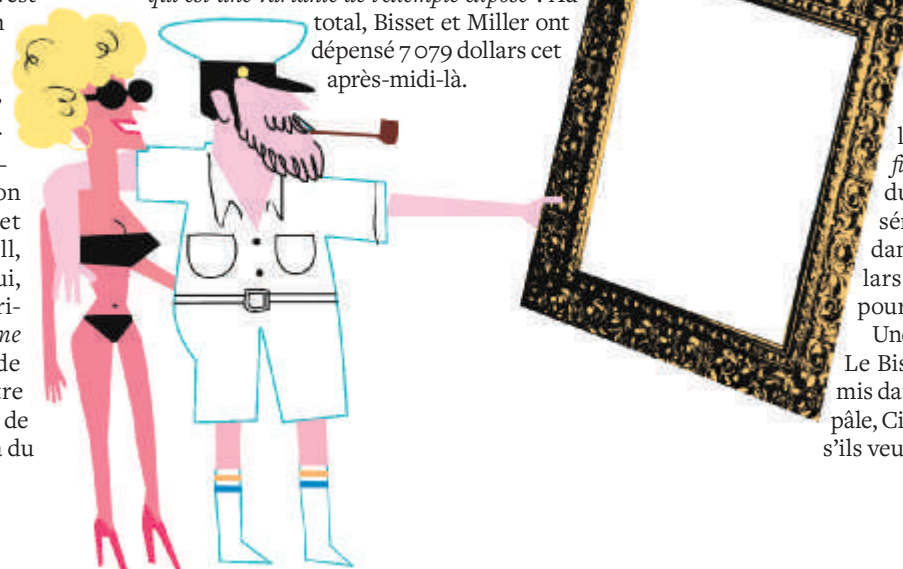


↑ Pendant une vente aux enchères de Park West à bord d'un paquebot. Photo Galerie Park West

– soit à moitié prix de ce qu'il prétendait être leur valeur d'expertise. Aujourd'hui, ces évaluations ne tiennent plus. Puisque nous sommes dans un port et que mon téléphone capte à nouveau, j'en profite pour vérifier rapidement sur Google : lors d'enchères récentes, les gravures *Destino* étaient évaluées entre 200 et 300 dollars l'une. Sur le site de petites annonces Craigslist, le propriétaire d'une série achetée auprès de Park West essaye d'en refourguer cinq pour 4 000 dollars, avec les cadres et les certificats d'authenticité de la galerie. Les gravures *Destino* apparaissent dans le recours collectif contre Park West : les plaignants citent un expert de Wall qui a estimé les lithographies à 100 dollars pièce.

Je suis curieux de savoir combien Park West en demande et, ce soir-là, je retourne au salon d'exposition pour une réception VIP. Les galeristes et leurs invités sont tirés à quatre épingles dans leurs robes du soir, vestons et cravates. Une table a été dressée avec biscuits apéritifs, cubes de fromage et une profusion de flûtes de champagne. J'entends à plusieurs reprises une employée féliciter une collectionneuse en puissance sur sa *"magnifique robe"*. Je demande à une autre les prix du Miró, qui me plaît vraiment, et de la série *Destino* de Dalí. Elle consulte les tarifs dans un classeur : le Miró est à 14 000 dollars, et je pourrais acquérir la série de Dalí pour 14 900 dollars.

Une quarantaine de passagers arrivent au salon Le Bistro, où a lieu la vente. Impeccablement mis dans un costume sombre et une cravate vert pâle, Cilliers annonce aux nouveaux arrivants que s'ils veulent du champagne gratuit ou des billets



de tombola, ils doivent s'enregistrer et obtenir leur plaquette d'acheteur. Une fois que tout le monde est assis, il annonce sans ambages qu'il attend des acheteurs et non des curieux. "Si vous êtes venu pour le spectacle, vous vous êtes trompé d'endroit", déclare-t-il. Un serveur fait circuler des flûtes de mimosa au champagne. "Ce n'est pas un show télévisé, poursuit Cilliers en pointant un doigt sur ses yeux, puis vers le public. Je vous vois !"

Bientôt, les ventes s'enchaînent : un bronze de chat, annoncé à 6 400 dollars, est adjugé à l'unique preneur pour 4 900 dollars. Puis un groupe de trois tableaux, évalué à 19 150 dollars, est présenté. Un couple américain a négocié une première offre à 9 790 dollars et prie pour que personne ne surenchérisse. Cilliers scrute la salle, cherchant des enchérisseurs. Personne. Le coup de marteau est accueilli par un tonnerre



↑ Une salle d'exposition de Park West au cours d'une croisière. Photo Galerie Park West

d'applaudissements. Le mari, dont la nuque rasée vire au rouge, rayonne de soulagement. Le commissaire-priseur vend également une page de manuscrit en latin sur vélin en lettres rouges et noires, qu'il décrit comme "un morceau d'histoire" à un autre acquéreur sans concurrent, au prix de départ de 4 100 dollars, puis adjuge pour 1 025 dollars une giclée de léopards signée Andrew Bone [un artiste zimbabwéen spécialisé dans les scènes animalières] à un homme arborant un tee-shirt au logo des Yankees. (Plus tard, lorsque je l'interroge, celui-ci me parle de son acquisition comme d'une "peinture sur toile", et je n'ai pas le cœur de le détromper.)

Les employés de Park West sont aux petits soins pour le couple américain qui a déjà dépensé 9 790 dollars. L'un se penche par-dessus leur épaule en chuchotant. Quelques minutes plus tard, Cilliers présente une œuvre de l'artiste brésilien contemporain Romero Britto, affirmant qu'elle est estimée à 4 200 dollars mais qu'il la met à prix à 1 390 dollars. Le couple, désormais au centre de tous les regards, esquisse un discret hochement de tête. Cilliers abat son marteau tandis que son assistante offre un peu plus de champagne aux heureux acquéreurs.

Entre deux lots, des jeux sont organisés. Park West est réputé pour entrecouper ses ventes de divertissements, comme des tombolas ou des tirages de cadeaux mystère. Une autre tactique consiste à proposer des enchères par élimination. Un manutentionnaire présente une gravure évaluée à 300 dollars. Cilliers demande à ceux qui sont prêts à surenchérir de 5 dollars de lever leur plaquette. "Si vous n'avez pas 5 dollars, je vous donne 5 dollars", commente-t-il. Dans l'assistance, presque toutes les planchettes se lèvent. À mesure qu'il augmente le prix par paliers,

elles s'abaissent l'une après l'autre. À 70 dollars, j'en compte encore huit levées, lorsque soudain le marteau tombe, concluant la vente à 560 dollars. L'épisode aurait été déroutant pour qui-conque n'aurait pas compris que ce n'est pas l'original qui est en vente — que Park West a des centaines, voire des milliers de copies identiques du tirage dans ses réserves. (Certains gagnants de ces tours d'enchères me confieront plus tard qu'ils pensaient que le jeu continuerait jusqu'à ce qu'il ne reste plus qu'un candidat en lice, ce qui leur aurait laissé le temps de se retirer.)

Quand l'Epic me ramène à Rome, à peine arrivé devant mon bureau, je m'empresse de vérifier si la lithographie de Miró que j'admire tant était une bonne affaire pour 14 000 dollars. En fait, elle fait partie d'une série de 39 lithos — dont seules 13 sont signées — vendue à Londres par Christie's en 2015 pour l'équivalent d'environ 96 000 dollars de l'époque. L'estimation la plus généreuse à laquelle je parviens — en assignant une valeur zéro aux tirages non signés — mettrait une litho signée à 7 400 dollars. Je trouve un peu plus tard un chiffre précis : en 2011, la maison new-yorkaise Swann Auction Galleries a vendu l'un des Miró pour 3 360 dollars, frais compris. Il est vrai que les prix varient d'une année sur l'autre. Mais si j'avais effectivement payé à Park West ce que l'on pourrait considérer comme une surévaluation de 317 %, j'aurais rejoint les rangs des clients mécontents.

Maintenant que je ne suis plus à bord et que je ne risque plus de me faire débarquer, je contacte le fondateur et PDG de Park West, Albert Scaglione, 77 ans. "Nous ne sommes pas là pour escroquer les gens", m'assure-t-il au téléphone. Depuis les procès qui lui ont été intentés, dit-il, sa société a renforcé son service de déontologie, qui visionne les vidéos de chaque vente. Il nie que les prix de Park West soient gonflés, assurant que ce sont les prix du marché pour les maisons de vente de sa taille. "Nous ne sommes ni Christie's ni Sotheby's", rappelle-t-il.

Il concède que, pendant les séances, les clients ne savent pas trop s'ils sont face à des reproductions ou à des tableaux originaux. "C'est souvent confus, ça va trop vite", reconnaît-il, ajoutant qu'il pourrait peut-être songer à améliorer la signalétique pour dissiper les malentendus. Soit. Mais comment explique-t-il les prix apparemment élevés de lithos évaluées moins cher sur la terre ferme ? Il botte en touche : "Vous en trouverez peut-être une qui sera partie au tiers de son prix dans une obscure vente en Autriche." Et les gravures Destino de Dalí ? Park West a fixé ses prix en tant que distributeur exclusif de la série sur le marché, se justifie-t-il, et celles que l'on trouve à d'autres prix viennent, dans le meilleur des cas, "de gens qui nous les ont achetées et les revendent". D'ailleurs, ajoute-t-il, "qu'est-ce qui vous dit que ce ne sont pas des faux Destino ?"

Je lui fais part d'un changement que j'ai effectivement pu constater à bord de l'Epic : je n'ai pas entendu une seule fois le commissaire-priseur présenter l'acquisition d'œuvres d'art comme un investissement. En fait, lorsque

Les clients ne savent pas trop s'ils sont face à des reproductions ou à des tableaux originaux.

SOURCE



BLOOMBERG BUSINESSWEEK

New York, États-Unis
Hebdomadaire, 993 000 ex.
www.businessweek.com

Créé en septembre 1929, le magazine des affaires Business Week est resté pendant quatre-vingts ans dans le giron de l'éditeur américain McGraw-Hill. L'hebdomadaire est racheté en 2009 par le groupe Bloomberg, qui le rebaptise. Grâce au réseau international de cette puissante agence, Bloomberg Businessweek peut aujourd'hui compter sur 2 300 journalistes, installés dans 72 pays.

J'ai posé la question à deux assistants différents, ceux-ci m'ont fourni la même réponse : "Nous ne pouvons pas prédire l'avenir." "Nous sommes actuellement en très bonne position sur le marché, me dit Scaglione. Avons-nous eu des commissaires-priseurs qui vendaient des objets d'art comme des investissements ? Oui. Et nous les avons virés."

Il me reste un mystère à résoudre : le cas Rembrandt. Chuck Bialon, analyste système en retraite, m'avait promis de me raconter l'histoire de A à Z lorsqu'il serait rentré chez lui, en Pennsylvanie, où il élève des poissons tropicaux dans quarante aquariums installés dans sa cave. Au téléphone, il m'explique qu'il a acheté une eau-forte du maître hollandais à Park West il y a sept ans, lors d'une croisière. C'est un autoportrait au béret. Selon le certificat d'expertise fourni par Park West, elle a été tirée au XIX^e siècle à partir de plaques de cuivre que Rembrandt van Rijn avait gravées de son vivant au XVI^e siècle. Dans ce document, l'œuvre est estimée à 11 800 dollars — le prix qu'a payé Bialon. Mais l'expertise ne dit absolument rien de sa provenance. Désormais, l'acheteur veut savoir. "Cette œuvre a dormi quelque part pendant deux cents ans. Elle était forcément entre les mains de quelqu'un." Il a appelé Park West, a donné le numéro d'enregistrement inscrit sur le certificat d'expertise et a demandé à recevoir un historique de sa gravure. Dans un premier temps, on lui a promis une réponse par e-mail dans la semaine. Ne voyant rien arriver, Bialon a relancé la galerie et s'est fait balader d'un service à un autre, pour finir par s'entendre dire qu'il aurait un certificat d'authenticité et rien d'autre.

Scaglione est au courant des exigences de Bialon et refuse catégoriquement de lui fournir la provenance de son Rembrandt. "Les œuvres nous sont confiées par des familles, des clients. Nous n'avons jamais indiqué nos sources et nous ne le ferons jamais", conclut-il.

La veille de la publication de cet article, j'ai reçu un e-mail de Scaglione. Il m'offrait une nouvelle occasion d'observer les méthodes de la galerie. Lorsque je l'avais appelé au téléphone, il m'avait demandé de ne pas enregistrer notre conversation. Et il m'annonçait maintenant que lui-même l'avait enregistrée et me demandait de lui soumettre mon article, afin qu'il puisse vérifier "tous [ses] propos". Et il ajoute : "Nous avons filmé toutes les enchères auxquelles vous avez assisté" à bord de l'Epic. "Nous avons des vidéos de chaque œuvre d'art qui a été présentée et des moments où vous prenez des notes et où vous n'en prenez pas." Voici au moins un domaine où Park West a appris à apprécier l'art de l'authentification.

—Vernon Silver
Publié le 12 janvier

plein écran.



↙ ↘ Scènes de la série *Sofia*.
La cour d'Ivan III, réinventée.
Photos *Rossia 1*



Princesse Sophie, la perfection faite russe

Ici, les princes sont humains et éclairés, et l'Occident ne demande qu'à leur succomber. La série russe *Sofia* revisite l'histoire à sa façon et ne craint pas d'utiliser des mêmes ficelles que la propagande d'État, relève la revue *Ogoniok*.

— **Ogoniok** Moscou

Toute fiction qui prend le Moyen Âge pour décor laisse beaucoup de place à l'invention, en tout cas plus que si elle se déroule à l'époque soviétique, si prisée des télévisions russes. Il existe naturellement quelques documents sur le règne d'Ivan III [1462-1505, une période cruciale dans l'unification de l'État russe], mais qui sait ce qui s'est vraiment passé à l'époque ? dira ou pensera le scénariste pour se justifier. C'est pourquoi, généralement, plus on remonte dans les siècles, plus les récits sont

triviaux. Il n'y a rien de pire, par exemple, que les séries télévisées sur la noblesse russe, avec leurs tentatives pour imiter la manière de parler de l'époque. Une célèbre chaîne de restaurants moscovite oblige ses serveurs à donner du "Votre Altesse" aux clients – eh bien, les films historiques ont à peu près le même effet comique.

Cependant, faire comme si auparavant tout était pareil que maintenant ou tenter de moderniser l'histoire paraît tout aussi ridicule. La principale difficulté consiste à trouver un équilibre entre vraisemblance et conventions, afin que le téléspectateur,

sans avoir à croire ce qui se passe, puisse au moins accepter les conventions du genre, les règles du jeu. Pour cela, l'œuvre doit véhiculer une certaine idée universelle qui réunisse "jadis" et "aujourd'hui". En ce sens, l'industrie mondiale des séries a fait une trouvaille géniale : la politique. Peu importe l'époque à laquelle se passe l'action : la ruse, la trahison, l'hypocrisie et la diffamation ont toujours existé, et existeront toujours. C'est sur ce principe que fonctionnent de célèbres séries [américaines] comme *Game of Thrones* ou *House of Cards*. Reste à voir maintenant si notre *Sofia* parvient au même résultat.

De prime abord, la série traite effectivement, c'est terrible à dire, de politique russe : intrigues, complots et lutte de clans, comme il se doit. Mais *Sofia* ajoute à cela une idée directrice originale qui la distingue du reste de la production des chaînes publiques : la Russie y est dépeinte comme partie intégrante de la civilisation, et non comme un îlot exceptionnel nourri de particularismes. La série veut raconter comment la Russie, sous Ivan le Grand déjà, faisait partie du monde, montrer qu'un compromis est possible entre l'idée d'Occident et l'idée russe. Les Russes et l'Occident parlent finalement la même langue, quand bien même ils doivent recourir à un traducteur.

En visionnant les aventures en Moscovie de Sophie, princesse de Byzance, l'historien peut éprouver quelque gêne, mais ce n'est pas à lui que s'adresse cette fiction en costumes diffusée en prime time.

Le créateur de la série n'a pas recherché l'âpre vérité historique, mais ses moments positifs. Par endroits, le programme ressemble franchement à un guide des bonnes manières : "Il ne faut pas frapper les étran-gers", "Il est interdit de tuer les ambassadeurs", "La beauté est universelle", "Rien n'est trop beau pour la couronne", égrenent les héros d'un ton professoral. Les auteurs semblent vouloir faire passer une idée plus séditeuse encore : avant le règne d'Ivan le Terrible [Ivan IV, petit-fils d'Ivan III et premier tsar de Russie, de 1547 à 1584], la Russie aurait été un pays comme un autre, suivant les canons de l'époque.

Le bon prince. Et puis, naturellement, la série raconte comment Sophie l'Occidentale [voir encadré] peut, d'abord par obligation puis par amour, épouser les valeurs russes. L'héroïne apprend rapidement à jouer selon les règles russes. C'est une leçon pour nos partenaires occidentaux d'aujourd'hui : pour comprendre la Russie, il faut simplement y croire, voilà le secret. Quant à savoir si les valeurs russes pourraient être mises en doute, ou si la Russie pourrait changer, il n'en est bien sûr pas question. Chez nous, tout va bien, nous avons juste des manières un peu archaïques. La série est ponctuée par des apparitions d'orthodoxes qui se signent maladivement devant la moindre hérésie et qui sont prêts à se battre jusqu'au bout pour la défense des barbus qu'ils sont. La série semble leur dire : "Ce n'est pas la peine." Nous n'avons pas besoin de cet obscurantisme, nous allons plutôt essayer de trouver un équilibre...

Certes, il y a aussi des exécutions et des frères jetés en prison. Mais le prince se montre toujours miséricordieux : il pardonne aux nationalistes qui s'opposent à la venue de Sophie et se montre même plutôt clément avec ses opposants venus de Novgorod [une principauté annexée en 1478]. Les habitants de la ville du Nord ne cessent de vociférer de façon comique : "Nous sommes une ville libre", mais toute prise de liberté en Russie, nous rappelle la série, mène à la trahison de sa patrie.

Jusqu'au sein de la maison du monarque, le principe de centralisme démocratique est mis en œuvre : on peut débattre avec le prince, on peut le contredire, répliquer, et les têtes ne tombent pas à la moindre occasion ; il sait écouter, même si en fin de compte il fait comme bon lui semble. Le prince lui-même n'est pas assoiffé de pouvoir, mais plutôt en route vers une certaine humanisation. C'est Evgueni Tsyganov qui interprète le tsar, et on ne peut s'empêcher de repenser à son rôle remarqué dans *Le Dégel*, une référence en matière d'expression de la liberté [cette série à succès, diffusée en 2014, se déroulait dans le Moscou des années 1960, décennie symbole d'émancipation]. Tel était probablement l'effet recherché par les auteurs de

SÉRIE

En bref

RÉSUMÉ DE L'INTRIGUE

Sofia relate le destin de la princesse Sophie Paléologue (1455-1503). L'action débute dans la seconde moitié du xv^e siècle. Ivan III accepte la proposition d'émissaires de Rome d'épouser la princesse Zoé, issue de l'ancienne lignée byzantine des Paléologues. Arrivée en Russie, Zoé la catholique se convertit à l'orthodoxie et change de nom. Ce faisant, elle ruine les espoirs du pape d'étendre l'influence de l'Église catholique en Russie. Rome tente de la récupérer à sa cause, puis de la tuer, en vain.

PATRONAGE D'ÉTAT

Sofia, réalisée par Alexei Andrianov, avec Maria Andreeva dans le rôle de Sophie et Evgueni Tsyganov dans celui d'Ivan III, est produite par la compagnie cinématographique Moskino avec le soutien des ministères russes de la Culture et de la Défense. Les 8 épisodes de la première saison ont été diffusés sur la chaîne

fédérale Rossiya 1 à partir du 28 novembre 2016. Les fans devront sans doute patienter jusqu'à l'hiver prochain pour voir la deuxième saison.

SOURCE



OGONIOK

Moscou, Russie
 Hebdomadaire, 67 000 ex.
 ogoniok.com
 Après plus d'un siècle d'une histoire mouvementée, "La Petite Flamme" se présente aujourd'hui comme un magazine d'informations générales et de reportages richement illustrés. Fondé en 1899, cet hebdomadaire a d'abord reflété la vie artistique soviétique des années 1970 et 1980, avant de connaître une seconde vie comme vitrine de la perestroïka. Il s'est aujourd'hui transformé en magazine assez luxueux.

Sofia : que les téléspectateurs [fassent le rapprochement et] voient cette histoire comme un passé tout à fait actuel.

Le niveau général des séries historiques russes en tant que genre populaire est si mauvais qu'il suffit d'un peu de vivacité et de singularité pour qu'on pardonne beaucoup de choses à *Sofia*. Alors que dans le fond rien n'a changé ici, la propagande d'État s'y fait juste un peu plus subtile. Il y a quelques années, le même phénomène a touché les séries sur les tchékistes [agents des services de renseignements du KGB], lorsqu'il a été décidé d'en faire des personnages plus complexes et ambigus que d'habitude. Ici, c'est un peu pareil : on essaie de nous montrer

par exemple que, oui, il y a eu des princes capables d'humanité, sévères uniquement au nom de causes supérieures, comme le rassemblement des territoires et le bien de l'État. Nous voilà devant une énième incarnation de la "confiance dans le bon roi" ou, disons, pas si mauvais ; avec les rois, on peut bien tomber, Ivan III en serait la preuve. Ou mal tomber, mais on n'y peut rien.

Faut-il le rappeler, toutes ces façons de voir proposées par les auteurs n'ont pas grand rapport avec la réalité historique. Le scénario de *Sofia* pourrait servir de base à une deuxième série historique intitulée *Ça ne s'est pas passé comme ça* : les faits ne manquent pas pour réfuter les thèses des scénaristes, en bloc et point par point. À ce propos, c'est précisément sous Ivan le Grand que les chroniqueurs russes ont perdu leur indépendance. Jusque dans les années 1490, dans chaque ville – Novgorod, Pskov, Vologda, Tver, Rostov, Oustioug –, les chroniqueurs livraient leur propre vision des événements. Mais sous Ivan III toutes les chroniques, y compris ecclésiastiques, deviennent l'expression de la "ligne générale". Elles sont même corrigées par le "centre" dans l'intérêt de la politique princière. Autrement dit, le fameux argument "moins de liberté d'expression contre plus de sécurité" et la censure au nom de l'État apparaissent justement sous Ivan le Grand. Mais pas dans *Sofia*. Lacune dommageable pour cette série, qui ne se distingue que par le fait qu'elle ne nous façonne pas à coups de faucille et de marteau, mais à l'aide d'un léger pinceau de restauration.

— Andreï Arkhangelski
 Publié le 5 décembre 2016



De la console à la pelouse

Le TSG 1899 Hoffenheim, un club de foot allemand, utilise des ludiciels pour améliorer la capacité de concentration de ses joueurs. Avec succès.

C'est un programme d'entraînement idéal pour les joueurs de la génération PlayStation", constate **Der Spiegel**. Il est aussi idéal pour des joueurs de foot désormais surentraînés, poursuit le magazine allemand : comme "ils sont en dix ans", les seules marges de progrès concernent "les fonctions exécutives : concentration, anticipation, décision". Avec l'aide de Jan Mayer, un psychologue du sport, le TSG 1899 Hoffenheim a donc mis au point des jeux de simulation sur iPad. "Un ballon et un maillot numéroté apparaissent

sur l'écran puis disparaissent. Le joueur doit indiquer quels étaient la position de la balle et le numéro du maillot. Plus le niveau est élevé, plus les symboles se succèdent rapidement et sont éloignés dans l'espace", décrit l'hebdomadaire. Et ça marche ! "D'après Mayer, ceux qui s'exercent régulièrement ont vu augmenter leur capacité de concentration de 10 % en moyenne au bout d'un an. Leur traitement de l'information s'est amélioré de 5 % et ils ont gagné 0,2 seconde de rapidité dans le test sur le traitement de l'information." Dans un deuxième temps, le club a développé le dispositif Helix. "Il s'agit d'un écran courbe de 180°, 8 mètres de long et 2,5 mètres de haut, sur lequel six projecteurs à haute définition projettent un stade virtuel et deux équipes alignées. Une pression sur un bouton et les joueurs se mettent à courir dans tous les sens. L'utilisateur doit se rappeler ceux qui lui ont été désignés, les garder à l'œil et citer leur nom au bout de quelques secondes. L'exercice est censé entraîner la vision périphérique." Au départ accueillies par des sourires narquois, les expérimentations du TSG 1899 Hoffenheim font aujourd'hui école en Allemagne comme à l'étranger.

JEUX VIDÉO

— **Courrier international**

Le Monde LES GRANDS CLASSIQUES DE LA LITTÉRATURE EN BANDE DESSINÉE
 ÉDITION DE PRESTIGE

OFFRE DE LANCEMENT
 L'ALBUM N°2
5€99
 SEULEMENT

L'ÎLE AU TRÉSOR
 Robert Louis Stevenson

UNE COLLECTION EXCEPTIONNELLE
 Dans chaque album, un dossier dédié à l'auteur et son œuvre.
www.Jesgrandsclassiquesenbd.com

ACTUELLEMENT EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Crossed by
ÉDITION LEGENDRE
 Éditions et vente depuis 1911
 Spécial publications et tirages de collection
 FRANCE COLLEGE LYON ALPES

tendances.



MATJAZ TANCIC



Pyongyang nouvelle dimension

Il lui aura fallu huit mois de négociations par mail pour obtenir les autorisations, mais finalement son projet 3DPRK a abouti.

PHOTO

Le photographe slovène Matjaz Tancic a convaincu les autorités nord-coréennes de lui accorder un accès inédit aux populations locales pour mener à bien une série de portraits en 3D à travers le pays, en utilisant la technique stéréoscopique. Des photos qui ont l'air tout droit sorties d'un autre temps et qui "font jaillir les histoires et les visages de citoyens normaux qui n'ont jamais été autorisés à quitter le pays", analyse le magazine culturel américain **Huck**.

ILS DESSINENT LE FUTUR

IRYNA KANYCHTCHEVA
Commissaire d'art ukrainienne

Le street art en étendard

Les graffs, réalisés par des artistes de tous pays, fleurissent en ce moment sur les murs de Kiev. Comme l'écrit **Die Tageszeitung**, l'initiative "n'a pas grand-chose de spontané". Elle a été lancée dans le cadre d'Art United Us, un projet dont Iryna Kanychtcheva est la

coorganisatrice.

Cette Ukrainienne était commerciale dans l'industrie pharmaceutique lorsque, en 2013, elle a émigré en Floride.



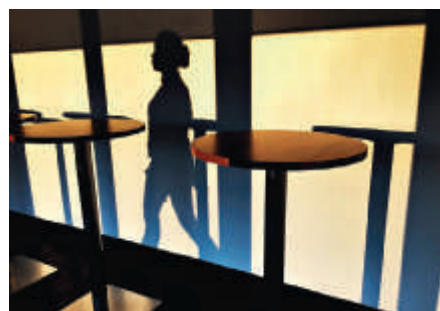
FACEBOOK

Changement de pays, changement de carrière. La trentenaire se présente désormais comme commissaire en street art. Au quotidien berlinois, elle raconte avoir redécouvert son pays après la révolution de 2014, point de départ d'un conflit ouvert avec la Russie, et vouloir "donner aux gens quelque chose de beau". Une démarche aussi politique : "Nous et les artistes avons une totale liberté de création", glisse-t-elle dans une pique contre Moscou.

SUR LES RÉSEAUX



@jaspertejano



Compositions à la Manille

Mon boulot, c'est directeur des ressources humaines. Mais quand je ne porte pas cette casquette, je suis photographe de rue." Ainsi se présente Jasper Tejano sur le site **121 Clicks**. Ce Philippin traque les couleurs, les lignes et les silhouettes qui structurent les rues de Manille. Ce sont les travaux de Cartier-Bresson et d'Alex Webb qui lui ont donné envie de confronter son objectif à "la matière brute et nerveuse" de la jungle urbaine. "Les rues offrent un mélange de vie, d'énergie et de chaos, vous n'aurez jamais le contrôle sur ce qui se passe autour de vous."

Retrouvez chaque semaine
la chronique

Courrier d'ailleurs

sur OÛI FM

Jeudi à 11 h 30 et samedi à 17 h avec

Courrier international





EN PROJET



FOSTER + PARTNERS

Pologne. Varsovie recto Varso

Trois cent dix mètres de haut, 140 000 mètres carrés de parquet et 53 étages, telles sont les caractéristiques chiffrées de la tour Varso, la plus haute tour de Pologne, dont les travaux ont commencé à Varsovie et s'achèveront

normalement en 2020. Le gratte-ciel, conçu par le cabinet d'architecture anglais Foster + Partners, devrait héberger des entreprises et surtout "revitaliser le quartier au cœur de la ville", note le magazine d'architecture et de design **Deezen**.

Le vert éphémère

ÉTATS-UNIS — "Attirer des gens dans ce secteur et le rendre séduisant, c'est un premier pas nécessaire", dit le **Miami Herald** à propos d'Omni District. Situé dans le sud de Miami, ce quartier "ne manque pas d'espaces vides et vacants", reconnaît le quotidien local. Le projet Biscayne Green est une tentative de le redynamiser. Ce parc temporaire a surgi au début de l'année, recouvrant le boulevard qui lui a donné son nom. Parsemé de verdure, de camions de cuisine de rue et de boutiques artisanales, cet espace entièrement piéton doit offrir une nouvelle expérience dans le centre de la ville de Floride.



FINN GRAFF, NORVÈGE

Dieux de passage

INDE — Découvrir la vie rurale au Gujarat tout en aidant les femmes de la région à restaurer leurs maisons traditionnelles, c'est ce que propose l'Association des femmes travailleuses indépendantes (Sewa), qui vient de nouer un partenariat avec le site de locations Airbnb. "Plusieurs milliers de femmes [de cet État du nord-ouest de l'Inde, dont était originaire Gandhi] ont pris ce projet à cœur", rapporte le journal **Mint**. "Nous traitons nos visiteurs comme des dieux, en leur permettant de découvrir notre mode de vie et en les informant sur l'histoire de nos villages", explique l'une d'elles. Avant d'accueillir les voyageurs de passage, ces femmes remettent leur habitat en état, en profitent pour l'équiper de toilettes aux normes internationales et projettent d'y installer le Wi-Fi.

Charité bien connectée

PAYS-BAS — "Je n'ai pas de monnaie sur moi" ne sera peut-être plus une excuse à Amsterdam. La capitale européenne est la première ville du monde à tester une veste pour les SDF dans laquelle est intégré un système de paiement par carte sans fil. De la charité bien ordonnée, pensée pour s'adapter à "une société de plus en plus dématérialisée". Selon le magazine urbain **Pop Up City**, le dispositif aiderait à motiver les donateurs potentiels qui craignaient jusque-là "que leurs bonnes intentions n'encouragent de mauvaises habitudes". En effet, "à la fin de la journée, des institutions partenaires répartissent l'argent versé pour couvrir des besoins essentiels : nourriture, logement ou hygiène corporelle". Progrès ou non ? À chacun de juger.



FALCO, CUBA

La semaine prochaine un numéro en réalité augmentée



La révolution des transports

Jeu 2 février *Courrier international* donne vie à ses images



—Verslo Zinios Vilnius

Zilvinas Kempinas expose rarement : tout juste deux ou trois fois par an. Les critiques d'art expliquent qu'en appliquant des principes de la physique il joue avec la lumière, l'air, le métal et même le mouvement des spectateurs dans l'espace. Des musées ainsi que quelques grands collectionneurs achètent ses œuvres. Cet artiste est tout de suite identifiable, le plus souvent par ses objets cinétiques fabriqués à partir de bandes magnétiques.

“Les bandes sont vierges. Mais cela n'empêche pas les spectateurs de s'imaginer que quelque chose y est enregistré”, dit en souriant Kempinas lorsque je l'interroge à ce sujet. Il y a fort à parier que certains parmi les plus jeunes ne savent même pas ce que sont ces bandes. Pour les plus âgés, elles sont l'incarnation de l'émotion. Et du passé. “Il s'agit en effet d'un objet iconique de notre génération. Sa fonction était d'enregistrer quelque chose, de l'inscrire dans l'éternité et, paradoxalement, nous n'en avons plus l'usage”, note l'artiste [né en 1969].

La galerie Vartai, à Vilnius, présente [jusqu'au 3 février] plusieurs travaux anciens de l'artiste et d'autres qui étaient restés inédits en Lituanie. Parmi ceux-ci, des tableaux peints à vélo. Zempinas raconte qu'après avoir enduit de peinture les pneus d'un vélo, il a d'abord roulé sur du papier, puis sur des toiles préparées spécialement à cet effet. “Rouler à vélo est une continuation de mon travail avec les bandes, mais aussi avec la gravitation, la mécanique et le mouvement naturel. Ce qui m'intéressait était de marquer mon propre déplacement dans l'espace, sa dynamique et son caractère cyclique. Il s'agit d'enregistrer le mouvement”, explique-t-il.

Les œuvres de Kempinas sont remplies de lignes. Son installation la plus célèbre, *Tube*, avec laquelle l'artiste a représenté la Lituanie à la Biennale de Venise en 2009, n'est rien d'autre qu'un tunnel translucide de 26 mètres de long composé de bandes magnétiques tendues. C'est-à-dire de lignes.

Une critique a un jour affirmé que l'artiste Kestutis Zapkus, venu d'Amérique pour enseigner à l'Académie des Beaux-Arts de Vilnius en 1993, avait traversé cette institution comme une comète en renversant tout sur son passage. Zilvinas Kempinas faisait partie des étudiants cette année-là. “Zapkus [né en Lituanie en 1938, mais élevé et formé aux Etats-Unis] avait apporté la vieille valise de sa mère, remplie d'extraits du magazine *Art in America*, et il nous a enjoint de choisir quelques coupures sans trop réfléchir”, raconte-t-il. Après s'être servi, chacun devait commenter son choix. Zapkus avait une somme de connaissances phénoménale et cela a débuté comme une thérapie. Il nous a parlé de chacun des artistes

“J'ai quitté la Lituanie pour m'assurer que je ne copiais personne”



Zilvinas Kempinas, artiste par la bande

Le plasticien lituanien a séduit le monde de l'art contemporain avec ses compositions tissées de rubans magnétiques. Cet hiver, pour la première fois depuis longtemps, il expose dans son pays natal. Rencontre.

qui nous avaient plu et il a cherché à comprendre pourquoi ils nous avaient plu. C'était une sorte de psychanalyse. De cette façon, il nous a initiés à l'art contemporain. Nous avons compris qu'il n'y avait là rien d'étranger, ni de dangereux, ni d'insaisissable, mais bien au contraire que cet art était lié à nos vies et à nos représentations. Il nous a donné des connaissances. Avec l'effondrement de l'Union soviétique, ce n'était pas seulement une valise, mais le monde entier qui s'ouvrait à nous. La quantité d'informations reçues était considérable. Il suffit d'être réceptif et préalablement un peu formé pour tout saisir et travailler avec audace. Zapkus nous a fortement encouragés.”

ART CINÉTIQUE

Zilvinas Kempinas s'est rendu pour la première fois à New York [où il vit toujours] en 1997, sans savoir précisément ce qu'il voulait y faire. Il lui fallait tout d'abord voir la ville, la sentir. “Quand je suis arrivé, j'avais l'impression qu'une personne sur deux était artiste. Cela tient certainement à ce que les New-Yorkais portent sur l'art un regard différent. J'avais quitté la Lituanie, car je voulais m'assurer que je ne répétais pas ce qui avait été déjà fait, que je ne copiais personne. Parfois, j'avais des idées, des projets, mais je voyais que des choses semblables avaient déjà été réalisées ailleurs. Je suis parti poussé par la curiosité. C'était l'une des raisons. L'autre était que je voulais changer de vie. J'avais déjà

vécu presque trente ans en Lituanie et je voulais voir l'autre moitié du monde, me trouver sur d'autres rails. Quand je suis arrivé à New York, ma situation était intenable. Vous voulez savoir comment j'ai réussi à tout supporter ? J'ai considéré tout cela comme un film dont j'étais le héros. J'avais mon identité, mais je pouvais exercer n'importe quelle activité. La chance m'a souri, mais je l'ai aussi en partie provoquée. Lorsque j'étais encore en école d'art [au Hunter College, où Kempinas a été admis un an après son arrivée dans la ville], la seule possibilité de se faire connaître du public était de participer à des ‘open studio’ [des expositions communes à plusieurs artistes débutants]. J'imaginai naïvement que quelqu'un allait remarquer mes travaux et me proposer de collaborer. C'était très naïf, mais c'est pourtant ce qui s'est passé”, se souvient Kempinas.

En Lituanie, les artistes contemporains, considérés comme des bons à rien, reçoivent un accueil réservé. Ailleurs, l'art contemporain ou moderne est tout à fait accepté, digéré et désiré. D'où ce paradoxe : nous avons beaucoup de superbes artistes lituaniens connus dans le monde entier, mais pas dans leur pays. “L'une des explications réside dans le fait que notre population est peu nombreuse, comporte une minorité d'artistes et une minorité encore plus restreinte d'amateurs d'art éclairés. C'est un cercle vicieux. Mais l'intérêt grandit. Des groupes de collectionneurs se forment. Ils se rendent dans les expositions. Plus ils seront nombreux, plus l'art contemporain deviendra intéressant pour les autres”, affirme Kempinas.

—Beatrice Laurinavičienė
Publié le 18 janvier

Tous les papiers se recyclent,
alors trions-les tous.

**C'est aussi
simple à faire
qu'à lire.**

La presse écrite s'engage pour le recyclage
des papiers avec Ecofolio.



Une nouvelle année commence.

Et si vous en profitez...

Pour arrêter les frais :-)



- Aucuns frais de tenue de compte
- Changement de banque : simple comme Hello
- Tous les produits et services d'une grande banque
- **Carte Visa gratuite à vie⁽¹⁾ + 80€ offerts⁽²⁾**

Hello
bank!

par BNP PARIBAS

Mobile
comme vous

hellobank.fr



Hello = Bonjour. (1) Cartes Visa Classic et Premier gratuites. (2) +80€ offerts pour toute 1^{re} ouverture d'un Compte de Dépôt assortie d'une Carte Visa avant le 28/02/2017. Voir conditions d'éligibilité et des offres sur www.hellobank.fr

Hello bank! est l'offre 100% digitale de BNP Paribas, SA au capital de 2492925268€ - 16 boulevard des Italiens, 75009 Paris, France - RCS n°662042449 - ORIAS n°07 022735. App Store est une marque d'Apple Inc.